

GREICHE & SCAFF
OPTOMÉTRISTES
ACHÉTEZ MAINTENANT
ET PAYEZ SUR
1 AN
SANS INTÉRÊT*
* Sur approbation de crédit
Frais de gestion additionnels
Détails en magasin

ILES-DE-LA-MADELEINE 2,50 \$
FLORIDE 2,35 \$ U.S.

L'été culturel 97
Un cahier spécial
de 36 pages

Vacances voyage

La Belgique
par la bande
dessinée
cahier H

Sports
Les experts
votent Bailey
cahier G

Baseball



2



10

page G3

Elections 97

Les défis du prochain gouvernement: l'éditorial de Roger D. Landry

page B2

Faites vos choix: la liste des candidats des 75 comtés du Québec

page B4

Les contradictions persistent

Les médecins: un manque de ressources; Québec: un manque de coordination

DENIS LESSARD
et SONIA SARFATI

Les listes d'attente en chirurgie cardiaque sont longues et ne cessent de s'allonger, tous s'entendent là-dessus. Mais à qui la faute? Et que faire pour remédier à la situation?

Le gouvernement Bouchard est dans l'embarras depuis que le ministre de la Santé, Jean Rochon, a attribué au seul manque d'anesthésistes la longueur des listes, qui ont augmenté de 420 patients en sept mois. On trouve actuellement 980

patients, qui doivent attendre en moyenne six mois avant une intervention chirurgicale.

Le problème, affirme le docteur François Gauthier, directeur des services professionnels de l'Institut de cardiologie de Montréal, est plutôt le manque de ressources financières. L'Institut possède les ressources humaines et physiques pour procéder, chaque année, à environ 400 interventions majeures de plus qu'actuellement.

« L'an dernier, nous avons effectué 1410 pontages et chirurgies val-

vulaires. Cette année, nous devrions en faire 1360. Si nous avions les budgets nécessaires pour faire fonctionner les salles d'opération à plein régime, nous pourrions monter jusqu'à 1800 et même 2000. Mais ces opérations coûtent de 5000 à 10 000 \$ chacune », explique le Dr Gauthier.

Le Dr Gauthier n'est pas le seul à avoir contredit le ministre Rochon. Le Dr O'Donnell Bédard, président de l'Association des anesthésistes et réanimateurs du Québec, affirme lui aussi qu'il n'existe aucun lien

de cause à effet entre l'allongement des listes d'attente en chirurgie cardiaque et la pénurie d'anesthésistes. Les compressions budgétaires du gouvernement sont bien davantage responsables de la lenteur du système, assure-t-il.

En Chambre, hier, le chef libéral Daniel Johnson a brandi les dénégations du Dr Bédard. Le premier ministre ferait mieux, a-t-il dit, d'utiliser son temps à régler de tels problèmes plutôt que « de jouer à

Voir **LES CONTRADICTIONS** en A2

« Je vais digérer... à ma manière »

DENIS ARCAND

Durant les 82 jours qu'a duré sa détention dans le Sahara, le coopérant Serge L'Archer et les autres otages ont été gardés dans l'ignorance presque totale par ses ravisseurs.

« Les leaders des Forces armées révolutionnaires du Sahara ne nous disaient pas un mot sur les négociations avec le gouvernement du Niger, ni sur nos déplacements dans le désert, ni sur ce qui nous attendait », a dit L'Archer, arrivé à Montréal lundi dernier, quelques jours après sa libération.

« Je sais bien que les otages sont généralement gardés dans le noir par leurs ravisseurs, mais je trouvais ça totalement inutile dans notre cas. Après tout, nous n'avions pas besoin d'être surveillés par des gardes ni mis en prison. Notre cachot était le désert, on ne pouvait se sauver nulle part. Nous informer un peu sur ce qui se passait ne leur aurait nui en aucune façon. »

L'Archer avait été envoyé dans le Sahara par le Centre canadien d'études et de coopération interna-

Voir **JE VAIS** en A2

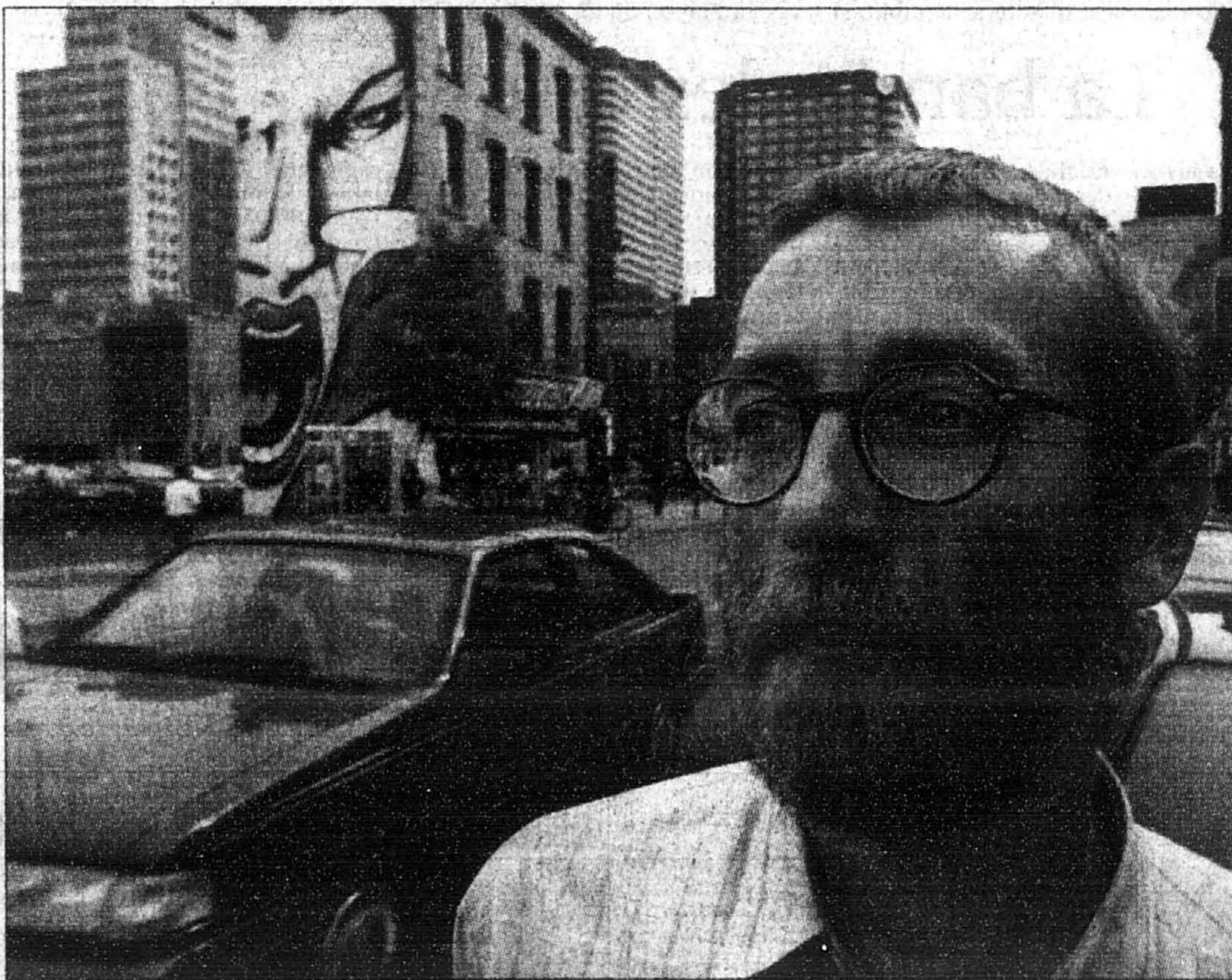


PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

Après 82 jours de captivité dans les sables et le silence du Sahara, Serge L'Archer trouvait Montréal étrange en se rendant aux bureaux du CECI, rue Sainte-Catherine, en face des Foutounes électriques et de MusiquePlus.



Lysiane Gagnon

La bande des cinq

Tous les chefs de parti ont des raisons de se féliciter de leur campagne.

À tout seigneur tout honneur, commençons par le premier ministre... qui le sera toujours lundi soir, encore qu'il se pourrait qu'il nous quitte avant quatre ans, s'il ne réussissait pas à ramener au pouvoir un gouvernement majoritaire.

M. Chrétien a fait une bonne campagne, dans la mesure où il n'a pas fait de gaffe. Étroitement encadré par une organisation prospère et solide, et guidé par son intuition de vieux routier, M. Chrétien a évité la plupart des pièges où auraient pu l'entraîner ses difficultés d'expression dans les deux langues officielles du pays.

Il nous aura cependant procuré l'un des bons moments de la campagne, en nous avertissant de ne pas laisser trainer des armements nucléaires dans la maison, au cas où un enfant se mettrait à jouer avec.

Mais il était temps que la campagne finisse, car à la fin, M. Chrétien avait tendance à s'égarer dangereusement. Jeudi, il déclarait que c'était lui qui avait « mis dans la Constitution de 1982 » la clause protégeant les frontières du Québec... une clause qui date du siècle dernier! On sait qu'il y a longtemps que M. Chrétien est dans le paysage, mais quand même!

M. Manning aussi a fait une bonne campagne, la preuve en étant qu'il pourrait devenir le prochain chef de l'opposition. Froide-ment, cyniquement, M. Manning aura joué sur la corde ethnique et capitalisé sur le ressac anti-Québec, sans diluer son message pour permettre à son parti de prendre une dimension nationale. Cela ne le fera pas remonter dans l'estime des Canadiens modérés, mais cela lui rapportera une bonne moisson de comtés.

Voir **LA BANDE** en A2

Fini les sondages... et le droit de réplique!

« 322.1 Il est interdit d'annoncer, de publier ou de diffuser les résultats d'un sondage sur les intentions de vote des électeurs ou sur une question électorale qui permettrait d'identifier un parti politique ou un candidat entre minuit le vendredi qui précède le jour du scrutin et la fermeture de tous les bureaux de scrutin. »

ANDRÉ PRATTE

Selon le sondage SOM-La Presse publié jeudi, le Bloc québécois... Si nous complétons cette phrase en vous donnant les résultats de l'enquête en question, nous nous rendrions coupables d'une violation à la Loi électorale du Canada.

En effet, il est désormais interdit, non seulement de publier de nouveaux sondages dans les 72 heures précédant la fermeture des bureaux de scrutin, mais même d'évoquer,

durant cette période, des sondages déjà publiés.

« Ça va trop loin », a soutenu le politologue Guy Lachapelle, de l'Université Concordia, au cours d'une interview à La Presse. L'opinion de M. Lachapelle devrait avoir un certain poids. Car c'est une étude qu'il a réalisée pour le compte de la Commission royale sur la réforme électorale qui a mené à l'interdiction des sondages peu de temps avant les élections de 1993.

Cependant l'intention de l'universitaire, et selon toute vraisemblance celle du législateur, était d'éviter la publication de nouveaux sondages dans les heures précédant le vote.

« Il s'agissait d'empêcher qu'un sondage bidon ou erroné soit publié sans que les personnes affectées n'aient le temps de répliquer, explique M. Lachapelle. Quand on interdit aux médias de commenter des sondages passés, on enlève justement ce droit de réplique! » En effet, si un sondage factice ou erroné avait été publié hier, personne n'aurait pu intervenir dans les médias en fin de semaine pour le dénoncer.

Comment en est-on arrivé à cette bizarre situation? Deux entreprises de presse, Southam et Thompson, avaient entrepris il y a quatre ans de contester devant les tribunaux

ontariens le nouvel article de la Loi électorale. Le juge de première instance a rejeté leur requête, estimant que si l'article limitait effectivement la liberté d'expression, cette contrainte était raisonnable. Les journaux ont porté la cause en appel, où ils ont encore perdu.

Mais la Cour d'appel n'a pas seulement débouté les journaux. Elle en a profité pour donner de l'article contesté une interprétation beaucoup plus large que celle qu'Élections Canada avait adoptée pour les élections de 1993. « Peut-être le Parlement souhaitait-il limiter l'interdiction aux données inédites, jamais publiées, mais nous n'en sommes pas convaincus, puisque le texte de l'article ne le précise pas », ont expliqué les trois juges.

Voir **FINI** en A2

945

JOURS AVANT L'AN 2000

INDEX

Petites annonces
- index C10
- immobilier C10, E1
- marchandises E7 et E8
- emplois E8, G12
- automobile G7 à G11

- affaires F6
Arts et spectacles
- index cahiers C et D
- horaires-spectacles D14
- Télé-horaire D2
Actualités A21
À tire-d'aile K6

Avis B11, B12 et G12
Bridges K5
Carrières cahiers I et J
- professions cahier I, J1 à J8
- formation J9 et J10
Décès G11

Échecs K5
Économie cahier F
Editorial B2
Encans B12
Êtes-vous observateur C10
Feuilleton G9

MÉTÉO

Ciel variable
Max. 23,
min. 11

page G12



portes & fenêtres
VERDUN
Modèle SN-001
PORTE D'ACIER INSTALLÉE
peinte en blanc
499 \$
incluant : poignée à clé Weiser et recouvrement de vinyle.
Offre valide jusqu'au 31 août 1997

Rive-Sud
139, boul. Laurier (rte 116, St-Basile)
653-2265

St-Isidore
Habitat Centre Lancôt
875-6645

Laval
4525, boul. Samson (Chom., près aut. 13)
681-1547

Montréal
1525, rue Moreau (coin Ste-Catherine)
524-6383

Verdun
3032, boul. LaSalle (près Atwater)
769-1725

Ottawa
104, Clément-Eubank
(613) 443-2694

Suites de la une

« Je vais digérer... à ma manière »

JE VAIS / Suite de la page A1

tionale (CECI), de Montréal. Sa mission, faire l'encadrement administratif de divers projets dans le Kaouar, une province perdue dans les sables du nord-est du Niger.

Il a été enlevé le 27 février par des rebelles de l'éthnie Toubou en révolte contre le régime militaire du Niger. Libéré après 82 jours de tractations, grâce à l'intervention de la Libye, il est rentré lundi, pesant 147 livres, dix de moins qu'à son départ pour le désert.

« J'ai eu des moments de découragement total. Je me payais le luxe d'être déprimé une fois toutes les deux semaines. À part ça, je gardais tout en dedans. »

Il dit que le CECI insiste pour qu'il voie un psychologue, juste au

cas. « J'ai dit oui pour les rassurer et c'est vrai que les otages vivent généralement leur réaction en différé, dans les semaines qui suivent leur libération. Mais je pense que je vais être correct. Je pars (ce matin) pour deux semaines dans le bois, dans le Témiscouata. Je vais aller digérer tout ça là-bas, à ma manière. »

Il trouve le moyen de ramener au moins un bon souvenir de sa détention: « Quand j'étais otage, on se déplaçait de camp en camp et j'ai vu des paysages d'une beauté incroyable. Il n'y a pas de mots pour dire comment c'est beau, le Sahara, parfois. Du sable jaune soleil, un ciel parfaitement bleu, des rochers couleur ocre en forme de cône parfait, polis par le vent et le sable. C'est comme en dehors du temps, sur une autre planète, avec juste le

vent dans le silence. »

Aux mains des rebelles, il dit avoir eu peur une seule fois: « Quand ils nous ont kidnappés, moi et trois Nigériens, on a roulé durant toute la nuit et toute la journée suivante, vers le Nord. Quand j'ai vu qu'on s'enfonçait de plus en plus dans le désert, je me suis dit: 'Ils ne t'emmènent pas aussi loin juste pour t'offrir le thé; c'est sérieux.' Et là, j'ai eu peur. Surtout qu'un des autres otages était complètement terrifié. »

L'Archer se dit ambivalent face à ses ravisseurs. « Ça me révolte qu'on m'ait pris ma liberté, mais je peux comprendre que là-bas, il n'y a peut-être pas d'autre façon. » Il dit que le problème n'est peut-être pas à Niamey, dans la capitale du Niger, mais au niveau local: « Les militaires qui contrôlent la région

(contre qui les rebelles se battent), ça c'est des Rambo! Ils sont très arrogants avec la population civile. Je suis convaincu qu'ils font ce qu'ils veulent et qu'ils n'obéissent pas aux instructions de Niamey. »

Avec le temps, il a tissé quelques liens avec ses ravisseurs: « Lorsqu'ils m'ont libéré, ils m'ont dit de ne pas les oublier et de revenir les voir, qu'ils avaient de la peine que je m'en aille, que j'étais pour eux un frère et que plus jamais ils ne me kidnapperaient, etc. »

« Ils étaient sincères quand ils m'ont dit tout ça, mais je suis certain que si, dans six mois, leurs intérêts du moment changeaient, ils m'enlèveraient de nouveau. »

C'est mercredi dernier, dans un supermarché québécois, que Serge L'Archer a vécu le choc culturel du retour d'Afrique. Après 82 jours à

manger presque seulement des macaronis, il est tombé face à face avec le rayon des fruits et légumes d'une épicerie grande surface: « La tête m'en tourne encore. Dans l'oasis où je travaillais avant d'être enlevé, tous les habitants souffrent de malnutrition. »

« Alors (mercredi), quand je suis entré au supermarché et que j'ai vu le rayon des fruits et légumes, grand comme un terrain de football, où on voyait des fruits de toutes les couleurs à perte de vue... C'était fou. Je voyais les gens têter et examiner chaque fruit pour être bien sûrs de ne surtout pas en prendre un qui aurait la moindre petite meurtrissure. »

« Je sais que je ne suis pas le premier à penser ça en rentrant d'Afrique, mais maudit qu'on se plaint le ventre plein... »

Fini les sondages... et le droit de réplique

FINI / Suite de la page A1

Les médias ont porté la cause devant la Cour suprême, mais celle-ci ne l'entendra pas avant l'automne.

Southam et Thompson s'opposent à toute limite imposée à la publication de sondages, nouveaux ou anciens. « Vous ne pouvez pas limiter la liberté de la presse à moins d'avoir une très bonne raison de le faire, soutient l'avocat de Southam, Blair Mackenzie. Or cette interdiction n'est basée sur aucun argument rationnel, mais seulement sur des impressions, des soupçons. »

Lors de l'adoption de la loi, deux arguments avaient été avancés pour

justifier l'interdiction des sondages de dernière minute. Le premier, c'était que de tels sondages pourraient avoir un effet indu sur les électeurs, en les poussant par exemple à favoriser le parti jouissant d'une forte avance. Depuis, les partisans du « blackout » ont laissé tomber cet argument. S'il est clair que les sondages ont une influence sur les électeurs, les experts s'entendent aujourd'hui pour dire que cette influence ne va pas seulement dans un sens, n'est probablement pas déterminante, et de toute façon est difficilement mesurable.

Reste un autre argument, celui qu'avance le professeur Lachapelle: il faut empêcher qu'un sondage de mauvaise qualité soit publié si

tard dans la campagne que les principaux intéressés n'auraient pas le temps d'y répliquer. « La liberté d'expression, lance Guy Lachapelle, ça comprend aussi le droit de réplique. »

Les opposants à l'interdiction des sondages font remarquer que, de toute façon, des sondages seront réalisés durant les derniers jours, et circuleront sous le manteau. (C'est arrivé, notamment, dans les heures précédant le dernier référendum.) Certains privilégiés auront accès à ces sondages, tandis que le commun des mortels sera privé d'informations équivalentes.

Et puis il y a l'Internet. Avant le premier tour des élections législatives en France, où les sondages sont

interdits de publication durant toute la semaine précédant le vote, un journal suisse a fait faire son propre sondage, et l'a rendu accessible sur son site Internet.

Une telle situation a moins de chances de se produire ici, où la courte durée de l'interdiction rend plutôt futile la publication de sondages de dernière minute. En effet, il n'y aurait pas de différence significative entre un sondage réalisé du lundi ou jeudi, et publié le vendredi, et un autre réalisé du mardi au samedi et publié le dimanche. Surtout, il faudrait qu'un commanditaire étranger soit suffisamment intéressé à la politique canadienne pour se payer un sondage et l'offrir sur son site Web.

Les contradictions persistent

LES CONTRADICTIONS / Suite de la page A1

la vedette pour chercher des votes pour Gilles Duceppe ». M. Bouchard devait prendre la parole en soirée dans une assemblée du Bloc québécois.

Devant ce nouvel assaut hier, M. Bouchard a donc vite fait table rase de la défense de son ministre Jean Rochon. Le manque d'anesthésistes « est un facteur », maintient-il cependant. On en prévoyait 202 dans l'île de Montréal, il y en a 30 de moins. Mais il a aussi trouvé un autre facteur, « le manque de coordination entre trois hôpitaux francophones montréalais ». À l'Institut de cardiologie, 166 personnes attendent une opération cardiaque, il s'en trouve 69 à Notre-Dame et 11 à Saint-Luc.

Le gouvernement Bouchard a donc mandaté son escouade de spécialistes en urgence pour trouver une solution au lancinant problème. Nous déployons tous les efforts pour, dès lundi matin, pouvoir peser sur le bouton pour apporter la solution », a soutenu hier le premier ministre à l'Assemblée nationale. Le groupe tactique d'intervention — un groupe qui se penche habituellement sur l'engorgement des urgences — piloté par M. Michel Tétrault, aura à faire le tour du dossier des chirurgies cardiaques à Montréal et proposer des solutions dès lundi, a souligné M. Bouchard.

La bande des cinq

LA BANDE / Suite de la page A1

Hélas pour lui, l'opération au laser qu'il a subie pour s'éviter de porter des lunettes n'aura pas guéri l'autre myopie, bien plus fondamentale, celle de l'âme: la démagogie anti-Québec est un truc qui ne marchera qu'un temps et la carrière de Preston Manning atteindra probablement son plafond lundi soir.

Mme McDonough ne réussira pas à faire du NPD une force marquante, mais c'est moins à cause d'elle que parce que son parti ne s'est pas renouvelé. Elle a porté les couleurs néo-démocrates avec intelligence et sincérité, insistant sur

la justice sociale et s'abstrayant élogiquement des querelles de taverne de la bande des quatre mâles.

M. Duceppe, malgré les désastres du début, s'en sera finalement tiré en espaçant ses apparitions publiques et en s'effaçant derrière les ténors souverainistes. Vers la fin de la campagne, on a assisté à l'opération « humanisation » de Gilles Duceppe: sa femme à ses côtés, photographié dans des décors bucoliques, M. Duceppe apprenait à sourire et cela lui creusait même de coquines fossettes aux joues.

Aux pires moments de la campagne, quand il était devenu le bouc émissaire de toutes les misères du camp souverainiste, M. Duceppe a

gardé son sang-froid et sa dignité dans l'adversité. À louer également, sa réaction instantanée aux propos sectaires de sa collègue Suzanne Tremblay sur le prénom de baptême de Jean Charest: M. Duceppe a fièrement fait état des origines irlandaises de sa mère et rappelé que tous les Québécois étaient... de vrais Québécois.

Mais M. Duceppe n'est pas au bout de ses peines, s'il continue à contredire, souvent par simple maladresse, la ligne du parti et à se faire rappeler à l'ordre par Lucien Bouchard. (Voir notre chronique en page B3.)

J'ai gardé pour la fin celui qui aura été le vrai gagnant de cette

campagne, le leader le plus populaire et le plus crédible d'un bout à l'autre du pays, particulièrement au Québec. C'est peu de dire que Jean Charest a fait une bonne campagne. Elle était extraordinaire.

Hélas, son parti est en trop mauvais état, ses organisations locales sont trop décimées et ses appuis trop dispersés, pour soutenir la forte vague qui propulsait le jeune chef. Il reste encore deux jours de campagne, et hier encore, ses adversaires — les bloquistes surtout — se déchainaient contre lui toutes griffes dehors, preuve que la lutte pour le cœur des nationalistes modérés était loin d'être terminée.

La Presse

Renseignements : 285-7272

Abonnement : 285-6911

Lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30

Samedi de 7 h à midi

Dimanche de 7 h à 11 h

Rédaction : 285-7070

Promotion : 285-7100

Les petites annonces : 285-7111

Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Décès, remerciements : 285-6816

Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces

Détailants : 285-6931

National, TéléPlus : 285-7306

Carrières et professions,

Nominations : 285-7320

Comptabilité

Grandes annonces : 285-6892

Les petites annonces : 285-6900

La Presse est publiée par:

La Presse, Ltée.

7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser

les informations de La Presse et celles des services

de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de

reproduction des informations particulières à

La Presse sont également réservés.

«Envois de publication canadienne -

Contrat de vente numéro 0531650»

Port de retour garanti. (USPS003692)

Champlain N.Y. 12919-1518.

Code du jour
22-6

Samedi, 31 mai 1997

LOTÉRIES

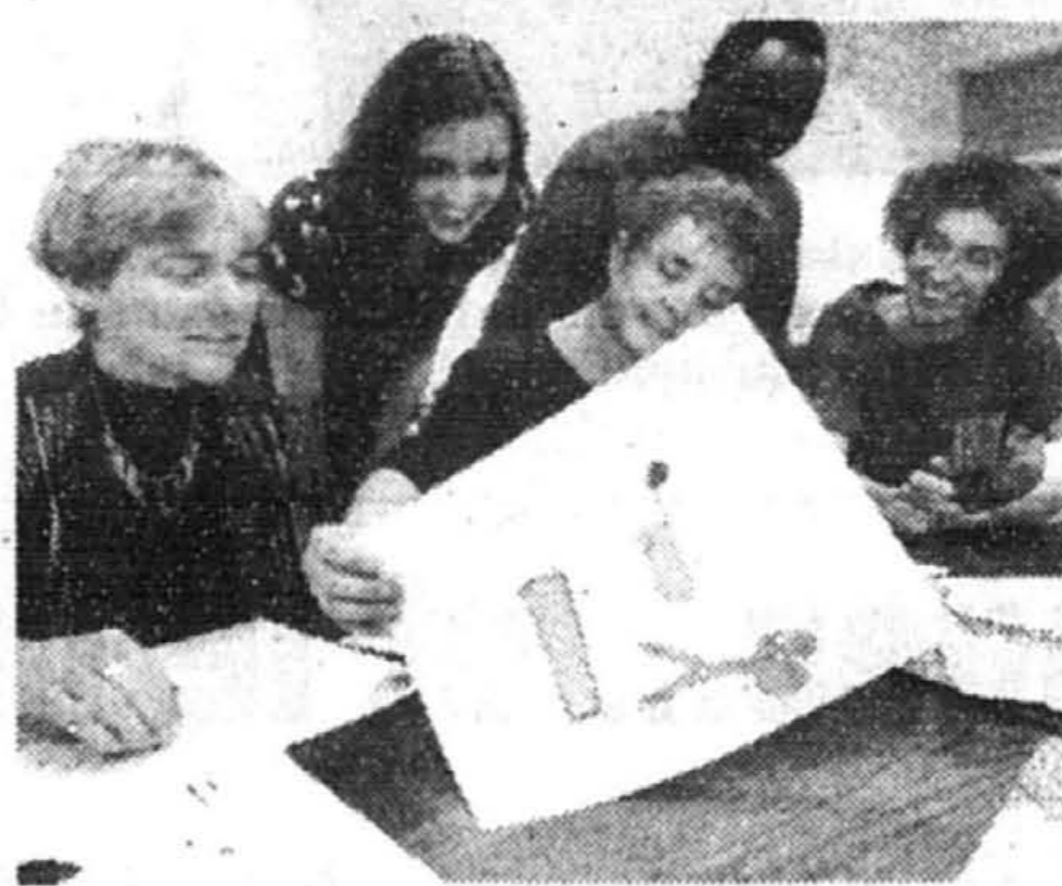
La quotidienne
à trois chiffres : 182
à quatre chiffres : 4225

INSOLITE

Caleçon ou collants!

■ Une Américaine qui avait été expulsée le 19 mai dernier du célèbre magasin londonien Harrod's va tenter une action pour obtenir des excuses ainsi que des dommages et intérêts. « Harrod's doit savoir que les grosses femmes, comme les autres gens, ont aussi des sentiments et ont le droit d'être traitées avec respect et dignité », a expliqué Me Gloria Allred. Harrod's avait affirmé qu'Eilene Kadden, une styliste de mode âgée de 48 ans, avait été priée de sortir du magasin par un agent de sécurité, qui estimait que sa tenue vestimentaire n'était pas appropriée. Or Mme Kadden portait ce jour-là un caleçon acheté deux ans plus tôt chez le même Harrod's. Selon un porte-parole de Harrod's, Mme Kadden « portait un caleçon mais semblait ne porter que des collants ». Me Allred a pour sa part relevé que la mère de sa cliente, une femme mince qui portait le même vêtement, n'avait pas dû quitter le magasin.

DEMAIN DANS LA PRESSE



L'art-thérapie

■ Certaines écoles de Montréal comptent entre 95 et 99 % d'immigrants ou d'enfants d'immigrants. Beaucoup de ces jeunes ont connu les horreurs de la violence organisée. Traumatisés, ils éprouvent des difficultés dans leurs relations humaines et dans leur apprentissage scolaire. À l'Hôpital de Montréal pour enfants, une équipe de « psychiatrie transculturelle » leur propose l'art-thérapie. Un dossier signé Carole Thibaudeau, demain dans le cahier Santé.

QUESTION DU JOUR

La Presse
Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre?
Répondez à la question du jour. Pour faire
connaître votre opinion, composez le 285-7333;
au son de la voix, faites le 1.

À la suggestion du pharmacien,
allez-vous vous contenter
d'un médicament générique?

Appréhendez-vous un été chaud dans le
monde municipal?

À cette question posée hier, le pourcentage
des réponses obtenus a été:

Oui: 71 %
Non: 29 %

Royal Crown Derby

Économisez
JUSQU'À **40%**

ET PROFITEZ
D'UNE OFFRE-BONI
GRATUITE

Royal Doulton

À l'achat d'un couvert,
recevez gratuitement une
assiette creuse de 8 po.
Procurez-vous un ensemble de
20 pièces et recevez gratuitement
4 assiettes creuses! Une valeur
pouvant atteindre jusqu'à 664\$.

Un service de 20 pièces comprend 4 assiettes
plates, 4 assiettes à dessert, 4 assiettes à
hors-d'œuvre, 4 tasses et soucoupes.

Ens. 20 pièces	Prix détail sugg.	Ass. creuse gratuite	Prix spécial
Tennyson	1080\$	368\$	584\$
Biltmore	1340\$	460\$	720\$
Josephine	760\$	260\$	412\$
Alice	720\$	244\$	388\$
Forsyth	1000\$	340\$	540\$
Darjeeling	920\$	312\$	496\$
Princeton	980\$	664\$	528\$
Harlow	1340\$	460\$	720\$
Royal Gold	1900\$	648\$	1024\$
Cloisonne	1600\$	544\$	864\$
Derby Border	1900\$	648\$	1024\$
Kendelston	1600\$	544\$	864\$

LE SUPERCENTRE DE LA MODE MAISON

LINEN CHEST

Place Portobello, Brossard 671-2202

Galeries Laval 681-9090

Centre Rockland 341-7810

Les Promenades de la Cathédrale 282-9525

**Le mot du jour
post mortem**

■ En français, cette locution latine a le sens de *posthume, après la mort*. Au Canada, sous l'influence de l'anglais, on a fait de *post mortem* un substantif auquel on donne le sens d'*analyse*,

d'*examen, d'autopsie d'une situation, d'un événement qui vient d'avoir lieu*. Cet anglicisme est inutile.

— Il faudra faire l'analyse des ratés de la campagne bloquiste, dit-on dans les milieux souverainistes.

Paul Roux

Club Aventure
De Montréal... voyages
à Trois-Rivières

514-**990-9290**

1-800-342-9290

**L'EXPRESS
DU MATIN**



Brûlé et écrasé

■ Un homme âgé d'environ 70 ans a été heurté par un véhicule, hier vers 19 h 50, après qu'il soit sorti, en flammes, de sa propre automobile. L'accident est survenu en face du 7390, chemin de la Côte-Saint-Luc. Le septuagénaire a été transporté d'urgence à l'hôpital, dans un état critique.

90 bougies pour Sainte-Justine

■ L'hôpital Sainte-Justine célèbre son 90^e anniversaire en invitant petits et grands à des activités gratuites qui se tiendront dans ses pavillons entre 10 h et 16 h, aujourd'hui et demain. Au programme : des visites thématiques guidées, des conférences données par des spécialistes de la santé. Et, pour la première fois, le Pavillon Vidéotron/Centre de cancérologie Charles-Bruneau sera ouvert au public.

La Croix-Rouge et les élections

■ À cause des élections, le centre permanent de dons de sang de la Croix-Rouge (situé au 2991, Sherbrooke Est) fermera à 17 h plutôt qu'à 18 h, le lundi 2 juin. La Croix-Rouge en profite pour rappeler que toute personne âgée de 18 ans et plus, en santé et qui pèse plus de 110 livres, peut donner de son sang tous les 56 jours.

Les meilleurs viennent de l'UdeM

■ Pour la troisième année consécutive, les étudiants de la faculté de médecine de l'Université de Montréal se sont classés premiers parmi les 16 facultés de médecine du pays à l'examen d'aptitude 1 du Conseil médical du Canada, qui se tient à la fin des études médicales. Cet examen sert à évaluer les connaissances médicales et les aptitudes des étudiants à résoudre des problèmes cliniques.

Violence recherchée

■ Une femme d'une vingtaine d'années a été agressée sexuellement vers 3 h dans la nuit de jeudi à vendredi, alors qu'elle se trouvait seule avec son bébé dans son domicile de Brownsburg (près de Lachute). La victime a été réveillée par du bruit. Elle s'est levée et s'est retrouvée en présence d'un homme entièrement vêtu de noir, portant une cagoule. L'homme l'a violée, puis l'a attachée et pris la fuite. Des personnes auraient aperçu un homme d'environ 35 ans et mesurant 1,90 mètre, rôdant dans les parages.



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

Les délinquants n'ont qu'à bien se tenir

Non, il ne s'agit pas d'olympiades policières. Ces agents en culottes courtes se préparent plutôt à patrouiller la métropole et le reste du Québec en vélo. Comme on peut le voir, Benoit Gauthier et Yves Dubé ne reculent devant rien pour mettre leurs élèves au niveau des sportifs les plus endurcis, les invitant à dévaler en quelques tours de roue un escalier du parc Jeanne-Mance. Les policiers pédaleurs s'exerceront ainsi pendant trois jours, histoire d'être certains de ne jamais rater leur « proie ».

Les villes-centres se distancient de l'UMQ

MARTIN PELCHAT

Montréal et ses cinq partenaires des villes-centres se distancient encore de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) en acceptant de siéger à toutes les tables de discussion créées par le ministre des Affaires municipales, Rémy Trudel.

Ainsi, hier, Montréal, Québec et Sherbrooke avaient délégué des fonctionnaires à la réunion à Québec de la table technique sur la mise en commun de services, un forum auquel l'UMQ refuse de participer. La semaine prochaine, les villes-centres participeront aussi à la première réunion de la table sur le nouveau pacte fiscal municipal, un autre chantier boycotté par l'UMQ.

« Jusqu'à présent, notre union donne malheureusement l'impression de vouloir jouer au mauvais syndicat qui essaye par toutes sortes de mesures grossières de bloquer le processus », lance le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier.

Le seul chantier auquel l'UMQ accepte présentement de siéger est celui de la réduction des coûts de main-d'œuvre, parce qu'elle y voit

la seule façon de réduire les budgets municipaux, au moment où Québec remet aux villes une facture de 500 millions payable en 1998.

Les villes-centres (Montréal, Québec, Hull, Sherbrooke, Chicoutimi et Trois-Rivières) voient cependant les choses d'un tout autre oeil car à la table du nouveau pacte fiscal, le ministre invite entre autres les municipalités à partager le financement des équipements à vocation régionale, comme à Montréal le Biodôme ou le parc du Mont-Royal. Pas question de laisser passer cette occasion de discuter des moyens de mettre fin aux iniquités fiscales dont sont victimes les villes-centres, note M. L'Allier.

Même si ces six villes ne sont pas formellement associées, elles sont régulièrement en contact. « Il n'y a pas une journée où on n'a pas des fonctionnaires qui se parlent », ajoute le maire de Québec. Elles viennent en outre de rencontrer le ministre Trudel et son confrère des Finances, Bernard Landry.

Ces six villes ont aussi l'intention de parler fusions à la table des mises en commun, même si le mot est tabou dans les banlieues. « À Québec, on serait capable d'admi-

nistrer la Ville de Vanier sans ajouter un seul fonctionnaire », dit M. L'Allier, qui dénonce aussi l'anomalie qui fait que Montréal, la ville la plus pauvre, voisine Westmount, la plus riche au Canada. Québec doit au moins forcer des études de regroupement, dit-il.

« On veut essayer de faire le moins d'ombrage possible à l'UMQ, mais il faut qu'on aille de l'avant dans la recherche de solutions à long terme », ajoute le maire L'Allier, qui croit aussi, contrairement à l'UMQ, que le délai imposé par le ministre (le 1^{er} septembre), ne rend pas les choses impossibles. « En trois mois, je pense qu'on peut identifier des pistes qui vont atténuer l'impact brutal de ces transferts. »

« Les absents ont toujours tort », rappelle de son côté le maire de Trois-Rivières, Guy Leblanc, selon qui l'UMQ pourrait devoir réorienter sa stratégie à la conclusion de ses caucus régionaux, la semaine prochaine. Dans la région de Trois-Rivières, les maires, bien que sur un vote divisé, ont majoritairement demandé la semaine dernière à l'UMQ de participer aux trois chantiers.

Feu vert aux ententes de services SQ-MRC

MARTIN PELCHAT

Le ministre de la Sécurité publique, Robert Perreault, a levé le dernier obstacle à la conclusion d'ententes de services par les MRC avec la Sûreté du Québec dans le cadre de la loi 77, en établissant une grille tarifaire garantie pendant cinq ans.

La conclusion d'une entente sur cette grille tarifaire a réjoui l'Union des 96 MRC du Québec (UMRCQ), qui avait donné il y a quelques mois le mot d'ordre à ses membres de ne pas conclure de contrats de services avec la SQ tant que ces contrats ne seraient pas mieux encadrés. « C'était comme s'ils incitaient les MRC à signer des chèques en blanc, explique la porte-parole de l'UMRCQ, Collette Fortier.

En vertu de l'accord, toute MRC qui signe une entente particulière avec le ministre relativement à la fourniture de services de la SQ sur son territoire « est assurée d'une stabilité de la grille tarifaire qui lui est applicable pour une période de cinq ans », note-t-on au ministère de la Sécurité publique.

Le mot d'ordre de l'UMRCQ est donc maintenant levé. « L'accord intervenu ne pourra qu'accélérer la mise en oeuvre de la réforme mise de l'avant par la loi 77 », affirme la présidente de l'UMRCQ, Jacinthe B. Simard. Des négociations se poursuivent cependant à propos d'une autre revendication de l'UMRCQ, qui veut voir remis aux municipalités les revenus des amendes pour des infractions commises sur les routes régionales.

La loi 77 prévoit la création de comités de gestion des services policiers dans toutes les MRC qui signeront une entente avec la SQ pour la desserte de municipalités de moins de 5000 habitants. Les contrats de services définissent entre autres le niveau de services requis et l'effectif policier.

Selon le ministère de la Sécurité publique, 16 ententes de services sont actuellement signées ou en voie de l'être, et une trentaine de négociations sont « très avancées ». Le reste devrait suivre d'ici la fin de 1997, note-t-on.

Incendie au Carrefour Laval

Un incendie survenu hier vers 15 h a obligé l'évacuation complète du Carrefour Laval. Le feu a pris naissance dans une des hottes de la cuisine du restaurant McDonald's. La cause de l'incendie n'a pas encore été identifiée mais elle pourrait être reliée aux travaux de goudronnage effectués depuis quelques jours sur la toiture du centre commercial. Les 250 magasins ont été fermés pendant près de deux heures et demi. Personne n'a été blessé.

c'est la nouvelle vague SuperMax

Grâce à l'amélioration du plan d'économie SuperMax^{MC}, vous obtenez en tout temps 40% de rabais* sur tous les numéros du pays outre-mer† qui totalise le plus de frais chaque mois. Pas juste sur un numéro, sur tous les numéros. Sans oublier que vous obtenez aussi 25% de rabais* sur tous les autres appels effectués partout dans le monde. Faites le 1 888 25-SUPER pour connaître tous les détails.

40%

Bell
du génie et des gens

*Minimum de 40\$ d'interurbain par mois. Certaines conditions s'appliquent. †Tous les pays à l'exception du Canada et des États-Unis.

Finances publiques : les juges devront faire leur part, soutient Bouchard

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse, QUÉBEC

Les juges devront faire leur effort comme tout le monde et participer à l'assainissement des finances publiques, a soutenu hier le premier ministre Lucien Bouchard.

À l'Assemblée nationale hier, la sortie du juge en chef de la Cour d'appel Pierre Michaud a trouvé écho auprès du critique libéral à la justice, Thomas Mulcair

Selon le juge Michaud, les compressions de gouvernement québécois risquent d'atteindre un niveau où elles entraveront l'application de la justice. Le juge Michaud déplore que les magistrats soient considérés comme la « main-d'oeuvre » du ministère de la Justice et qu'aucune commission indépendante ne se soit penchée sur l'opportunité de réduire leurs revenus. Québec veut que les juges cotisent à leur caisse de retraite ou, actuellement, seuls des fonds publics sont versés. Cela signifie une baisse de revenus de 6 % par année pour les magistrats.

En Chambre, M. Mulcair a aussi rappelé la démission récente du président du conseil de la magistrature, M^e Guy Pépin, qui protestait lui aussi « contre les coupes sauvages qu'impose le gouvernement du Parti québécois dans le domaine de la justice ».

M. Mulcair a accusé le ministre de la Justice, Paul Bégin, « d'être la source du problème », lui qui a sanctionné 100 millions de compressions dans son ministère en trois ans. La sortie du juge Michaud n'est pas déclenchée par une diminution de son salaire. « Il est en train de dire que la justice souffre de ces compressions », soutient M. Mulcair.

Lucien Bouchard considère toutefois que le député libéral va trop loin quand, selon son habitude, dit-il, il personnalise le dossier pour s'en prendre au ministre Paul Bégin.

En point de presse, par la suite, le ministre Bégin a dit que les inquiétudes du juge Michaud pouvaient paraître « légitimes », mais que les compressions envisagées par Québec ne contreviendraient nullement à l'application de la justice. Les négociations avec les magistrats quant aux compressions de 6 % progressent d'ailleurs, a assuré M. Bégin.

Les omnipraticiens concluent une entente avec Québec

MATHIEU PERREAULT

Les trois quarts des compressions de 50 millions exigées des omnipraticiens se traduiront en retraites anticipées et en diminutions partiellement compensées du temps de travail, prévoit une entente qui permettra à ces médecins d'échapper au couperet de la loi 104.

Pour dorer la pilule, le ministre de la Santé, Jean Rochon, leur concède des crédits supplémentaires de huit millions pour tenir compte de leurs frais de pratique, et a réinjecté dix millions provenant de la désassurance de soins esthétiques dans les visites à domicile et aux personnes âgées, afin d'améliorer le sort des médecins se consacrant à ces cas lourds.

Qualifiant l'entente de « moindre mal », le président de la Fédération des médecins omnipraticiens, Renald Dutil, a déclaré que « cette négociation frustrante a permis de poser les balises d'une entente à plus long terme », afin d'adapter la pratique médicale aux bouleversements que subit le secteur de la santé. « Nous refusons de prendre la responsabilité de la diminution de l'accès aux soins. Si les honoraires avaient diminué de 6 %, au lieu que des médecins prennent leur retraite, les heures d'ouverture auraient été réduites. »

Après avoir pris la parole au congrès de la Fédération, le ministre Rochon a soutenu que le virage ambulatoire suscitait davantage

d'opposition auprès du personnel que chez les malades. « Nos sondages montrent que 90 % des patients sont satisfaits des soins. C'est ça qui compte. Oui, le virage dérange, mais il dérange beaucoup plus ceux qui font fonctionner le système », a-t-il déclaré au cours d'un point de presse, admettant qu'il est « normal que les gens soient inquiets ». Selon le ministre, les problèmes d'épuisement, rencontrés notamment chez les infirmières, constituent une « réaction normale aux changements ».

Le vice-président de la Fédération, Marc-André Asselin, n'est pas convaincu. « On ne peut pas couper un milliard dans le réseau sans que ça paraisse, c'est de la démagogie. Si je faisais un sondage dans mon bureau, on me répondrait que le virage a eu des effets négatifs. Les médecins éteignent un feu après l'autre. »

En décembre, le gouvernement avait demandé des coupes de 102 millions sur une enveloppe salariale de 910 millions pour 7500 omnipraticiens, selon le Dr Dutil. Les allocations de fin de carrière,

auxquelles le gouvernement consacra 27,5 millions sur quatre ans pour assurer la moitié des coûts, varieront entre 100 % et 200 % du salaire, alors qu'une réduction de 10 % du plafond de revenus permettra aux volontaires de majorer leurs tarifs de 5 %. Quelque 280 omnipraticiens ont profité du programme de retraite anticipée l'an dernier, alors que 230 devraient le faire cette année et que 230 jeunes devraient intégrer les rangs.

Des plafonds quotidien (50 visites) et semestriel (105 500 \$) font leur apparition, le plafond trimestriel baissant de 1000 \$ à 47 513 \$ de revenus bruts. Les médecins rémunérés à honoraires fixes, à taux horaire et à la vacation voient leurs tarifs baisser de 0,5 %, ceux qui facturent des actes s'en tirant au contraire avec une majoration de 2 % des tarifs pour les patients ayant plus de 69 ans.

Du côté de la Fédération des médecins spécialistes, dont les 7500 membres ont une enveloppe salariale de 1,27 milliard, on indique que les négociations « suivent leur cours », et que le président Pierre Gauthier « fera des commentaires la semaine prochaine ». À la Fédération des médecins résidents, « les portes de sortie sont moins nombreuses » car l'âge de la retraite est trop loin. L'enveloppe salariale des 2000 résidents, qui ont déposé une offre il y a dix jours, s'élève à 94 millions.

Cours intensif d'anglais

Été 97

5 semaines: du 23 juin au 25 juillet 775 \$
du 28 juillet au 29 août 775 \$
10 semaines: du 23 juin au 29 août 1 550 \$
Frais d'inscription (non remboursables): 100 \$
Frais de retard de 15 \$ à compter du 17 juin

Appelez dès maintenant au : 848-3608 / 3609 / 3614
ou écrivez à l'adresse suivante :
1822, boulevard de Maisonneuve ouest
Montréal, (Québec) H3H 1J8

Les candidats devront subir un test de classement avant d'être acceptés.

Date du test de classement - 16 juin

UNIVERSITÉ Concordia | Centre de l'éducation permanente

ON VOUS PRÉPARE POUR LE MONDE

CENTRE DE RECHERCHE FERNAND-SEGUIN HÔPITAL LOUIS-H. LAFONTAINE

Traitement pour trouble panique avec ou sans agoraphobie
Une équipe de recherche en psychopharmacologie du Centre Fernand-Seguin et de l'hôpital Louis-H. Lafontaine sont en période de recrutement de volontaires pour participer à une étude clinique.

Liste des symptômes :

Dans quelle mesure chaque symptôme vous a-t-il dérangé(e) ou inquiété(e) au cours du dernier mois ?

Encerclez le chiffre approprié.

	Pas du tout	Un peu	Moderément	Beaucoup	Extrêmement
1. Impression d'être effrayé(e) subitement et sans raison	0	1	2	3	4
2. Attaques de panique	0	1	2	3	4
3. Tendance à éviter les lieux ou des activités qui vous effraient	0	1	2	3	4
4. Peur de prendre l'autobus, le métro ou le train	0	1	2	3	4
5. Peur des grands espaces ouverts (de vous trouver dans la rue ou un endroit public)	0	1	2	3	4
6. Peur de sortir de la maison seule(e)	0	1	2	3	4
7. Tendance à vous sentir effrayé(e)	0	1	2	3	4
8. Tendance à vous sentir mal à l'aise en présence de foules, comme au magasin ou au cinéma	0	1	2	3	4
9. Sensations de terreur ou de panique	0	1	2	3	4
10. Nervosité lorsque vous êtes lassé(e) seule(e)	0	1	2	3	4

Prière de retourner le questionnaire dûment rempli à ou téléphoner au numéro suivant :
Centre de recherche Fernand-Seguin
7331, rue Hochelaga
Montréal (Québec) H1N 3V2

Nom : _____
Adresse : _____
Ville : _____
Code postal : _____ Téléphone (rés.) : _____
Age : _____ Téléphone (bur.) : _____

Centre de Recherche Pavillon Hôtel-Dieu de Montréal CHUM

PRÉVENTION DU DIABÈTE

Si vous êtes âgé(e) de 40 à 70 ans, n'êtes pas diabétique et que vous avez un des facteurs suivants :

- histoire de diabète dans la famille ;
- hypertension ou une histoire d'hypertension dans la famille ;
- gras (cholestérol, triglycérides) élevé dans le sang ;
- excès de poids ;
- diabète de grossesse ;
- résultat(s) de sucre élevé dans le sang dans le passé ;

vous avez un risque élevé de développer le diabète.

Si vous êtes intéressé(e) à participer à ce projet de recherche :
téléphonez au (514) 843-2909 (région de Montréal)

Vous voulez vendre... AUTOS
CAMIONS, 4 X 4, FOURGONNETTES, MOTONEIGES, MOTOCYCLETTES, VÉHICULES TOUT TERRAIN... et même le covoiturage

3 lignes d'annonces 7 jours consécutifs pour
24,99\$ (8,33\$ par ligne additionnelle)

M.M. — Vu les conditions particulières de cette offre, aucun engagement ne peut être apporté au texte original ou cours de publication. Un point, d'autre part, se prévoit du privilège d'annulation en tout temps à partir de la première parution, mais une telle annulation n'affecte en rien la facturation qui s'établira obligatoirement sur 7 jours de publication.

285-7111
Les petites annonces de La Presse
Appels interurbains sans frais : 1 800 361-5013

C'est notre tournée...

Méga-Bouffe avec, en plus, un Pepsi **GRATUIT**

20,99\$ plus taxes en succursale

Une offre qui a du « pep »!

À l'achat d'une Méga-Bouffe PFK incluant un gâteau Deluxe de McCain ou avec tout achat de 20 \$ et plus (avant taxes), obtenez tout à fait **gratuitement**, un Pepsi format 2 litres.*

TOUT SIMPLEMENT BON! PFK^{MC}

*Offre valable jusqu'au 5 juillet 1997. ** - Tout simplement bon! PFK est une marque de commerce de PFK Canada. *** Marque déposée de PFK Canada. Dans les succursales participantes seulement.

Assemblée publique

MONTREAL c'est toi ma ville!

Comité de la présidence du conseil

Le Comité de la présidence du conseil, dont la mission est de recevoir les commentaires et d'étudier les suggestions visant à améliorer et à moderniser les règles de procédures d'assemblée du conseil et de ses commissions, tiendra une assemblée publique :

Dates : le mardi 10 juin 1997
Lieu : Salle du conseil
275, rue Notre-Dame Est (métro Champ-de-Mars)
Heure : 9 h 30

Les discussions porteront sur des propositions de modifications au Règlement sur la procédure d'assemblée et la règle interne du conseil et de ses commissions.

L'assemblée comprend une période de questions du public. Les personnes qui désirent y participer sont invitées à s'inscrire à l'entrée de la salle dans les 30 minutes précédant l'assemblée.

Renseignements :

Commissions et comités du conseil
Service du greffe
275, rue Notre-Dame Est, bureau R.134
Montréal H2Y 1C6
Téléphone : 872-3770
Télécopieur : 872-9964

La documentation peut être consultée dans les bureaux Accès Montréal.

Le greffier,
Léon Laberge

Loisirs d'été 97

Ne manquez pas ce cahier spécial samedi prochain dans

La Presse

Une journée dans la vie d'une masseuse

Je connais Simone par l'académie Michèle-Provost qu'ont fréquentée aussi mes enfants. Simone a continué à Brébeuf, puis à l'UQAM en littérature. On s'est croisés avenue Laurier l'autre jour, elle sortait du café les Entretiens où j'entraînais...

— Bonjour M. Foglia. Vous me reconnaissez ? Simone, mais si l'académie, vous avez déjà parlé à ma mère...

Je ne l'aurais pas reconnue. Elle était haute comme ça. C'est maintenant une jeune femme au milieu de la vingtaine. Elle a quelque chose d'Anna Schyggulla. (D'après ma fiancée, quand je dis d'une femme qu'elle a quelque chose d'Anna Schyggulla c'est que j'ai envie de la sauter. Voyons donc. Comme si je ferais des folies avec une fille que j'ai connue haute comme ça...

— Qu'est-ce que tu fais de beau dans la vie, Simone ?

— Je suis masseuse.

— Masseuse ?

— Masseuse. Dans un salon de massage.

Elle a commencé quand elle était à Brébeuf. Pour se faire de l'argent de poche. Elle a répondu à une petite annonce dans Voir : « Cherche masseuse sans expérience. » Elle avait 17 ans, son premier client, un prof de karaté avec une couette, l'a trouvée bien naïveuse.

— Te souviens-tu Simone, que ta mère m'avait envoyé un de tes textes, tu devais avoir 12 ans ? T'écrivais drôlement bien. Écris-tu encore ?

Je viens de recevoir un texte de Simone. Ça s'appelle « Une journée dans la vie d'une masseuse. » Elle écrit toujours aussi bien.

Ah ! les écoles privées et tout...

10 h 15 — Je suis encore en retard. Je vais me faire engueuler c'est sûr. Le taxi me dépose devant le fleuriste. Juste à côté il y a une petite porte avec une enseigne : Massothérapie. Je monte l'escalier quatre à quatre. Ouf, le Roumain est déjà enfermé dans son

bureau. Il doit être en train de faire ses comptes. Je me change dans la salle de bains. Je troque mes jeans pour une minijupe à carreaux, mes bottes pour des souliers vernis, mon t-shirt pour un chemisier légèrement transparent.

10 h 25 — Julie arrive. À sa façon de hurler « salut ! » comme si elle voulait réveiller les morts du cimetière Côte-des-Neiges voisin, je sais qu'elle est déjà « high ».

10 h 40 — Le livreur du dépanneur vient de monter la bière et les cigarettes. On s'installe toutes les deux au bureau de réception. Julie en porte-jarretelles et soutien-gorge, moi dans mon kit d'écolière. On ouvre une bière.

10 h 58 — Premier appel. « Salon de massage bonjour », répond Julie de sa voix deep throat. Baratin habituel. Les prix, 45 \$ l'heure, 30 \$ la demie. La liste des services. Massages californien, suédois, européen. Européen ça veut dire de « détente complète ». Les avertis disent « un complet ». Petit rire chatouillé de Julie, l'autre vient de lui demander s'il y a des « extras ». Au téléphone c'est toujours non. Prudence.

11 h 15 — Le Roumain sort de son coqueron traînant avec lui une forte odeur de cigare. Ses gougounes en plastique râpent le prélat. Il vérifie le cahier de rendez-vous. Il est vide. Le Roumain repart en marmonnant dans sa barbe. Sauf qu'il n'a pas de barbe.

Midi et deux autres bières plus tard — Rien à signaler. Julie me raconte sa famille pour la millième fois. L'épisode de son frère atteint de sclérose en plaques qui a essayé de tuer sa femme en la poursuivant en chaise roulante.



Pierre FOGLIA

12 h 05 — Premier client. Malgré le cinéma de Julie qui roule des hanches, qu'elle a maigres, et des seins qu'elle a pas, le client me choisit.

Le massage commence. Le dos. Les bras. Les fesses. Les jambes. Le client me tripote un peu. Je le laisse faire jusqu'à ce qu'il se décide à demander un extra. Ça marche comme ça au salon : le massage c'est pour le

Roumain. Les extras c'est pour les masseuses. Montre Gucci, cellulaire, celui-là semble avoir les moyens. Je monte légèrement mon prix. Le client proteste : — 60 \$ pour ça ?

Sauf qu'il n'est plus en état de refuser.

Je ne pense à rien. Je regarde l'horloge accrochée au mur. Deux minutes. Avec de l'huile et un peu d'expérience c'est le temps que ça prend. Deux minutes.

— Pourquoi tu fais ça, il me demande... C'est la question à 5000 piastres. Ça leur fait tellement plaisir quand on répond : « Parce que j'aime ça. »

13 h 20 — Client numéro 2. Je donne un coup d'oeil dans la pièce où il m'attend depuis cinq bonnes minutes, tout nu sur la table. Je ne l'ai jamais vu. Je demande au Roumain, lui non plus ne l'a jamais vu. Dans le vestiaire de l'entrée, je fais les poches dans le manteau de l'inconnu : des clés et un de ces chocolats « Baci » dans du papier d'argent, qu'on vend à la caisse des épiceries italiennes de la rue Saint-Laurent. Comme ça, pour rien, je pique le chocolat.

14 h 00 — Client numéro 2, suite. Il est bien sage. La gêne d'une première visite. On cau-

se. Mes études en littérature russe, mes parents grecs, je dis n'importe quoi. Ma seule idée c'est de l'amener, par frôlements successifs au chapitre des extras. Un rôle nous parvient de la salle voisine où opère Julie. Ça lui donne des idées. Il se décide. J'y fais son truc. J'y prends ses sous. Au revoir monsieur.

17 h 10 — Julie et moi on s'est inscrit chacune un faux client dans le cahier des rendez-vous. Comme ça on est certaines d'avoir une pause. Deux faux clients qui manquent leur rendez-vous en même temps, c'est un peu louche. Mais le Roumain est un peu con. Il ne fera pas le lien.

19 h 15 — Client numéro 5. Mon gérant de Provigo. Toujours pressé, après. Il se rhabille en vitesse, mal à l'aise. Il tend l'argent sans me regarder. Pour le faire chier, je fais exprès d'être en train de ranger l'huile ou de plier les serviettes, et je le laisse attendre comme ça, un moment, la main tendue, avec l'argent.

Lui aussi m'a demandé pourquoi je faisais ça. Je lui ai joué un air de violon : mes trois enfants, leur père en prison. La Janette Bertrand qu'ils ont tous en eux n'a fait qu'un tour : il m'a proposé une job de caissière dans son Provigo.

21 h — Je suis de retour à la maison. Ma colloc est sortie. Pas de message dans ma boîte vocale. Je compte ma recette de la journée, cinq extras, 280 \$. Je vais peut-être m'acheter un manteau.

10h15 le lendemain — Je suis encore en retard. Je vais me faire engueuler c'est sûr. Je monte l'escalier quatre à quatre. Je me change dans la salle de bains. Je troque mes jeans pour une minijupe à carreaux. Ah tiens, le chocolat du client d'hier. Je l'avais oublié dans la poche de ma jupe. Merde il est tout fondu. Ça fait rien, je lèche le papier.

Julie vient d'arriver.

RUES FERMÉES ET EMPRUNTÉES PAR LES CYCLISTES

- de 5 h à 13 h 30
- de 8 h à 11 h 00
- de 7 h à 10 h
- de 8 h 15 à 12 h

Le Tour des enfants
Plus de 10 000 jeunes de 6 à 12 ans prendront le départ demain matin du 6^e Tour des enfants, qui se déroule sur 24 kilomètres autour du parc Jarry. La plupart de ceux qui s'élanceront vers 8 h 30 devraient boucler le parcours en deux heures.

Serge Ménard a été mal conseillé

ÉRIC CLÉMENT

Le ministre Serge Ménard ne se doutait pas, en juillet 1995, qu'en demandant au Commissaire à la déontologie policière (CDP) de mener une enquête sur des policiers de la Sûreté du Québec dans l'affaire Matticks, alors que le directeur général de la SQ, Serge Barbeau, avait ordonné en même temps une enquête interne, son initiative nuirait à la recherche de la vérité.

Même si personne n'a blâmé Me Ménard, hier, lors de son troisième et dernier jour d'interrogatoire devant la commission Poitras, la décision qu'il a prise, sur avis de ses conseillers, alors qu'il était ministre de la Sécurité publique, a eu des conséquences malheureuses.

Me Ménard ne savait pas, alors, que son initiative ne mènerait à rien : le rapport d'une enquête réalisée par le CDP, qui aurait dû être déposé devant la commission Poitras, n'a en effet jamais existé. Et le fait que cette enquête ait été mise sur pied n'a fait que nuire à l'enquête interne décrétée par Serge Barbeau, car des policiers ont décidé de ne pas collaborer en invoquant le droit au silence, qui leur est dû dans le cadre d'une plainte portée devant le CDP.

Le ministre a déclaré que son choix avait été fait en fonction de plusieurs considérations, après mûre réflexion, mais aussi à cause de l'image qu'une telle enquête du CDP donnerait au public : « Pour moi, l'important (était qu'il) faudrait que ça soit crédible », a-t-il en effet déclaré.

Pourquoi alors, ne pas avoir déclenché une commission d'enquête en 1995 ? En sortant de la salle d'audience, le ministre a donné une réponse partielle, mais qui résonnait lourdement à deux pas de la table des commissaires : il a dit, en effet, qu'une commission d'enquête est un processus

« lourd et coûteux » et que les recommandations qui en ressortent arrivent « tard, à une époque où les gouvernements qui les reçoivent ont tendance à oublier la nécessité de ces recommandations », qui finissent par dormir « sur des tablettes ».

Durant son témoignage, le ministre a semblé soufflé d'apprendre que l'inspecteur Michel Arcand avait été mandaté, le 5 décembre 1995, par l'état-major de la SQ pour enquêter auprès de ses subalternes, alors qu'il faisait lui-même l'objet de l'enquête du CDP. Il a dit que s'il en avait été informé (par Serge Barbeau), il aurait été troublé.

D'autre part, en ce qui a trait au fait que des policiers n'ont jamais voulu aider les trois policiers qui menaient l'enquête interne, le ministre a expliqué que, nonobstant leur droit au silence, « les policiers ont un devoir de plus que les citoyens, (soit) de rechercher les auteurs de crime et de collaborer à cette recherche ».

Serge Ménard a aussi dit qu'il avait « une très haute opinion » du directeur général-adjoint André Dupré, avant d'apprendre les allégations d'intimidation du 26 août, auxquelles sont mêlés Dupré et Arcand. Il estime que si elles sont vraies, Dupré « aurait dû arrêter » Michel Arcand, qui aurait essayé ce jour-là d'intimider l'inspecteur Hilaire Isabelle. « Ça m'a beaucoup déçu par rapport à l'officier que je connaissais », a-t-il dit.



PHOTO PC
L'ex-ministre Serge Ménard de la Sécurité publique était tout souriant à la fin de son témoignage devant la commission Poitras.

Une des conclusions du témoignage de Serge Ménard est aussi qu'il n'était pas toujours informé du dossier Matticks pendant son mandat. C'est son attaché politique, Me André Gariépy, chargé du dossier de la SQ, qui faisait le suivi.

Les audiences de la commission reprennent le 9 juin avec le témoignage de l'ex-directeur général-adjoint Gilles St-Antoine. Le lendemain, l'actuel ministre de la Sécurité publique, Robert Perreault, se présentera devant les commissaires.

Les prix chauds pour l'été sont maintenant prêts-à-emporter!

Nos magasins sont remplis de suggestions idéales pour toutes vos activités extérieures, pourquoi vous en priver! Voir quelques-uns parmi notre incroyable sélection.

SANYO
Téléphone sans fil avec combiné mains libres

PLUS BESOIN DE TENIR LE TÉLÉPHONE EN MAIN POUR FAIRE OU RECEVOIR UN APPEL! LE COMBINÉ « MAINS LIBRES » FONCTIONNE COMME UN TÉLÉPHONE À HAUT-PARLEUR. VOUS POUVEZ CONTINUER VOTRE ACTIVITÉ TOUT EN PARLANT AU TÉLÉPHONE.

- Technologie Super Compander Plus • 25 canaux
- Autonomie 40 jours • Alimentation de réserve
- Mémoire de 10 numéros • Clavier éclairé sur le combiné
- Télésignal (recherche de personne)

nouveau! 139\$

SONY disc
Radiocassette portatif

- MA/MF stéréo - cassette - Lecteur CD intégré
- Puissance «Bass Reflex Body»
- «Mega Bass» et modes de lecture aléatoires et programmés
- Télécommande
- Rég.: 179\$

RABAIS 30\$
149\$

SONY disc
Lecteur portatif Discman

- «Mega Bass» numérique
- Piles d'une autonomie de 12 hrs
- Boîtier résistant avec 4 choix de couleurs
- Avec pile rechargeable

nouveau! 129\$

OUVERT LE DIMANCHE

TR-RIVIERES O 5115, boul. Jean XXIII 693-4755	SHERBROOKE 1112, du Conseil 565-3177 2222, rue King O. 566-0261	JOLIETTE 404, St-Viateur 759-6956
MONT-LAURIER 469, de la Madone 623-6083	ROUYERS-ROUSSEAU 463, Larivière 764-6920	GRANBY 633, Dufferin 372-5896
MONTRÉAL 8390, rue Saint-Hubert (Sud de la Métropolitaine) 388-4777	CENTRE-VILLE MONTRÉAL 2050, boul. St-Laurent (Stationnement facile) 288-7755	LAVAL 1599, Autoroute 440 Ouest (Sortie boul. Industriel) 681-7770
VAL D'OR 1817, 3e Avenue 824-3994	ST-JEAN 391, du Séminaire N. 348-9377	SOREL 1815, rue Marie-Victorin 742-4511
ST-REM VICTORIAVILLE BIENTÔT	CHATEAUVILLE BIENTÔT	ST-MARTIN BIENTÔT

Dumoulin
branche sur l'électronique et l'informatique

Chicane entre deux médecins

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

Deux microbiologistes de l'hôpital Santa Cabrini, qui ne s'opposent pas pour la première fois, ont porté leur chicane devant le comité de discipline du Collège des médecins.

Le Docteur Sylvie Péloquin affirme que sa supérieure, le Docteur Silvana Trifiro, l'a harcelée et a usé de procédés déloyaux pour ternir sa réputation professionnelle.

Selon une porte-parole du comité, il est tout à fait inusité qu'un médecin dépose ainsi une plainte privée contre un confrère ou une consœur. Habituellement, c'est le syndicat qui poursuit et les collègues du médecin en cause sont tout au plus amenés à témoigner contre lui.

Mais cette fois, l'affrontement est direct. Le Dr Péloquin, actuellement en congé de maladie, reproche à son chef de service de l'avoir « fausement » ou « injustement » accusée de toute sorte de fautes, comme de ne pas avoir examiné un patient à l'urgence ou d'avoir acheminé un tube de sang dans un autre établissement. Selon la plaignante, le Dr Trifiro a aussi laissé entendre qu'elle « fraudait la Régie de l'assurance-maladie » et qu'elle avait commis une « erreur majeure ».

Or, l'avocat du Dr Péloquin, Me Roger David, a appris à *La Presse* que sa cliente n'en est pas à ses premiers problèmes avec l'hôpital Santa Cabrini. En effet, après avoir fait des pieds et des mains pour y obtenir un poste en 1995 — à la suite de la fermeture de deux autres hôpitaux —, Mme Pé-

loquin a finalement décroché son emploi grâce à la Commission des affaires sociales.

Dans sa décision, le tribunal rejette tous les motifs invoqués par l'hôpital pour justifier son refus. À l'origine, on aurait, entre autres, déploré que la candidate ne parle pas italien. Par la suite, on lui a reproché son acharnement auprès des médecins de l'hôpital et d'avoir écrit une lettre ouverte à *La Presse* au sujet des critères d'admissibilité des immigrants. Un texte qui a indisposé les gens de Santa Cabrini, qui le jugeaient méprisant.

La Commission a conclu que le Dr Péloquin n'avait ni harcelé ni menacé l'hôpital et que le comité exécutif de Santa Cabrini a manqué de sérieux lorsqu'il a analysé la fameuse lettre. Elle écrit ne pas croire que la plaignante ne pourra « travailler harmonieusement en équipe avec ses confrères », ni « que ses propos (soient) méprisants pour les immigrants, ni qu'ils dévoilent une attitude incompatible avec la mission de (l') établissement. »

Concernant l'histoire en cours, il faudra toutefois attendre plusieurs semaines ou plusieurs mois avant de savoir à quoi s'en tenir. Hier matin, l'avocat de Mme Trifiro a tenté de faire rejeter la plainte en arguant qu'elle est irrecevable parce que le code de déontologie des médecins ne régit pas les relations entre un médecin et le chef d'un département.

Le comité de discipline a mis l'affaire en délibéré. Si tout ne s'arrête pas là, la cause devrait être de nouveau débattue l'automne prochain.

On se bouscule pour accueillir le futur Institut universitaire de psychiatrie

MATHIEU PERREAULT

Au moins trois candidats se sont déclarés pour accueillir l'Institut universitaire de psychiatrie dont le ministre Jean Rochon entend doter Montréal.

Alors que Louis-Hippolyte-La Fontaine entend s'associer avec les hôpitaux Rivière-des-Prairies et Maisonneuve-Rosemont pour aligner des spécialistes en pédiopsychiatrie et en maladies psychosomatiques, Douglas mise sur les liens entre son centre de recherche et les soins cliniques, et Albert-Prévost fait valoir que le passé d'asile de ses deux concurrents les désavantage par rapport au virage milieu qu'il a déjà entrepris.

Les deux premiers sont respectivement appuyés par l'Université de Montréal et McGill, Albert-Prévost comptant sur la création d'une chaire en psychopharmacologie pour montrer sa force en recherche.

« Auparavant, l'enseignement et la recherche en psychiatrie dépendaient de la bonne volonté des chercheurs et des universitaires », explique le directeur général de Louis-Hippolyte-La Fontaine, Albert Painchaud, qui rencontrait la semaine dernière le caucus des députés péquistes de l'île. « Le doyen Patrick Vi-

nay de la faculté de médecine soutient notre candidature depuis décembre auprès du ministre. Le centre de recherche Fernand-Seguin constitue un atout, de même que notre volonté de nous associer avec le CHUM et le CLSC. »

Le choix de l'Université ne surprend pas outre mesure Christiane Bertelli, chef de département à Albert-Prévost. « Louis-H. n'a pas notre statut de centre affilié universitaire, alors ils veulent celui d'Institut pour garder leurs ressources. L'Université a souscrit à cette position. Pourtant, nous avons proposé une intégration plus poussée du réseau de recherche francophone, une idée qui souriait au directeur du département de psychiatrie de l'Université, le Dr Cormier. Comme la suggestion n'a pas été retenue, Albert-Prévost réalisera l'intégration en obtenant le statut d'Institut, puis en nous associant à ce qui se fait de mieux à Montréal. »

Le gouvernement ne veut pas d'un institut se confondant avec une institution, surtout s'il s'agit d'anciens asiles comme Louis-H. et Douglas, estime le Dr Bertelli. « L'Institut va être décerné à un programme de santé mentale. Albert-Prévost s'est très bien po-

sitionné en deuxième ligne, avec des liens en développement avec la première ligne, au contraire de Louis-H. qui n'est pas encore clairement en deuxième ligne. »

À Douglas, le directeur général Jacques Hendlitz souligne que le doyen de la faculté de médecine de McGill, Abraham Fuks, appuie la candidature de l'hôpital. « Notre centre de recherche hospitalier est le seul à être reconnu comme tel par le Fonds pour la recherche scientifique du Québec, qui fixe la limite à 20 chercheurs et à 2,5 millions de bourses soumises à des comités de pairs. Nos 22 chercheurs récoltent de 3,5 à 4 millions de ces subventions, deux fois le montant recueilli à Louis-H. et Robert-Giffard réunis. »

Au bureau du ministre Rochon, on indique qu'aucun calendrier n'a été établi quant au moment où sera rendue la décision. Si Jacques Hendlitz s'attend à ce qu'elle soit prise d'ici six mois, le Dr Bertelli ne la situe pas avant deux ans. Des rumeurs mentionnent également que le ministre pourrait opter pour deux instituts, l'un francophone et l'autre anglophone. Un institut pourrait aussi être situé à Québec, Robert-Giffard étant alors en bonne position.

Pour la fête des pères dimanche le 15 juin 1997

SOLDE: 49⁹⁹*

25% de rabais
Pantalons d'été poly-coton choix de 6 couleurs tailles de 32 à 46 courtes ou moyennes
Prix courant 69⁹⁹
*10" de plus pour tailles fortes (48 à 60)

Sélection de polos à motifs taille P à T.G.
Prix courant de 65⁹⁹ à 75⁹⁹
*5" de plus pour tailles fortes (1G à 5G)

SOLDE: 49⁹⁹*

Polos "Lytle & Scott" choix de blanc, taupe, marine, vert, noir, rouge, jaune et olive. taille P à T.G.
Prix courant 40⁹⁹
*5" de plus pour tailles fortes (1G à 5G)

SOLDE: 29⁹⁹*

POUR HOMMES DE TOUTES TAILLES

COLLECTION
Guy Laroche
PARIS

Bovet

MONTRÉAL:
• 4475, boul. Métropolitain E. 374-4555
• Carrefour Angrignon 366-0762
• Carrefour Laval 687-1670
• Galeries d'Anjou 353-6310

QUÉBEC:
• Place Sainte-Foy 653-6255

• Centre Rockland 735-5441
• Centre Eaton 849-9261
• Fairview Pointe-Claire 694-9050
• Promenades St-Bruno 653-5100

• Galerie de la Capitale 627-5730

Cours de cuisine pour enfants et ados!
Camps d'été
Académie Culinaire de Montréal
téléphone: 514.393.8111

ALCO
SOLUTION INFORMATIQUE

MEILLEUR ACHAT DU MOIS

OKIA MULTI MÉDIA
Intel Pentium 166MHz

- CARTE MAITRESSE OKIABYTE VX (612KCache)
- 32Mo RAM EDO 60ms
- DISQUE DUR WESTERN DIGITAL 1.88Go EIDE
- CD-ROM 12X1 TOSHIBA
- LECTEUR PANASONIC 1.44Mo
- CARTE VIDÉO ATI 3D EXPRESSION 2Mo EDO
- CARTE SONORE 3D SB 16BIT PNP
- HAUT-PARLEURS 80 WATTS
- CLAVIER FLUITSU WINDOWS 95 BIL.
- SOUSIS LOGITECH 3 BOUTONS & TAPIS
- WINDOWS 95 CD-ROM FRANÇAIS

Super prix: \$1499 seulement
ou \$124,92/mois

LAPTOP TOSHIBA 430CDT
PENTIUM 120MHz
16Mo RAM
1.2Go DISQUE DUR
CD-ROM 10x4
Multimédia
\$3,288 seulement

Imprimante
LEXMARK 2030 \$269
LEXMARK 2050 \$299
HP DESKJET 670C \$289
HP DESKJET 682C \$389
HP LASER JET 6L \$549
HP LASER JET 6P (7) \$949
(7) sheets 50-100 pages

Écran SVGA
MAG DJ-530 \$429
SAMSUNG 15 GB \$489
VIEWSONIC 655 \$449

Les prix en vigueur jusqu'au 7 juin 97

Disque dur
QUANTUM WESTERN DIGITAL
2.1Go EIDE \$299
2.6Go EIDE \$329
3.1Go EIDE \$379

Processeur
Intel 133 = \$350
Intel 166 = \$450

PRIX - QUALITÉ - SERVICE

95 Ste-Catherine Ouest, Montréal
Tél. (514) 843-3155
Place-des-Arts www.alco.qc.ca Email: service@alco.qc.ca

Gagnez ce beau sac DE VOYAGE

TOP-FLITE
AGP

À chacune de vos visites, vous pourriez gagner gros!



Le grand prix :

- un voyage de golf pour deux en Floride (une valeur de 4 000 \$)
- un ensemble de bâtons Top Flite (une valeur de 1 700 \$)
- une ronde de golf avec Gilder Ray à la classique MONSIEUR Muffler du circuit de golf professionnel du Québec (une valeur incalculable)

et dans chaque MONSIEUR Muffler :

- un sac de golf Top Flite (une valeur de 130 \$)



Allez et roulez en paix!

Voir détails dans tous les MONSIEUR Muffler participants. Le grand prix est échangeable en chèque de voyage, contre le versement de 3 000 \$. 1 seul coupon par personne, par jour et par site. Ce concours se termine le 14 juin 1997.

AUJOURD'HUI, ON PEUT CONDUIRE UN VÉHICULE SÉCURITAIRE SANS METTRE TOUT SON ARGENT DEDANS.

LA LUMINA DE CHEVROLET
20 597 \$*

- Transmission automatique électronique à 4 vitesses
- Freins antiblocage aux quatre roues
- Moteur 3,1 litres de 160 HP
- Deux sacs gonflables
- Portes à verrouillage électrique
- Essuie-glace à balayage intermittent



- Tuyau d'échappement en acier inoxydable
- Système antivol PASS-Key^{MC} II
- Radiocassette AM/FM
- Volant inclinable
- Climatiseur
- Ouvre-coffre électrique

3,9%*

V'la du neuf!
Financement à l'achat/48 mois

289 \$**/mois

sur location de 36 mois,
plus paiement initial de 1 915 \$ ou
échange équivalent, dépôt de sécurité
de 350 \$ et transport de 785 \$.

CARACTERISTIQUES	LUMINA ISA	TAURUS GL 161A	INTREPID 22C
Moteur	V6 3,1 litres	V6 3 litres	V6 3,3 litres
HP	160	145	161
Consommation d'essence ville/aut. (L/100 km)	11,9/7,5	11,9/7,8	12,4/7,9
SÉCURITÉ			
Freins antiblocage	De série	De série	Opt.
Verrouillage du levier de vitesses au démarrage	De série	De série	ND
Antivol PASS-Key ^{MC} II	De série	ND	ND
Phares à fonctionnement automatique	De série	ND	ND
Ceintures épaulières avec guides de confort pour enfants	De série	ND	ND
Serrure antivol Theft Lock ^{MC}	De série	ND	ND
ENTRETIEN MINIMUM			
Transmission lubrifiée à vie	De série	ND	ND
Liquide de refroidissement DEX-COOL ^{MC} ‡	De série	ND	ND
Bougies longue durée à électrodes platinées ‡	De série	De série	ND
Tuyau d'échappement durable en acier inoxydable	De série	De série	De série
Indicateur de durée d'huile moteur	De série	ND	ND
Détecteur de bas niveau d'huile	De série	ND	ND
Détecteur de bas niveau du liquide de refroidissement	De série	De série	ND
CONFORT			
Protège-tissu Scotchgard ^{MC}	De série	Option concess.	Option concess.
Radiocassette AM/FM	De série	De série	De série
Préréglage de tonalité	De série	ND	ND
Volume autoréglable	De série	ND	ND
Climatiseur	De série	De série	De série
Climatisation deux zones	Opt.	ND	ND

L'Association des concessionnaires Chevrolet Oldsmobile du Québec



* Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers s'appliquant aux véhicules neufs 1997 en stock comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Véhicule présenté à titre indicatif seulement. Préparation incluse. Transport (785\$), immatriculation, assurances et taxes en sus. Sujet à l'approbation du crédit. Les ventes aux parcs et les locations commerciales sont exclues. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Exemple de financement: 24 365,86\$ incluant transport, préparation et taxes: 1 915\$ de comptant, 48 versements de 505,91\$, coûts en intérêt 1 832,82\$, coût total: 24 283,68\$. ** D'autres conditions de location s'appliquent. Limite de 20 000 km par année: frais de 8¢ pour chaque kilomètre excédentaire. † L'Assistance Routière et la Garantie GM TOTAL^{MC} sont offertes sur tous les véhicules neufs Chevrolet Oldsmobile 1997 pour une durée de 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. ‡ 5 ans ou 160 000 km entre chaque changement, sous des conditions normales. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.





Geronimo

la base de plein air spécialisée en cirque

Venez en grand nombre visiter ces lieux uniques où le cirque et le plein air ne font qu'un.

QUAND ?
Le 1er juin de 13 h à 16 h

Seulement à 45 min. de Montréal

Itinéraire: prenez la 15, autoroute des Laurentides, sortie Saint-Antoine vers l'ouest, route 158. Route 158 jusqu'à la 329. Suivez les indications pour Geronimo.

Demandez la brochure au (514) 475-7488
1017, chemin de la Seigneurie, Lachute (Québec)

Les douaniers à l'attaque des procédures allégées

MATHIEU PERREault

Les douaniers remettent ça : après avoir accusé Douanes Canada de chercher à fermer 90 % des postes de douane, il y a deux semaines, voilà qu'ils annoncent des livraisons massives de cocaïne à cause d'un programme visant à accélérer le passage transfrontalier des camions dont les propriétaires sont en règle avec Revenu Canada.

Le syndicat Douanes et Accises, qui représente les 3500 inspecteurs de douanes, soutient que les camions seront dédouanés automatiquement grâce au Système de mainlevée électronique, en vigueur depuis décembre 1996. « Les inspecteurs découragent les criminels », soutient le vice-président du syndicat Wayne Mercer. « Comme il y a 1200 tonnes de cocaïne qui traversent chaque année la frontière mexico-américaine, nous pouvons nous attendre à ce que la drogue entre à flots au Canada, si les camionneurs sont exemptés d'inspection. »

Au ministère du Revenu, on assure que les douaniers conservent

le droit d'inspecter, l'ordinateur du système ne fournissant qu'une recommandation. « C'est tout simplement une manière d'éliminer la paperasserie », assure le porte-parole Michel Cléroux. « Les gens à faible risque passeront plus rapidement, afin de consacrer nos ressources aux contrebandiers potentiels. »

Le ministère entend aller encore plus loin, avec le prototype d'automatisation des échanges commerciaux en Amérique du Nord, qui fichera tous les conducteurs, camions et chargements, à l'essai aux postes de Windsor et du lac Érié. « Éventuellement, les camions seront munis d'un appareil qui lira un capteur à la douane, pour accélérer au

maximum les procédures », indique M. Cléroux, qui dit ne pas comprendre comment le syndicat en arrive à de tels constats.

Quelque 172 courtiers et importateurs envoient leurs déclarations douanières par voie électronique au ministère, alors que 200 compagnies nord-américaines sont déjà inscrites au prototype. Le quart des déclarations douanières, qui concerne des marchandises valant plus de 400 milliards, sont faites par voie électronique, le ministère espérant que cette proportion soit de 65 % en mars 1999. À peine 1 % des déclarations électroniques se voient décerner des mainmises électroniques, un taux qui devrait augmenter à 32,5 % en 1998-99.

Au niveau des particuliers, le programme Canpass, qui permet, depuis avril 1996, aux Québécois de franchir plus rapidement le poste de Lacolle grâce à une vignette, a connu un succès mitigé, 412 automobilistes s'en étant prévalus. Au Canada, 50 000 inscriptions ont été enregistrées depuis trois ans, note M. Cléroux.

Robes de mariées « libérées »

MARC CASSIVI

Un millier de robes de mariées ont été « libérées », hier, par les douanes canadiennes, à la suite du règlement partiel d'un litige impliquant un importateur montréalais aux prises avec des droits de douanes impayés.

Les robes de mariées, propriété du détaillant et importateur Sposabella, avaient été saisies le 22 mai, par des agents des douanes canadiennes, mettant ainsi en péril le bon déroulement de plusieurs mariages.

Les responsables des douanes et les dirigeants de la compagnie montréalaise en sont cependant venus à un accord, hier après-midi, « afin de ne pas causer de préjudice aux futurs mariés », a expliqué Jean Campbell, un porte-parole des douanes canadiennes.

En raison d'une irrégularité concernant un permis d'importation, quelques robes seront cependant conservées pour fins d'enquête par les agents des douanes. Les étiquettes de certaines robes auraient porté la mention « Made in U.S.A. », mais auraient plutôt été confectionnées... en Chine !

Les responsables des douanes, soucieux de traiter avec délicatesse cette situation sensible, avaient transmis une proposition de règlement aux avocats de Sposabella dès la saisie des robes, afin de satisfaire le plus rapidement possible les futurs mariés.

Des centaines de couples, dont le mariage avait en quelque sorte été pris en otage, devraient donc bientôt être soulagés par la réception des robes confisquées. Mais la situation financière de la compagnie Sposabella, à la suite de cet incident, en inquiète encore plusieurs.

Sylvain Lapalme a acheté, le 28 février, une robe d'une valeur de 2000 \$, dont la livraison est prévue le 15 juin. Au moment de l'achat, il a effectué un dépôt de 800 \$. Hier

matin, inquiet, M. Lapalme — qui doit se marier le 9 août — a contacté la compagnie Sposabella. « On m'a dit de ne pas m'inquiéter, que j'allais comme prévu recevoir la robe, dit-il. Mais aussitôt que j'ai abordé la question du compte en fiducie, on m'a fermé la ligne. »

Vérification faite auprès de l'Office de la protection du consommateur, le détaillant de robes de mariées n'a effectivement pas de compte en fiducie depuis 1995, ni obtenu de dérogation en ce sens, ce qui contrevient à la Loi sur la protection du consommateur.

L'article 256 de cette loi veut que, dans le cas d'une livraison qui survient plus de deux mois après l'achat d'un bien, le commerçant a l'obligation de déposer la somme qu'il a reçue comme dépôt dans un compte en fiducie. Une poursuite pourrait donc être déposée en ce sens contre Sposabella.

Chez Sposabella, qui possède notamment des succursales à Saint-Léonard et rue Saint-Hubert, à Montréal, on a refusé, hier, de répondre aux questions de *La Presse*.

Le plus grand choix de meubles de détente au Canada.



HAUSER M. Fabricant de meubles de qualité depuis plus de 40 ans
Nouveau magasin à Montréal:
4830, boul. Saint-Jean
(Plaza Saint-Jean - Pierrefonds) 620-1310

Chantilly, en exclusivité chez Hauser - Choix de centaines de combinaisons de finis et de tissus.
Achetez directement du fabricant
Causeuses, canapés, chaises longues, chaises et pièces d'appoint assorties.

40, route Transcanadienne
Boul. Saint-Jean
Boul. Pierrefonds

ouvert le dimanche

Waterloo • London • Richmond Hill • Mississauga • Montréal • Burlington

VERSANT ST-SAUVEUR 11, CHEMIN DU LAC-MILLETTE SAINT-SAUVEUR

PLACE DU QUARTIER 5870, BOUL. LAURIER SAINT-HYACINTHE

2 ENTREPÔTS

Heures d'ouverture
Lun.-mer.: 10 h-18 h
Jeu.-ven.: 10 h-21 h
Sam.: 9 h-17 h
Dim.: 12 h-17 h

Levi's
L'ENTREPÔT

COMPAREZ ET ÉCONOMISEZ JUSQU'À 50 %

Venez là où les occasions sont aussi célèbres que nos jeans, blousons et hauts. Venez là où c'est amusant d'économiser sur des fins de séries, des modèles uniques et des jeans Levi's® tellement peu imparfaits que vous devrez chercher longtemps avant de trouver la différence. L'Entrepôt Levi's, c'est plus de choix et plus de service pour beaucoup moins.

Pantorama L'ENTREPÔT

VENEZ VISITER LE PLUS GRAND CENTRE DE JEANS AU CANADA AVEC SA VARIÉTÉ DE JEANS ET DES VÊTEMENTS POUR LA FAMILLE OFFERTS À DES PRIX D'ENTREPÔT.

NINE WEST Chaussurama L'ENTREPÔT

Un grand choix de chaussures pour toute la famille:
SOULIERS POUR ENFANTS, CHAUSSURES D'ATHLÉTISME, BOTTES WESTERN, BOTTES DE CONSTRUCTION ET BEAUCOUP PLUS...

AIRWALK
HUSH PUPPIES

LES MEILLEURS
marques populaires
à des prix
très bas

SIMPLE, BOYS DE REEBOK, AEROSÓLES, WOLVERINE, CONVERSE, DEER STAG, ECCO, STEVE MADDEN, BOUTER, MERREL

SUPER VENTE

ÉBÉNISTERIE HAUTE QUALITÉ
DERNIER WEEK END

LA GALERIE ART SELECT INC.
20^e anniversaire 1977-1997
MONTRÉAL, QUÉBEC

DE 20 À 50% DE REMISE SUR MEUBLES EN EXPOSITION


MOBILIERS :
• SALLE À MANGER
• SALON, CHAMBRE,
• PETITS MEUBLES
• LAMPES, ETC.

VENEZ VISITER UNE BOUTIQUE UNIQUE

MAINTENANT OUVERT LE DIMANCHE DE 12 h à 17 h
FERMÉ LES LUNDI ET MARDI

LA GALERIE ART SELECT INC.
6810, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2S 2S2
Tél.: (514) 273-7088

SELD E



Toscana : canapé 3 places complètement déhoussable. Aussi offert en version rembourré dans un grand choix de tissu ou de cuir. Possibilité de coussins en plume ou en mousse. Existe en d'autres dimensions.

Aussi disponible : meubles d'appoints, jetés, repose-pieds, traitements de fenêtres.

5330 Royalmount • Montréal • 514 739-4185

CANAPÉ À LA CARTE

Cigarettes à gogo pour les mineurs de la Montérégie

MARC THIBODEAU

Malgré les efforts de sensibilisation faits par la régie régionale de la Montérégie au cours de la dernière année, plusieurs dépanneurs situés dans cette région continuent illégalement de vendre des cigarettes aux mineurs.

Une vérification réalisée sur le terrain récemment auprès de 380 dépanneurs révèle que 30 % d'entre eux contreviennent toujours à la loi, a indiqué hier le Dr Alain Poirier, porte-parole de la Direction de la santé publique à la régie.

Il s'agit de la troisième fois en dix mois que la régie, dans le cadre de son plan de lutte contre le tabagisme, procède à une telle vérification. Lors de la deuxième, un taux de vente illégale de 41 % avait été observé.

Bien que cette baisse illustre l'impact positif de la campagne de prévention, elle démontre également, selon le Dr Poirier, les limites de cette approche.

« C'est seulement au-dessous du seuil de 20 % que l'on commence à observer une baisse du tabagisme chez les jeunes. Un taux de 30 %, c'est encore trop élevé, dit-il. Seule la menace d'une sanction sévère peut vérita-

blement inciter tous les dépanneurs à respecter la loi. »

Le porte-parole cite l'exemple de l'État de l'Illinois, aux États-Unis, où la vente illégale de cigarettes dans ces commerces a chuté de 70 à 5 % à la suite de l'introduction d'une loi permettant de retirer temporairement le permis de vente de cigarettes des récidivistes. Le taux de tabagisme chez les jeunes de 14 à 16 ans a du coup chuté de 16 à 5 %.

« Il faut que la même sanction soit imposée au Québec », note le Dr Poirier, qui demande au ministre de la Santé et des Services sociaux, Jean Rochon, d'inclure cette mesure dans son projet de loi antitabac.

La loi équivalente adoptée par le gouvernement fédéral en mars prévoit une telle sanction, mais c'est au juge de décider s'il y a lieu ou non de l'imposer, dit-il. « Ce n'est pas suffisant de laisser cela à la discrétion du juge. »

Sylvie Parent, porte-parole du ministère, affirme que la nouvelle loi québécoise, actuellement à l'étude, prévoit des sanctions sévères contre les commerçants qui vendent des cigarettes aux mineurs.

« Il est toutefois trop tôt pour préciser si le permis du commerçant pourra être temporairement retiré, a précisé Mme Parent. Il faudra attendre que le projet de loi soit soumis à l'Assemblée nationale, probablement à l'automne. »

400 pompiers protestent contre le retrait de quatre véhicules

SONIA SARFATI

À bord de 150 automobiles et de huit autobus, 400 pompiers ont défilé hier dans les rues de Montréal pour protester contre le retrait, mardi, de quatre de leurs véhicules par l'administration Bourque.

En retranchant ainsi deux unités de protection, un camion-échelle et un camion-pompe — qui s'ajoutent aux deux autres véhicules supprimés l'été dernier — l'administration municipale laisse les districts de Lorimier, Honoré-Beaugrand, Saint-Édouard et Pointe-Saint-Charles presque sans protection », assure Gaston Fauvel, président de l'Association des pompiers de Montréal.

Ce que nie en bloc le directeur du Service de la prévention des incendies de Montréal (SPIM), Alain Michaud. « L'application de ces mesures n'affecte en rien le niveau de sécurité offert aux citoyens, a-t-il affirmé. Le temps de réponse pour le premier véhicule demeurera d'environ quatre minutes. »

M. Michaud admet toutefois que ces retraits pourraient avoir un impact sur la force de frappe, qui parvient habituellement sur les lieux d'un sinistre en moins de six minutes et sert à contrôler l'incendie et li-

miter les dommages. Les pompiers se trouvant à bord du premier véhicule veillent, eux, à l'évacuation des lieux.

« Qu'on ne vienne pas me faire avaler que les quartiers touchés par les compressions seront couverts par d'autres camions venus de casernes voisines. Leur temps de réponse sera trop long », riposte M. Fauvel. Et d'ajouter que si le parc de véhicules du SPIM a été réduit de six éléments, il y a aussi dans les postes six autres camions qui ne roulent pas, faute de personnel.

À Montréal, on compte actuellement 1634 pompiers (dont la convention collective est échue depuis le 31 décembre). C'est une trentaine de moins que ce que préconisait une entente signée en juillet 1992 par la Ville de Montréal, la direction du SPIM et le syndicat. Et près de 800 de moins qu'en 1974.

Cette situation, selon M. Michaud, n'a rien d'anormal : la formation des pompiers, l'éducation du public, la prévention, la détection, les systèmes de chauffage plus sécuritaires font que le nombre d'incendies a diminué de moitié au cours des 20 dernières années (passant de plus de 3000 en 1975 à moins de 1500 en 1995).

Quant au nombre de décès, il est passé de plus de 50 en 1975 à une quinzaine en 1995 — ce qui est toutefois beaucoup plus qu'en 1993 et 1994, où les incendies avaient fait moins d'une dizaine de victimes.

Reportage publicitaire

Oui, le vinaigre est puissant !

QUÉBEC - Des recherches effectuées à travers le monde indiquent que les anciens guérisseurs il y a des milliers d'années savaient que le vinaigre est un merveilleux élixir pour la santé.

Depuis très longtemps, bien des gens prennent une dose quotidienne de vinaigre de cidre de pomme pour contrôler leur appétit et améliorer leur bien-être.

Même les redoutables guerriers samourais absorbaient un tonique à base de vinaigre pour leur donner force et énergie. Un tonique facile à préparer chez vous.

Aujourd'hui, après de longues recherches, la fameuse auteure de livres sur la santé Emily Thacker a regroupé plus de 300 recettes et médicaments maison super-efficaces dans son nouveau livre exclusif. *Le livre du vinaigre*.

Vous y apprendrez comment contrôler votre appétit et perdre du poids grâce à un cocktail au vinaigre aux repas.

Vous y trouverez aussi des remèdes maison réputés pour vaincre le rhume, soulager les douleurs arthritiques et autres inflammations articulaires. Le vinaigre est un anti-inflammatoire non médicamenteux naturel.

Des études scientifiques ont montré qu'il contient naturellement un vaste éventail de vitamines et minéraux, plus de 93 éléments différents qui aident à combattre les maux qui vous affligent.

Imaginez ! Une seule cuillerée à thé de vinaigre de cidre de pomme regorge de vitamines, minéraux, enzymes, acides aminés, éléments nutritifs, ainsi que de pectine et de bêta-carotène.

Au-delà de 70 recherches différentes ont montré que la bêta-carotène réduit les risques de cancer et stimule le système immunitaire, alors que la pectine aide à abaisser le taux de cholestérol et donc à réduire le risque de maladie cardio-vasculaire.

Le livre du vinaigre vous étonnera avec ses 308 façons naturelles d'améliorer votre vie. Des remèdes maison éprouvés et des explications étape par étape sur la manière de mélanger le vinaigre avec d'autres produits culinaires afin de:

308 façons naturelles d'améliorer votre vie

- Améliorer le MÉTABOLISME
- Faciliter la digestion
- Aider à abaisser le taux de cholestérol
- Traiter les problèmes de peau
- Combattre les taches de vieillesse
- Aider à faire disparaître les maux de tête
- Soulager les cors
- Soulager les varices
- Combattre l'ostéoporose grâce au calcium
- Revitaliser les cheveux
- Aider à rester en santé
- Traiter les irritations de la peau et le pied d'athlète
- Soulager les piqûres d'insectes
- Soulager la toux et le rhume
- Diminuer les problèmes cardiaques et de circulation
- Combattre l'hypertension artérielle
- Détruire les bactéries dans les aliments

308 remèdes maison à base de vinaigre pour vivre mieux et plus longtemps

Et ce ne sont que quelques-uns des 308 usages du vinaigre que vous trouverez dans ce livre. Comme par exemple comment combiner vinaigre et jus de fruits pour soulager les symptômes de l'arthrite et d'autres maux et douleurs.

Vous y découvrirez aussi des façons économiques de garder la maison, la lessive et les vêtements d'une propreté impeccable avec moins d'effort, ou de préparer votre propre vinaigre maison avec les recettes d'Emily.

Oui, 308 remèdes et recettes que vous pouvez essayer, sans risque, pendant 90 jours. Imaginez, trois mois complets d'essai, sans aucune obligation d'acheter ce livre absolument unique.

Commandez votre exemplaire de *Le livre du vinaigre* dès maintenant. Inscrivez vos nom et adresse sur une feuille de papier et postez-le avec votre paiement de seulement 17,95\$ plus 3\$ pour frais de poste et manutention, à: Marketing Tri-Star, 443, av. Dumont Bureau 384, Dept. 572, Dorval (Québec) H9S 5W2.

Vous pouvez aussi utiliser votre carte Visa en incluant votre numéro de carte, la date d'expiration et votre signature. Pour un service plus rapide (commandes avec carte de crédit Visa seulement), appelez sans frais au 1-888-884-2488, Dept. 572

Vous voulez économiser encore plus? Commandez 2 livres pour seulement 32,95\$ port payé, ou encore 1 livre sur le vinaigre et 1 sur l'ail pour 32,95\$. Hâtez-vous de commander et vous obtiendrez un exemplaire gratuit du rapport *La nourriture régénératrice cerveau et santé*. L'approvisionnement est limité, alors faites vite ! N'oubliez pas que vous avez une garantie de remboursement sans condition de 90 jours.

L'INCROYABLE POUVOIR CURATIF DE L'AIL

Pourquoi nous dit-on depuis longtemps de manger beaucoup d'ail? Parce que l'ail regorge d'allicine, qui combat les bactéries, et de sélénium, un agent anticancéreux.

Les substances contenues dans l'ail augmentent l'espérance de vie et le mieux-être en abaissant la tension artérielle et le cholestérol LDL qui obstrue les artères, en augmentant le calibre des vaisseaux sanguins et en empêchant la formation de caillots.

Pour la première fois, des centaines de remèdes à base de cette plante miraculeuse ont été regroupés dans le meilleur livre sur le sujet, *Le livre de l'ail*, de la fameuse auteure de livres sur la santé Emily Thacker. Découvrez comment des ingrédients naturels tels que le miel et le vinaigre s'allient à l'ail pour:

- Aider à abaisser le taux de cholestérol
- Réduire la tension artérielle
- Soulager les douleurs arthritiques
- Diminuer le stress
- Réduire le risque de caillots sanguins
- Protéger le foie contre les toxines

Voyez comment l'ail peut aider à prévenir les infarctus, malaises et crises cardiaques, tout en améliorant les systèmes cardio-vasculaires, respiratoires et immunitaires.

- Découvrez comment éliminer son odeur.
- Freine la croissance du virus de l'influenza
- Empêche la croissance des tumeurs et prévient certains types de cancer
- Est plus puissant que la pénicilline et quatre autres médicaments contre 8 types de bactéries résistantes aux antibiotiques
- Combat plus de 20 types de fungus

Consommation en vapour avec 1 OBTENIR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR - exemption: 601 107, article 22

Commandez *Le livre de l'ail* dès maintenant. Envoyez 20,95\$ port payé à: Marketing Tri-Star, 443, av. Dumont, suite 384, Dept. 572, Dorval, Qc H9S 5W2.

Vous pouvez aussi utiliser votre carte Visa en appelant sans frais au 1-888-884-2488, Dept. 572.

Économisez 8,95\$ en pensant à un ami. Commandez 2 livres pour seulement 32,95\$ port payé, ou encore 1 livre sur le vinaigre et 1 sur l'ail pour 32,95\$. N'oubliez pas que vous avez une garantie de remboursement sans condition de 90 jours. Hâtez-vous de commander et vous obtiendrez un exemplaire gratuit du *Guide Pratique 21 façons d'améliorer votre santé*.

imperméables, tailleurs et chaussures.



1031, avenue Laurier O. / Outremont 277-3426

Un air d'été... L'AVENTURIER

Nanaïmo de L'Aventurier
Short unisex en ripstop de nylon à traitement déperlant. Taille élastique ajustable. Culotte en filet intégrée. Deux poches avant et une poche arrière à fermeture éclair.
Tailles : TP à TTG **39,95\$**

Montréal : 1647, St-Denis (métro Berri-UOAM) (514) 849-4100
Laval : Centre Décor 440, 3912, Aut. 440 O. (514) 681-8030
Brossard : 8025, boul. Taschereau (514) 462-3389
Catalogue complet disponible en magasin

De la musique à tout prix!

Mais ce n'est pas parce que nous vous offrons un grand choix que vous devez acheter n'importe quoi. Un lecteur de CD se choisit avec soin en fonction de la chaîne qu'on possède ou de celle que l'on veut éventuellement se bâtir. S'il est inutile de choisir un maillon trop fort pour sa chaîne, il est aussi dommage d'en choisir un trop faible.

ARCAM

Lecteur de CD simple. Convertisseur Multi-level - Delta sigma - Alpha 7

« 795\$ »

DENON

Carrusel à 5 CD. Convertisseur Alpha. DCM-360

« 499\$ »

NAD

Carrusel à 5 disques. Convertisseur BitStream. NAD-523

« 599\$ »

SONY

Lecteur de disque compact de type carrusel à 5 CD. CDPCE-305

« 249\$ »

YAMAHA

Carrusel à 5 CD. Système de chargement - Play X-change - CDC-565

« 299\$ »

(9 bonnes raisons d'acheter chez Fillion)

Service-conseil pour vous orienter vers le meilleur achat. Livraison, installation et explication à domicile gratuites. Réparation ou remplacement en cas de défaut de fabrication. Service d'aide et de dépannage par téléphone. Centre de réparation sur place avec techniciens qualifiés. Prêt d'appareil à nos clients en cas de panne. Garantie du meilleur prix. 5 salles de démonstration audio-video. Ouvert le dimanche

Fillion
Louis
électronique

5730, rue Sherbrooke Est - Pres du metro Cadillac - 254-6041 - www.fillion.qc.ca

« On connaît la musique. »

Défigurée par un coup de couteau

CHRISTIANE DESJARDINS

Le coup de couteau qu'un homme a asséné à une prostituée de 36 ans était si violent que le visage de la femme a été ouvert de la lèvre à l'oreille droite.

Soupçonné d'être l'auteur de cette agression barbare, survenue jeudi vers 20 h, à l'angle des rues Sainte-Catherine et Préfontaine, Léo Dubuc, 39 ans, a comparu hier au palais de justice de Montréal, sous des accusations de voies de fait graves, vol qualifié et possession d'arme. L'accusé a des antécédents en matière de violence.

La victime attendait un client quand un homme s'est approché d'elle et a saisi son sac à main. Comme elle lui demandait de lui rendre son sac, il a brandi un grand couteau de cuisine et est parti. En colère parce que la femme criait, il est revenu sur ses pas et lui a donné un violent coup de couteau au visage. La femme s'est effondrée, ensanglantée, sous les yeux de quelques témoins horrifiés.

Ceux-ci ont toutefois eu le temps de relever le numéro de plaque d'immatriculation du suspect qui s'enfuyait à bord d'une Honda rouge. C'est ainsi que Léo Dubuc a été repéré et arrêté une dizaine de minutes plus tard.

Selon le lieutenant-détective Normand Mastromattéo, de la police de la CUM, la blessure de la victime était très grave et la femme a été opérée d'urgence jeudi soir, à l'hôpital Notre-Dame.

L'enquêteur n'a pu encore la rencontrer, puisqu'elle est toujours sous l'effet de l'anesthésie, a précisé le lieutenant, hier.

Angoissante piqure accidentelle pour un Montréalais

MARC THIBODEAU

William Peeters (nom fictif) sera sans doute plus prudent la prochaine fois qu'il s'avisera de ramasser un sac de plastique dans la rue.

Il y a deux semaines, cet homme de 29 ans a eu la désagréable surprise de se piquer en recueillant un tel sac, dissimulé près de tuyaux de gaz naturel adjacents à sa demeure, afin de pouvoir débarrasser le pavé des excréments de son chien.

« J'ai paniqué lorsque je me suis rendu compte, en regardant à l'intérieur, que je venais de me piquer avec une seringue contenant du sang. J'ai tout de suite pensé au sida. Tout ce que j'ai trouvé à faire, sur le coup, c'est de me tenir le doigt et d'appeler un ami à la rescousse... »

Fort de son appui, M. Peeters a ensuite communiqué avec une infirmière travaillant en CLSC. « Elle m'a dit qu'elle avait été piquée à trois reprises avec des seringues contenant du sang prélevé chez des sidéens, sans rien contracter. Ça m'a calmé un peu », a-t-il relaté cette semaine à *La Presse*.

Un répit de courte durée puisqu'un médecin généraliste rencontré peu de temps après à l'urgence de l'hôpital Royal Victoria était beaucoup plus inquiet. « Il m'a dit que j'avais une chance sur vingt de devenir porteur du VIH, et une chance sur quatre de contracter l'hépatite B ou C. J'avais juste envie de pleurer », a déclaré M. Peeters.

Un hématologue rencontré le lendemain au même hôpital a corrigé les chiffres avancés par son collègue en indiquant que le risque de contamination par le VIH était, dans une telle situation, de 1 sur 2 500. Le risque est encore plus faible, a-t-il expliqué à M. Peeters, lorsque la personne piquée se soumet pour une durée de six semaines à une tri-thérapie, efficace pour stopper la progression du VIH.

« Selon le médecin, le risque de devenir porteur du VIH tombe ainsi à 1 sur 125 000 », a expliqué M. Peeters, qui doit

prendre chaque jour 17 pilules. Le coût total du traitement est de près de 2 000 \$.

« Heureusement qu'il y a l'assurance-médicaments », note le malchanceux, qui a également reçu des injections d'immunoglobulines pour se protéger contre l'hépatite B.

Rien à faire, sauf se croiser les doigts, pour l'hépatite C, ajoute M. Peeters, qui aurait préféré savoir, grâce à l'analyse du sang contenu dans la seringue, s'il est véritablement en danger plutôt que de se soumettre d'entrée de jeu à ces traitements.

« Le médecin m'a dit que ce n'était pas possible dans ce cas-ci parce qu'il ne disposait pas des appareils requis pour procéder à l'analyse », a précisé le jeune homme, qui ne s'étonne guère de trouver des seringues dans son quartier, situé non loin du carré Saint-Louis.

Le Dr Richard Massé, responsable du programme des maladies infectieuses à la Direction de la santé publique de Montréal-Centre, a expliqué hier que ces cas de piqures accidentelles étaient malgré tout « très rares. Le phénomène, dit-il, est plus fréquent en milieu hospitalier, mais je n'ai pas eu connaissance d'un cas au Québec où une personne a été contaminée de cette façon. »

Lorsque ces accidents surviennent, dit le Dr Massé, Santé Canada recommande depuis l'automne, si les risques le justifient, d'utiliser à titre préventif la tri-thérapie. « On ne dispose pas encore de beaucoup de données cliniques sur son effet préventif. Mais on sait déjà qu'avec un seul des trois médicaments utilisés dans la tri-thérapie, l'AZT, les risques de transmission diminuent de 80 %. Les résultats devraient donc être encore meilleurs », estime le spécialiste.

Un optimisme encourageant pour William Peeters qui devra patienter trois mois avant de subir un test de dépistage pour savoir s'il est finalement porteur du VIH.

« J'ai hâte et je n'ai pas hâte », dit-il.

La réouverture du canal de Lachine à la navigation pourrait entraîner la pollution du Saint-Laurent

SONIA SARFATI

La réouverture du canal de Lachine à la navigation de plaisance entraînera la pollution du fleuve Saint-Laurent, si une partie des 82 millions investis en ces lieux d'ici l'an 2002 ne va pas à la décontamination des sédiments qui jonchent le fond des eaux.

C'est la mise en garde qu'a lancée Daniel Green, coprésident de la Société pour vaincre la pollution (SVP), hier en conférence de presse. Selon lui, le passage des embarcations va remettre en suspension les sédiments contaminés, qui se retrouveraient ensuite dans le fleuve.

« Mais nous avons bel et bien l'intention de gérer les sédiments avant la réouverture ! » a affirmé à *La Presse* le directeur de Parcs Canada au Québec, Laurent Tremblay. « Les entrepreneurs qui seront choisis par appel d'offres devront non seulement se charger des travaux, mais aussi de la gestion des sédiments. »

Il a d'ailleurs souligné que tous les ministères fédéraux étaient soumis à la Loi sur l'environnement. Or, au cours des cinq prochaines années, le ministère du Patrimoine canadien investira 18,5 millions à la réouverture et à la mise en valeur du canal de Lachine et le Bureau fédéral de développement régional-Québec, 14,5 millions. La Ville de Montréal y ira quant à elle de 44 millions et d'autres partenaires, de 5 millions.

M. Green se dit toutefois étonné des affirmations de M. Tremblay, à cause des conclusions d'une étude réalisée en février par Tecslut Environnement pour le compte de Parcs Canada. Cette étude indique que « la remise en suspension de sédiments dans le canal de Lachine est peu probable dans des conditions normales de navigation ».

« Donc, pourquoi se préoccuperaient-ils de décontamination, s'ils ne croient pas au problème ? » demande M. Green.

En fait, ce sont ces « conditions normales de navigation » qui font sourcilier le coprésident de SVP. Le scénario présenté évoque en effet une navigation à une vitesse de 10 km/h, en vigueur dans d'autres canaux... mais rarement respectées par les principaux intéressés, affirme-t-il.

Il y est aussi question du type d'embarcations permises : voiliers dématés, bateaux à moteur de moins de 8 mètres, canots, pédalos et chaloupes. « Mais il n'y a qu'à jeter un coup d'oeil sur les embarcations que l'on peut voir dans la marina du Vieux-Port pour s'apercevoir que des bateaux beaucoup plus gros circuleront dans le canal », conclut-il.

DARPHIN

PARIS



Faites connaissance avec Christine Béné, vice-présidente de Darphin, Paris. Profitez de l'une des consultations personnalisées qu'elle offrira à titre gracieux et découvrez une gamme remarquable de produits pour le soin de la peau.

Le lundi 2 juin
et le mardi 3 juin,
entre midi et 17 h.

Voilà l'occasion d'apprécier les propriétés apaisantes de ces produits, issus d'un concept alliant les forces de la phytobiologie, de la phytothérapie et de l'aromathérapie.

Le nombre de places étant limité,
veuillez réserver la vôtre sans tarder.

HOLT RENFREW

Rue Sherbrooke, angle de la Montagne • (514) 842-5111
Vous trouverez un parc de stationnement intérieur, avec service voiturier, à l'arrière de notre magasin de la rue Sherbrooke.

Rénovez vos portes et fenêtres directement du manufacturier. Notre force: vous satisfaire.

Rien à payer avant le 1er juin 1998*

*Sur approbation de crédit. Achat minimum requis. Certaines conditions s'appliquent.

Nous vendons. • Nous fabriquons. Nous installons.

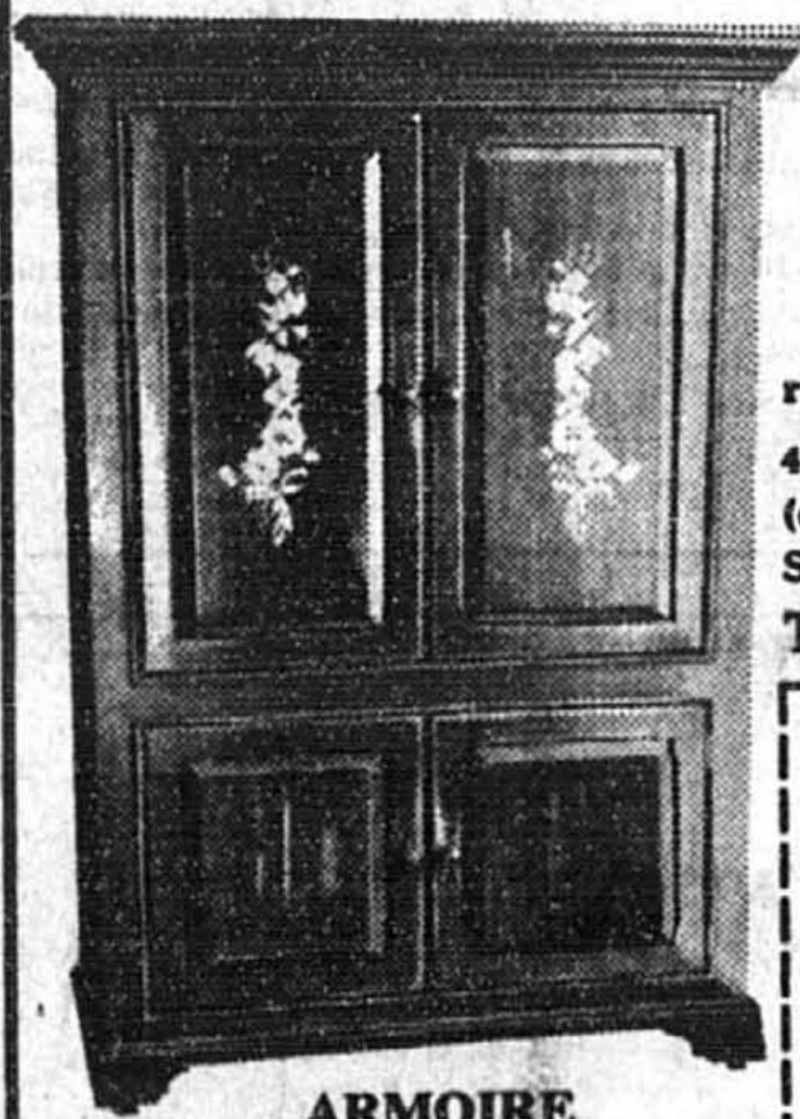
PVC/Aluminium

SOLARCAN ISOTHERMICS L.T.E.E.

Estimation gratuite

10834, rue Lajeunesse (coin boul. Gouin) Tél. : 858-1226
2513690-M 111, rue De Lauzon, Boucherville Tél. : 877-6000

Venez créer VOTRE MEUBLE en vous inspirant d'une photo ou des modèles en magasin.



ARMOIRE AUDIO-VIDÉO



Menuiserie St-Laurent

reproductions d'époque

4560, boul. Saint-Laurent (entre Mont-Royal et Saint-Joseph)

TÉL. : 842-7575

10% à 35% sur TOUS nos modèles et articles de décoration

Jusqu'au 30 JUIN

- ◆ Choisissez parmi plus de 50 couleurs;
- ◆ Profitez de notre financement sans intérêt;
- ◆ Découvrez notre collection inédite de coqs et de canards en bois.

LUCIE VOULAIT



CONTRÔLER son CRÉDIT.

Appelez-nous au 1 800 769-2599 ou visitez notre site web au www.royalbank.com

LA MARGE DE CRÉDIT ROYALE

Lucie est sa propre banquière. Avec l'aide de l'agent des Services bancaires personnels, elle a fixé elle-même la limite de sa Marge de Crédit Royale. Elle retire désormais des fonds quand et aussi souvent qu'elle le veut. Elle peut même y accéder par les guichets automatiques de la Banque Royale, sans avoir à consulter qui que ce soit. Le calendrier de versements: C'est aussi Lucie qui l'a établi. En fait, sa Marge de Crédit Royale facilite tellement le processus d'emprunt, qu'elle ne voit pas le jour où elle aura besoin d'un prêt. Si vous désirez, vous aussi, profiter d'une telle souplesse, passez nous voir ou appelez-nous.



BANQUE ROYALE

À qui appartiennent les jugements des tribunaux?

L'explosion de l'informatique juridique donne lieu à une lutte féroce sur le droit d'auteur de la Couronne



Yves Boisvert

Tandis qu'on discute au congrès du Barreau des nouvelles possibilités qu'offre l'informatique pour les avocats, plusieurs gros joueurs tentent de s'installer à demeure dans le nouveau et lucratif marché de l'information juridique, qui promet de croître vite et fort.

Au cœur du débat une question étonnante : à qui appartiennent les jugements des tribunaux du Québec? Plusieurs répondent que c'est un bien public dont il est loisible

de faire le commerce sans restriction. Québec répond que les jugements appartiennent à l'État, qui en détiendrait les droits d'auteur.

Les jugements des tribunaux sont un outil de travail essentiel des avocats. L'interprétation que font les juges fait loi et sur presque toutes les questions, il est nécessaire de savoir ce que les tribunaux ont décidé.

Le droit étant de plus en plus mouvant, entre autres à cause des chartes, l'accès aux décisions récentes est de plus en plus important pour les avocats.

Depuis plus de 20 ans, la Société québécoise d'information juridique (Soquij), un organisme parapublic, « gère » les décisions des tribunaux. Elle reçoit en principe toutes les décisions écrites des tribunaux judiciaires et quasi judiciaires (entre 15 000 et 20 000 au bas mot).

Comme il serait fastidieux et souvent inutile de tout publier, la Soquij a pris l'habitude de sélectionner les décisions les plus importantes. Celles qui modifient le droit, celles dont les faits sont inusités ou qui traitent de problèmes sociaux importants. En 1994, elle en a publié environ 4 000.

Depuis toujours, les juristes contestent le choix de la Soquij. Plusieurs décisions importantes ne sont pas retenues et les critères, discutables, de la Soquij ne sont pas toujours

bien appliqués, dit-on. Maintenant que l'informatique permet de diffuser et stocker tous les jugements à peu de frais et de retracer, avec des outils de recherche simples, les décisions dont on a besoin, la critique a pris de l'ampleur. Pourquoi l'État sélectionnerait-il les jugements à la place des praticiens? Les spécialistes, chacun dans leur domaine, ne sont-ils pas mieux placés pour décider ce qu'il est bon qu'ils sachent?

Des éditeurs ont donc commencé à se battre pour publier les jugements, tous les jugements. Le seul problème est qu'il faut avoir accès à ces jugements... Or, c'est la Soquij qui a la main haute sur tous les jugements, dont ils reçoivent un exemplaire sans faute, de par les directives gouvernementales.

Certains éditeurs ont contourné le problème en développant leur propres réseaux d'approvisionnement (entre autres avec la collaboration des juges), et sont en train de couper l'herbe sous le pied de la Soquij. A des coûts bien moindres, et avec des outils de recherche plus efficaces, au moins deux éditeurs électroniques (Yvon Blais et Quicklaw) proposent ou proposeront bientôt un accès très vaste aux jugements québécois récents. Le Barreau, d'ailleurs, a confié à l'éditeur Yvon Blais (sur le point d'être acheté par la multinationale canadienne Thomp-

son) le mandat de mettre à la disposition des avocats les jugements rendus annuellement au Québec. Le produit est lancé au congrès ce week-end et sera offert sous peu sur cédérom, puis sur Internet.

Mais on s'attend à ce que Québec crée une sorte d'entrepôt électronique des jugements, maintenant que les juges sont tous équipés d'un micro-ordinateur. Qui y aura accès? Combien cela coûtera-t-il? Impossible d'avoir une réponse au ministère de la Justice en ce moment.

Entre-temps, Wilson & Lafleur, la plus vieille maison d'édition juridique québécoise, maintenant propriété de Quebecor, manifeste son ras-le-bol. Elle attaque en Cour supérieure la Soquij, qui refuse de lui donner accès à tous les jugements, même au prix fort de 0,34 \$ la page. Wilson & Lafleur, qui caresse des projets informatiques d'envergure elle aussi, estime que le contrôle de l'information juridique par la Soquij est inconstitutionnel et inacceptable dans une société libre. Le procès n'aura pas lieu avant l'automne. Difficile de dire qui gagnera au palais de justice. Mais apparemment, sur le terrain, ou plutôt dans l'espace informatique, les luttes pour contrôler ou restreindre la diffusion de l'information ne sont plus souvent gagnées...

Currieux?

Le seul réseau de SCP numériques d'un océan à l'autre

courrier électronique

identification d'appel

messagerie alphabétique

téléavertisseur numérique

durée prolongée de la pile

tarification à la seconde

Alors rangez ce journal et venez vite nous voir! Jusqu'à dimanche, nous vous faisons découvrir cette technologie révolutionnaire!

Ce qui se fait de mieux en Services de communications personnelles numériques (SCP), nous l'avons! Et jusqu'à dimanche, cette technologie révolutionnaire qui vous permet de faire mille et une affaires vous sera expliquée dans les moindres détails. Vous verrez qu'il s'agit du téléphone que vous recherchez depuis des mois! Et seule Cantel^{MD} AT&T^{MC} vous fait profiter de la plus récente percée en télécommunication sans fil grâce à cette offre unique :

Jusqu'à dimanche, tous ces services sont

GRATUITS!

- Identification d'appel
- Boîte vocale
- Affichage de l'appel en attente
- Tarification à la seconde
- Durée prolongée de la pile

En vous abonnant à l'un des forfaits admissibles Cantel AT&T. Téléphone non compris.



La nouvelle façon de parler affaires

Procurez-vous les SCP numériques à ces adresses



MONTREAL
2360, rue Notre-Dame O.
(514) 983-1666
Place Ville-Marie
Bur. 11330
(514) 394-0000
8984, boul. l'Acadie
(514) 387-9999
1201, av. Greene
(514) 933-8000
5150, boul. Jean-Talon O.
(514) 341-2221

5954, boul. Métropolitain E.
(514) 257-8826
6224 A, rue St-Jacques O.
(514) 369-4000
MONTREAL-EST
5496, rue Notre-Dame E.
(514) 254-5454
7070, rue Sherbrooke E.
(514) 255-7070
MONTREAL-NORD
10198, boul. Pie IX
(514) 329-0000
BOUCHERVILLE
1001, boul. Montarville
(Promenade Montarville)
(514) 449-4998
BROSSARD
7005, boul. Taschereau, bur. 150
(514) 926-3111

7250, boul. Taschereau
(Place Parébell)
(514) 671-4744
CARTERVILLE
12366, boul. Lachapelle
(514) 856-1884
DOLLARD-DES-ORMEAUX
33391, boul. des Sources
(514) 683-3333
DRUMMONDVILLE
1565, boul. Lemire
(819) 478-0851
Promenades Drummondville
(819) 474-8868
GATINEAU
360, boul. Moloney O., bur. 1
(819) 663-8580
GRANBY
99, rue Bouchard
(514) 777-6612

JOLIETTE
517, rue St-Charles-Borromée N.
(514) 755-5000
KIRKLAND
2758, boul. St-Charles
(514) 428-9000
LAVAL
379, boul. Curé-Labelle
(514) 622-0303
1696, boul. des Laurentides
(514) 629-6050
3364, boul. St-Martin O.
(514) 682-2640
Carrefour Laval
(514) 687-5386
LASALLE
Carrefour Angrignon
(514) 368-4230

POINTE-CLAIRE
Fermière Pointe-Clair
(514) 695-1554
REPENTIGNY
110, boul. Industriel
(514) 581-4666
SAINTE-BRUNO
Promenades St-Bruno
(514) 653-7472
SAINTE-EUSTACHE
360E, rue Arthur-Sauvé
(514) 974-9299
SAINTE-HUBERT
3399, boul. Taschereau
(514) 676-3963
SAINTE-JEAN
Carrefour Richelieu
(514) 359-4941

SAINTE-JEROME
116, boul. du Carrefour
(514) 431-2355
SAINT-LAURENT
Carrefour Du Nord
(514) 565-3717
SHERBROOKE
3131, boul. Côte-Vertu
(La Place Vertu)
(514) 745-0745
SHERBROOKE
2980, rue King O.
(819) 566-5555
TERREBONNE
1257, boul. des Seigneurs
(514) 964-1964
Les Galeries de Terrebonne
(514) 964-8403
TROIS-RIVIERES
5335, boul. des Forges
(819) 372-5000

Dans les magasins participants :



Appels interurbains, service de déplacement et taxes applicables en sus. Entente à période fixe et frais de résiliation anticipée, de mise en service et d'accès au système exigibles. Cette offre spéciale s'applique aux forfaits Cantel AT&T d'une période de trois ans seulement et prend fin le 30 juin 1997. ©Rogers Cantel Inc. AT&T Corp. Utilisé sous licence.

Québec surseoit aux compressions touchant les mères en difficulté

PIERRE APRIL
de la Presse Canadienne, QUÉBEC

Les questions touchant le projet du ministère de la Santé et des Services sociaux d'éliminer des places dans les foyers d'hébergement pour adolescentes enceintes et en difficulté a placé le gouvernement dans l'embarras, jusqu'à ce que la ministre responsable de la Condition féminine intervienne.

Hier, en fin d'après-midi, Pierre Baraby, porte-parole de la ministre Louise Harel, a tenu à apporter des précisions rassurantes pour les bénéficiaires de ces centres d'hébergement.

« La ministre tient à préciser qu'elle surseoit à l'application du virage vers la communauté dans le cas des mères en difficulté ou des adolescentes enceintes, tant que le plan d'action qui concerne l'ensemble de ce projet ne sera pas finalisé », a-t-il dit.

M. Baraby a expliqué que le plan d'action endossé par le gouvernement devra d'abord être mis en place avant que l'on touche aux places disponibles dans ces centres pour jeunes femmes.

Questionné en Chambre par la députée libérale Nicole Loiselle, le premier ministre, autant que Mme Harel, ont semblé surpris. « Le ministre (de la Santé) est absent, et sachant que l'opposi-

tion a souvent l'habitude de dire n'importe quoi, on va vérifier ce qu'il y a dans cette affirmation-là », a déclaré M. Bouchard.

« Je vais m'informer, a pour sa part répliqué Mme Harel, mais je douterais que ce que Mme la députée de Saint-Henri-Sainte-Anne vient d'apporter se révèle fondé. »

Quelques heures plus tard, les chiffres cités en Chambre par la députée libérale précisant que le Centre jeunesse de Montréal s'apprêterait à éliminer 29 de ses 63 places pour les adolescentes en difficulté étaient confirmés.

Le porte-parole de M. Rochon a par ailleurs précisé que des ressources nouvelles et plus appropriées seront effectivement offertes aux jeunes dans chacune des régions pour compenser la réduction prévue des places permanentes, une fois que la politique en matière de condition féminine sera mise en place.

Devant l'insistance de Mme Loiselle qui tentait de vérifier l'ampleur des fermetures dans les foyers de groupes de Montréal, M. Bouchard et Mme Harel, qui ont coprésidé la semaine dernière au lancement de la politique gouvernementale en matière de condition féminine traitant, entre autres, des adolescentes en difficulté, ont pris avis de la ques-

Les anciens d'Youville s'opposent à la vente de la maison Bellevois

LILIANNE LACROIX

Déjà ébranlés par la fermeture des maisons familiales Youville qu'ils perçoivent comme la fin d'une époque, les anciens pensionnaires regroupés dans le mouvement Jamfy (Jeunes anciens des maisons familiales Youville) sont outrés par la dissolution de leur association et la mise en vente de la maison Bellevois, à Montréal-Nord, qui leur avait toujours servi de havre.

« Sans Jamfy et sans la maison Bellevois, je me serais sans doute retrouvée dans la rue. Maintenant, des gens qui n'ont jamais passé par là veulent fermer NOTRE maison, dissoudre NOTRE organisme et tout décider à notre place », déclare Lyne Lauzier.

Tout ce petit monde tourne autour d'une figure-phare, soeur Thérèse Paradis, que les jeunes appellent affectueusement « ma tante ». Depuis des années, elle est l'âme de trois organismes parents : les maisons Youville, Jamfy et « Ami pour toi »...

Jusqu'à tout récemment, les maisons Youville accueillait des enfants et adolescents en difficulté. Dirigées par des couples, des femmes seules ou des religieuses, les cinq maisons de Montréal-Nord et celle des Laurentides étaient coordonnées par soeur Paradis. Répartis dans d'autres ressources par les Centres jeunesse, les derniers jeunes ont quitté les maisons Youville, ce qui a forcé leur fermeture et provoqué leur mise en vente. Relevant

des Maisons familiales, la maison Bellevois avait toujours été consacrée à réunir, recevoir et même héberger des anciens qui, devenus adultes, demeuraient fragiles et pouvaient se retrouver en détresse. Ils accouraient alors rue Bellevois comme l'a fait Lyne il y a quelques années. « Cela m'a donné le temps de me remonter », explique-t-elle.

Danielle Plante, une ancienne qui demeure très attachée à Jamfy, à la maison et à soeur Thérèse, se révolte elle aussi : « On ne sait jamais lequel d'entre nous aura besoin d'aide. Soeur Paradis a besoin de cette maison pour poursuivre son oeuvre. »

Présidente du conseil d'administration des Maisons familiales et de Jamfy, Mme Jacqueline Bastien se défend d'avoir pris une décision inhumaine et purement mercantile : « L'entretien des maisons est, il est vrai, très lourd à assumer. Mais nous ne laissons pas soeur Thérèse et ses anciens complètement démunis. Nous sommes prêts à louer pour eux le haut du triplex ou à trouver un autre emplacement. » Le conseil, dit-elle, s'inquiète toutefois que soeur Thérèse, qui approche de ses 70 ans, n'ait pas formé une relève qui pourrait poursuivre son oeuvre.

Quant à la dissolution de Jamfy, qui sera effective demain, elle la trouve logique. « Pour répondre aux besoins de jeunes adultes qui avaient besoin de soutien sans être des anciens, soeur Thérèse a fondé l'organisme « Ami pour toi », qui

offre notamment des appartements supervisés aux plus vulnérables. Avec le temps, nous avons réalisé que le travail des deux organismes se recoupait. Même sans Jamfy, les anciens conservent Ami pour toi, et, surtout, ils pourront toujours se tourner vers soeur Thérèse, que nous ne laisserons jamais sans moyens. »

Membre du conseil d'administration des Maisons, Mme Nicole Picard était plutôt tiède face à la vente de la maison Bellevois : « Soeur Thérèse n'en a peut-être pas absolument besoin pour aider ses jeunes, mais ils trouvent là une appartenance. Jamfy et soeur Thérèse représentent souvent leur seule famille. D'ailleurs, les documents sont clairs : Jamfy et la maison ont été créés pour les anciens... »

La Société d'adoption et de protection de l'enfance, fondation qui servait de bailleur de fonds aux maisons d'Youville, gérera les fruits de leur vente. Elle subventionnera aussi largement les oeuvres de soeur Thérèse, dit Mme Bastien. Mais ses opposants sont sceptiques : « Rien n'est garanti ! »

Espérant toujours stopper la fermeture et la vente de la maison Bellevois ainsi que la dissolution de Jamfy, Mme Lauzier songe à réclamer une injonction et à rassembler les anciens dans un comité de défense : « Ma tante » est allée au front assez souvent pour nous autres quand on était jeunes. Maintenant qu'on peut se défendre, c'est à notre tour de l'aider. »

Très culotté.

Jusqu'au 15 juin

JOCKEY®

25%

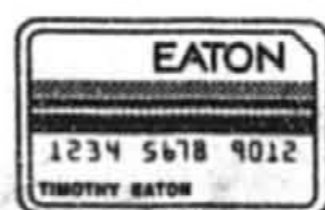
de rabais

sur toutes les chaussettes et les sous-vêtements pour hommes

Garantie Eaton

Si, pour quelque raison que ce soit, nous n'avons pas en stock l'un de ces caleçons ou de ces T-shirts en taille courante, vous l'obtiendrez gratuitement !

Un caleçon ou T-shirt par personne. Détails en magasin. Soldes des manufacturiers et magasins-entrepôts non compris.



EATON

Ces offres ne sont pas en vigueur dans nos magasins de Belœil et Cavendish.



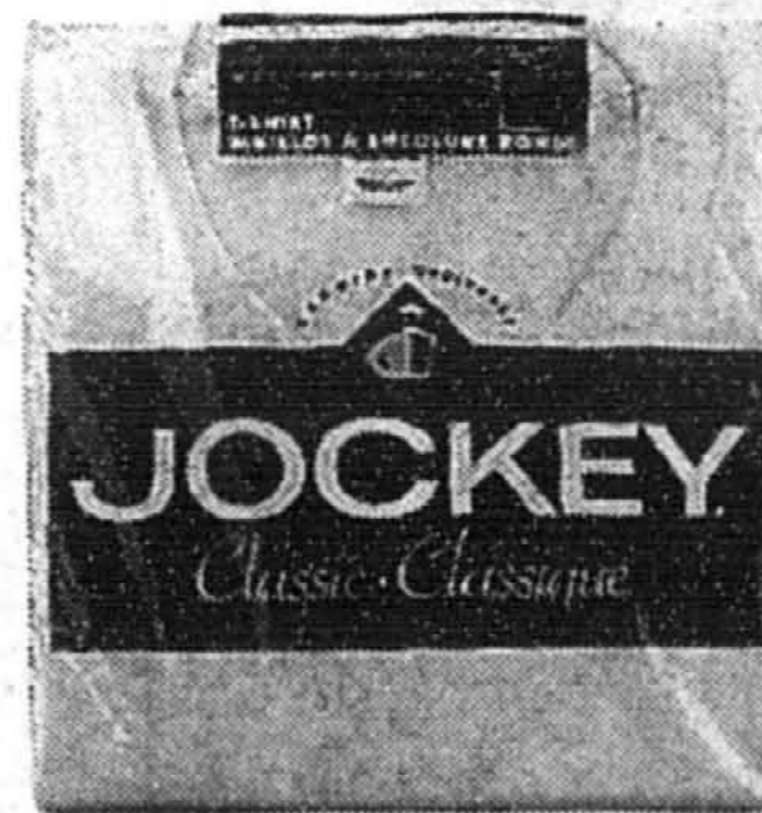
Caleçon classique en paquet de 3 Modèle 7907



Caleçon classique mi-cuissés Modèle 7101



Caleçon classique Modèle 7017



T-shirt classique Modèle 7711

Un original conduit la police à une plantation de pot

CHRISTIANE DESJARDINS

L'original qui a été aperçu à plusieurs reprises hier matin près de l'autoroute 15, à Laval, n'avait toujours pas été capturé en fin d'après-midi. Mais dans sa fuite, l'animal, un sujet d'un an, a conduit les employés de la Faune et la police à une plantation de pot...

Les plants, au nombre de 154, étaient sur une terre dans le parc industriel Chomedey-centre, au nord des lignes d'Hydro-Québec. Selon le sergent Denis Thibodeau, de la police de Laval, la mari avaient été fraîchement plantée. « Ça ne remontait pas à plus de trois ou quatre jours. On voyait encore la trace des labours », a-t-il précisé.

Les plants, dont les plus petits mesuraient 15 cm et les plus gros, plus de 30 cm, ont été arrachés et seront détruits. Aucune accusation ne sera portée, puisqu'on ignore qui est le planteur, dont on ne saurait dire s'il est chanceux ou malchanceux...

L'original, quant à lui, a fait courir bien du monde hier. Vers 5 h, il a été vu à l'ouest de l'autoroute, près des rues Gilles et Guillemette, à Fabreville. Vers 7 h 20, il est réapparu, cette fois à l'est de l'autoroute. Il s'est alors dirigé vers des zones plus boisées, au nord-ouest du parc industriel. Il a encore été aperçu vers 9 h 30, par des hélicoptères de CJAD et CGFM, puis, il est disparu.

« Nous avons été sur ses traces tout l'avant-midi et nous n'avons jamais réussi à l'attraper. En fait, nous ne l'avons même pas vu », a indiqué Alain Rioux, responsable du bureau de la Conservation de la faune de Saint-Eustache.

M. Rioux, accompagné d'un collègue, étaient sur place avec tout l'attirail pour maîtriser l'animal. Des policiers de Laval, des maîtres-chiens notamment, ont aussi apporté leur concours.

Selon M. Rioux, ce phénomène est courant au printemps. « C'est le moment où l'on observe un surplus de mouches dans la forêt qui peut agacer la bête, et c'est aussi le temps de la mise bas des femelles. Notre rejeton d'un an a peut-être été éloigné par sa mère. »

« Les gens ont souvent peur en face d'un original, admet M. Rioux. « Ils sont un peu ballots, mais inoffensifs. Il faut cependant se montrer prudents en voiture, car ils sont imprévisibles sur le bord des routes. »

Reste à savoir si l'impétueux rejeton a brouté quelques feuilles de mari en passant... Sur ce point, Alain Rioux est catégorique. « Ils n'y touchent pas, ça sent trop mauvais. Ils préfèrent de beaucoup les bourgeons », conclut-il.

L'été culturel 97

au Québec

Ne manquez pas ce cahier spécial aujourd'hui dans

La Presse

Labonté écope cinq ans pour avoir séquestré Isabelle Bolduc

CHRISTIANE DESJARDINS

Troisième accusé dans l'affaire du meurtre d'Isabelle Bolduc, Guy Labonté a plaidé coupable à une accusation réduite de séquestration et s'est vu imposer cinq ans de pénitencier, hier, au palais de justice de Sherbrooke.

La séquestration est la seule accusation retenue contre Labonté, au terme de son enquête préliminaire. Celles de meurtre prémédité, d'agression sexuelle et de complicité après le fait sont tombées, compte tenu de l'implication moindre de Labonté dans cette sordide affaire.

Selon Me Charles Crépeault, procureur de la Couronne, il a été clairement démontré que Labonté ignorait tout des intentions de Marcel Blanchette et Jean-Paul Bainbridge, véritables auteurs du crime. Tous deux ont été condamnés à perpétuité pour meurtre prémédité.

Selon la preuve, Labonté dormait depuis la veille chez Blanchette quand il a entendu des bruits dans une chambre, le matin du 30 juin 1996. Blanchette et Bainbridge, alors en compagnie d'Isabelle Bolduc, 22 ans, lui ont fait croire que celle-ci était une « escorte ».

Labonté a fait des attouchements à Isabelle Bolduc, qui ne réagissait pas. La jeune fem-

me était aux mains de ses ravisseurs et molestée depuis déjà trois heures.

Dans la journée, Labonté s'est retrouvé seul avec Isabelle à quelques reprises. Il rassurait la jeune femme en lui disant que les deux autres la laisseraient bientôt repartir. Il en était convaincu, a-t-il dit en Cour.

Le soir venu, les trois hommes et la jeune femme sont tous montés dans une voiture, apparemment pour aller reconduire Isabelle. Mais la voiture s'est plutôt dirigée dans une autre direction. À un certain moment, Blanchette a tenté d'étrangler Isabelle Bolduc sur le siège arrière. C'est à ce moment, a dit Labonté, qu'il a réalisé ce qui se passait.

Arrivés à destination, près d'un bois, Labonté est descendu en pleurs de la voiture et est allé marcher pendant que les deux autres assassinaient sauvagement la jeune femme à coups de barre de fer et abandonnaient son corps sur place. Puis les trois hommes sont revenus en ville.

Le dernier chapitre de cette horrible tragédie aura lieu le 18 juillet lorsque Bainbridge reviendra en Cour pour savoir dans combien de temps il sera admissible à la liberté conditionnelle. Blanchette, pour sa part, n'y est pas admissible avant 25 ans.

L'ex-brancardier faisait subir de bien curieux examens

MARCEL LAROCHE

Quelques semaines avant son arrestation pour une affaire d'agressions et d'attouchements sexuels sur de jeunes garçons, Alain Dussault a fait subir une évaluation physique à un adolescent de 16 ans.

Cette affirmation a été faite par une élève de 15 ans qui a témoigné, hier, au procès que subit Dussault, au palais de justice de Valleyfield.

L'ex-brancardier de 44 ans, appréhendé en mars 1996 par la police de Vaudreuil-Dorion, fait face à 10 chefs d'accusation d'agressions sexuelles contre cinq garçons âgés de sept à 16 ans.

Appelée comme premier témoin de la défense, la jeune fille dont l'identité est protégée en vertu d'une ordonnance du juge Michel Mercier, de la Cour du Québec, a raconté que l'adolescent était un copain.

Questionnée par l'avocat de l'accusé, Me Michel Beauvais, la jeune fille a dû utiliser un aide-mémoire pour dire que cette évaluation physique s'est déroulée en deux volets, entre les 16 et 22 décembre 1995, au sous-sol de la résidence privée de Dussault, sur le boulevard Sherwood, à Vaudreuil-Dorion. L'adolescente a cependant précisé ne pas avoir assisté à ce test médical.

Selon la preuve exposée devant le tribunal, c'est dans ce local transformé en « clinique médicale » que le prétendu « conseiller en santé corporelle » est accusé d'avoir « joué au docteur » en faisant subir à ses jeunes victimes des examens bien particuliers.

Après avoir fait entendre à huis-clos le témoignage d'un garçon de neuf ans, l'une des victimes alléguées de Dussault, l'avocat de la défense a exprimé son intention d'appeler à la barre le faux infirmier.



V2-V3 de **KELTY**

- Mâts d'aluminium
- 2 portes - 2 vestibules
- Excellente ventilation
- Légères et facile à monter

2 PERS.: 22499 \$
3 PERS.: 26999 \$

KAKI PLEIN-AIR

67, place Bourget Nord JOLIETTE (centre ville) 753-5332 / 1 800 268-7332

1820, boul. des Laurentides LAVAL (au nord de la 440) 662-0001 / 1 800 363-1101

30 MODELES DE TENTES DE 2 A 8 PERSONNES

EATON

VENTE DE FERMETURE DES MAGASINS

de **BELOEIL** et **CAVENDISH**

RABAIS ENCORE PLUS GRANDS DANS TOUS LES RAYONS!

20% à 50%

DE RABAIS SUR LE PLUS BAS PRIX ÉTIQUETÉ

EATON

BELOEIL LUNDI-MERCREDI 10h-18h, JEUDI-VENDREDI 10h-21h, SAMEDI 9h-17h, DIMANCHE 10h-17h

CAVENDISH LUNDI-MARDI 10h-18h, MERCREDI À VENDREDI 10h-21h, SAMEDI 9h-17h, DIMANCHE 10h-17h

Nous acceptons les cartes Eaton, Visa, MasterCard et American Express. Désolés, aucun chèque.

Nous acceptons les chèques-cadeaux et les dollars-remise Eaton, mais toute autre offre Eaton ne s'applique pas. Détails en magasin.

Y'A PAS DE CHANCE À PRENDRE...



CHEZ NOUS, LES VACANCES SONT SÉRIEUX!

Pris d'excellence

1996-1997 ASSOCIATION DES CAMPS DU QUÉBEC

À CHAQUE JOUR LES ENFANTS CHOISSENT :

- canot - jeux de soirée - photo - bal costumé - radio
- réalisation de vidéo - voilier - légendes - rabaska - tir à l'arc
- hébertisme - apnée - écologie - expéditions - pêche
- kayak et même un petit déjeuner au lit!

Camp de vacances

Club des Grandes Baies (Laurentides) 5 à 16 ans

LES CLUBS VACANCES 100 WATTS

(514) 878-1009 • 1 800 461-1009

Aussi un camp de séjours unique à Montréal à l'île Saint-Hélène

DIRECTEMENT DU MANUFACTURIER • UNE ENTREPRISE FAMILIALE DEPUIS PLUS DE 30 ANS

VENEZ RENCONTRER NOS CONSEILLERS DANS L'UNE DES PLUS BELLES SALLES DE MONTRE AYANT 3 PISCINES À L'INTÉRIEUR. OUVERT LUNDI DE PÂQUES.

Piscines monocoques en fibre de verre

Fibros 25 ANS DE GARANTIE



Venez rencontrer nos conseillers dans l'une des plus belles salles de montre en Amérique du Nord dans une ambiance de détente.

NOUVEAU Lumière fibre optique 4 couleurs à l'achat d'une piscine. Cette offre est valide jusqu'au 6 juin 1997.

PISCINE À PARTIR DE 7 500\$ OU 91\$ PAR MOIS



SPA 8 PLACES 10' X 6'6" 2 999\$ ou 61\$ par mois

SPÉCIAL SPA 5 PLACES 12 JETS, LUMIÈRE, SPA PAK 2 999\$ ou 61\$ par mois

Nous avons aussi un grand choix de piscines de petites dimensions pour les espaces restreints.

Caractéristiques:

- Bancs moulés à l'intérieur.
- Tourbillon inclus.
- Isolation avec mousse polyuréthane.
- Eau plus chaude de 5 à 10 degrés.
- Marché de sécurité tout le tour de la piscine.
- Économie de produits chimiques en une journée.
- Aucun sous-traitant.
- Plan d'aménagement personnalisé gratuit.
- Ouvert 7 jours.

Fibros 622-2664 628-0088

1456, rue de Jaffa, Fabreville, Laval (sortie 16, Autoroute des Laurentides)

Baie James 25 ans

Le plus grand aménagement hydroélectrique du monde fait une pause avec les 25 ans de son maître d'oeuvre, la Société d'énergie de la Baie James (SEB). À cette occasion, voici un cahier spécial qui retrace les grandes étapes de ce monument du savoir-faire québécois et rend hommage à ses artisans. Des entrevues avec les présidents d'Hydro-Québec et de la SEB, rappel des grands dossiers écologiques et de l'entente historique avec les autochtones. Et un hommage spécial au « père de la Baie James », le regretté Robert Bourassa, dont le complexe La Grande-2 porte désormais le nom.

Ne manquez pas ce cahier spécial aujourd'hui dans La Presse

À McGill, fin du tarif réduit aux deuxième et troisième cycles

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

Les étudiants de deuxième et troisième cycles de McGill devront bientôt payer quatre fois plus cher pour rédiger leur mémoire ou leur thèse. Adieu le « tarif réduit » de 416 \$ après trois ou six sessions passées à suivre des cours. D'ici trois ans, qu'ils aient terminé leurs séminaires ou non, les candidats à la maîtrise et au doctorat devront continuer de déboursier 1 668 \$ annuellement. Toutes les autres universités québécoises accordent pourtant des « rabais » à leurs étudiants en fin de parcours.

En février, l'Association des étudiants des 2e et 3e cycles a protesté devant le sénat de l'université, mais rien n'y fit. Dans son budget 1997-98, McGill va de l'avant et

entérine une hausse de 1 200 \$, étalée sur trois ans. Cette hausse devrait lui rapporter 2,7 millions par année dès 1999.

« Québec cesse de subventionner nos étudiants après leur période de résidence », justifie Anne-Marie Bourdouxhe, porte-parole de l'institution. Avec les compressions et son déficit de 63 millions, McGill n'a tout simplement pas le choix d'augmenter les frais. Nous espérons que cela incitera les étudiants à terminer leur diplôme plus vite.

Il faut dire que McGill s'est toujours montrée très flexible envers ses étudiants, qui tendent à traîner davantage que leurs collègues de l'Université de Montréal. Une attitude qui lui coûte cher en matière d'encadrement.

Mais si l'université qualifie toutes les sessions en cause de « sessions additionnelles », Anna Kruzynski s'indigne qu'on abolisse de façon pure et simple la notion de période de rédaction.

« Il est pratiquement impossible de finir son doctorat en trois ans et sa maîtrise en un an et demi, lance la vice-présidente aux affaires universitaires de l'association étudiante. Nos programmes eux-mêmes prévoient plus de temps que cela. Et ce n'est pas un bon argument de dire que si les étudiants payent plus cher, ils termineront plus vite. Au contraire, ils devront travailler davantage au lieu de se consacrer à leurs études. C'est un cercle vicieux. »

Confrontées au même problème, les autres universités de la province

continuent d'ailleurs d'épargner leurs étudiants. Ainsi, à titre d'exemple, l'Université de Montréal leur demande 203 \$ lorsqu'ils ont terminé leurs cours (plutôt que 2 498 \$) et l'Université du Québec, 210 \$ (contre 1 665 \$). Et même si des institutions ontariennes (dont York et Queens) ont inspiré McGill, il semble que ses voisines immédiates n'entendent pas lui emboîter le pas. C'est du moins ce qu'elles affirmaient à *La Presse* il y a deux mois. Et ce qu'a confirmé hier Laurie Zack, en ce qui concerne l'Université Concordia.

Un budget alternatif

Dans l'espoir de renverser la vapeur, une dizaine d'étudiants, d'employés et de professeurs ont tout de même créé le *McGill Alterna-*

tive Budget Group, qui se réunira pour la première fois le 5 juin. « Il sera plus facile de mobiliser les gens en leur montrant qu'il existe d'autres solutions, affirme Mme Kruzynski. Le recteur réussit toujours à mettre fin aux discussions en demandant ce qu'on pourrait faire d'autre. Bien sûr, les étudiants ne le savent pas, c'est pourquoi nous voulons avoir accès à toutes les données pour nous faire une idée. »

Notons que McGill a finalement renoncé à « privatiser » les droits de scolarité des étudiants étrangers. L'université n'imposera pas non plus les « frais administratifs » prévus à sa proposition de budget initiale. Elle compte néanmoins imposer des « frais de technologie » de 60 \$ par année.

L'Université de Sherbrooke doit trouver 16 millions

Presse Canadienne
SHERBROOKE

L'Université de Sherbrooke demande 16 millions à son personnel et si celui-ci ne propose pas des pistes de solution d'ici le 1er juillet, l'université pigera la somme directement dans les salaires.

C'est ce qu'a annoncé le recteur de l'université, M. Pierre Reid, à qui le conseil d'administration impose une obligation de résultat. « Je dois trouver 16 millions et je le ferai. J'en prends l'engagement devant vous aujourd'hui », a-t-il déclaré devant les doyens, directeurs de services, représentants d'associations et de syndicats et quelques employés réunis au pavillon central.

Pis encore, prévient M. Reid en s'adressant aux neuf associations et syndicats de l'établissement, s'il n'est pas possible de signer une entente avec chacun de ces groupes, aucune entente ne sera signée et l'Université agira unilatéralement.

De 1997 à l'an 2000, l'Université de Sherbrooke devra faire face à une réduction globale de subventions pouvant varier entre 13 et 15 millions, somme à laquelle s'ajoutera un manque à gagner de 3 millions pour les coûts de vieillissement. Il faudra aussi prévoir une provision budgétaire de 2 millions pour rembourser, à compter de 2000-2001, le déficit accumulé, qui s'élèvera autour de 11 millions en juin 1998.

MEDJUGORJE

Message de la Vierge Marie
du 25 mai 1997

Chers enfants,
Aujourd'hui je vous appelle à glorifier Dieu; que le Nom de Dieu soit saint dans vos coeurs et dans votre vie. Petits enfants, quand vous êtes dans la sainteté de Dieu, il est avec vous et vous donne la paix et la joie qui viennent seulement de Dieu à travers la prière. C'est pourquoi, petits enfants, renouvelez la prière dans vos familles et votre coeur glorifiera le saint Nom de Dieu et le paradis régnera dans votre coeur. Je suis proche de vous et j'intercède pour vous devant Dieu.
Merci d'avoir répondu à mon appel.

Écho de Marie Reine de la Paix: (514) 593-1775
<http://www.medjugorje.org>

Le «MUST» pour investir dans sa santé en découvrant le vrai sens du mot «VACANCES»...

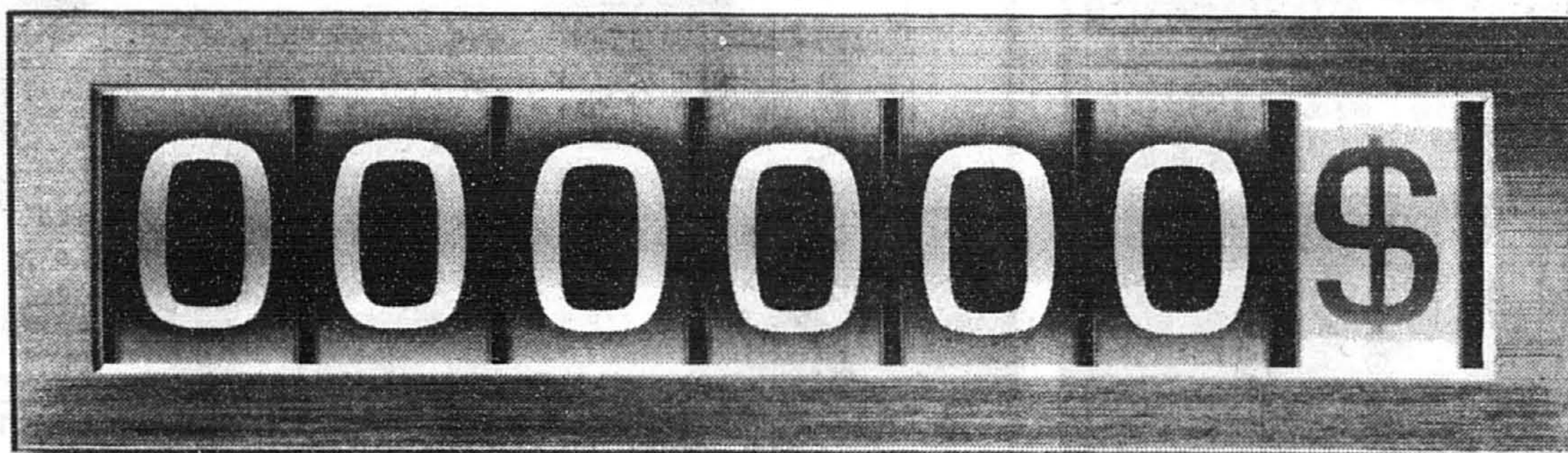
La THALASSOTHÉRAPIE

à PASPÉBIAC, c'est profiter d'un climat marin régénérateur, de bains (chauds) d'eau de mer, d'une heure de massages thérapeutiques quotidiens, d'une compétence et d'un professionnalisme notoire.

C'est aussi profiter de liberté, de temps... d'une table raffinée, d'une douce farniente dans un somptueux manoir victorien en bordure de la mer...

«là où tout dépasse l'ordinaire»
AUBERGE DU PARC
Renseignements et brochures:
1 800 463-0890

VOICI CE QUE LES PROPRIÉTAIRES DE DEVILLE PAYENT POUR AVOIR LA SAINTE PAIX.



Le seul programme d'entretien de 4 ans ou 80 000 km sans frais.
Un autre privilège Cadillac.

499 \$ En plus des sacs gonflables latéraux, des freins ABS et des poutrelles de sécurité dans les portières,

la Cadillac DeVille 1997 offre un privilège unique

à son propriétaire: l'entretien régulier de 4 ans ou 80 000 km sans aucuns frais*. À 499 \$ par mois, vous pouvez donc vous payer le luxe d'une Cadillac sans vous préoccuper du reste.

3,9%
TAUX DE LOCATION
POUR 36 MOIS



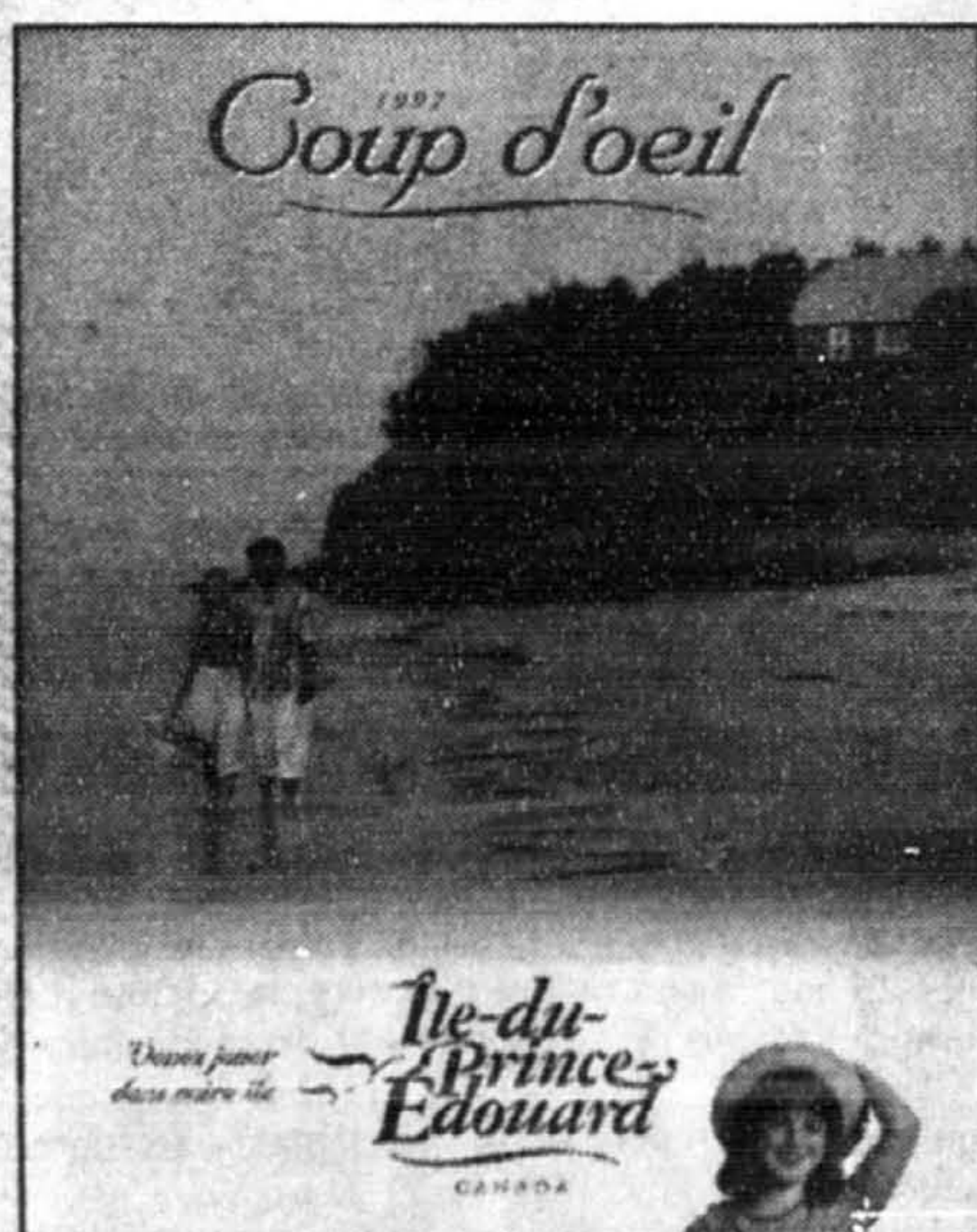
CADILLAC DEVILLE 1997



CADILLAC

Pour plus de renseignements, composez le 1 800 463-7483

*Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers s'appliquant aux véhicules de base neufs 1997 en stock. Photo à titre indicatif. Paiements mensuels basés sur un bail de 36 mois avec versement initial (ou échange équivalent) de 5 500 \$. Sujet à l'approbation du crédit. Première mensualité et dépôt remboursable de 575 \$ exigés. Préparation et transport inclus. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Frais de 8 ¢ du km après 60 000 km. **Certaines restrictions et conditions s'appliquent. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.



Ne partez jamais sans un bon livre.

Pour obtenir gratuitement la trousse de vacances 1997, comprenant le guide *Coup d'oeil*, une carte géographique et des bons rabais d'une valeur de 200 \$, appelez-nous aujourd'hui et demandez Claire.

1 800 887-L'ÎLE
Venez jouer dans notre île
www.gov.pe.ca/welcome/claire

La nouvelle Europe Convergence et croissance



Un séminaire avec Richard Williamson

Conseiller du fonds,
Fonds d'actions européennes Altamira

Mercredi, le 4 juin, à 12 h
Hôtel Reine-Elizabeth
900, boul. René-Lévesque ouest

Le séminaire sera traduit simultanément



Les places étant limitées, veuillez nous téléphoner pour réserver la vôtre
1-800-361-2354



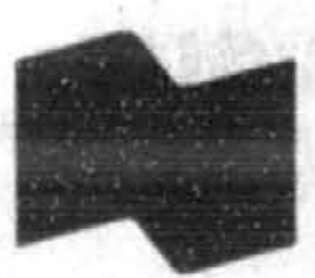
Vous
pensez que
les taux
hypothécaires
sont bas ?



Pensez
plus bas.

Peu importe le taux affiché, la nouvelle hypothèque Économique de la Banque Nationale s'ajuste toujours à la baisse: 0,35% de moins que le taux offert pour un terme de trois mois, soit encore plus bas que le meilleur taux sur le marché. Votre hypothèque est automatiquement renouvelée à chaque trimestre pendant 5 ans. Si vous le souhaitez, vous pouvez en changer le terme en tout temps, sans pénalité.

Pour plus de détails, faites le
1 888 TELNAT-1
ou passez nous voir en succursale.



**BANQUE
NATIONALE**
il faut penser autrement

www.bnc.ca





3 JOURS SEULEMENT!

HEURES D'OUVERTURE
PROLONGÉES:
Samedi de 7 h à 22 h
Dimanche de 7 h à 18 h

VENDREDI, SAMEDI ET DIMANCHE

IMPATIENS, PÉTUNIAS ET BÉGONIAS



SOLDE

47¢

5,64\$ la caisse
4 GROS
PLANTS
PAR BOÎTE

The Grower's Choice
Choix du producteur
SPHAGNUM PEAT MOSS
TOURBE DE SPHAIGNE



TOURBE DE SPHAIGNE

Améliore la qualité du sol.
100 % organique.
Ballot économique de 85 l de
tourbe comprimée.

SOLDE

388\$

Prix cour.
4,99 le ballot

ARRIVAGE QUOTIDIEN!

SAUF INDICATION CONTRAIRE, LE SOLDE SE TERMINE LE 1^{er} JUIN 1997.

NOUS PRÉPARONS ET PRODUISONS NOS CIRCULAIRES AVEC GRAND SOIN. DES ERREURS PEUVENT CÉPANDANT SE GLISSER DANS LES DESCRIPTIONS, LES ILLUSTRATIONS OU LES PRIX. DANS L'ÉVENTUALITÉ D'UNE ERREUR DE PRIX, L'ARTICLE SERA VENDU À SON PRIX VÉRIFIABLE. NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS. LE SOLDE SE LIMITE AUX MARCHANDISES EN MAGASIN. CERTAINS ARTICLES NE SONT PAS OFFERTS À LA SUCCURSALE DE BOUCHERVILLE.

GATINEAU
25, chemin de la Savane
ANJOU
7550, rue Béclard

LAVAL
2900, boul. Labelle
QUÉBEC
5500, boul. des Gradins

NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
7205, rue St-Jacques
BOUCHERVILLE
1451, rue Ampère

BROSSARD
9425, boul. Taschereau
DOLLARD-DES-ORMEAUX
3781, boul. des Sources



Écoles : le privé gagne du terrain, le public en perd

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

La proportion d'élèves inscrits à l'école privée continue d'augmenter lentement mais sûrement dans l'île de Montréal, pour s'établir à 16,28 % cette année.

Car bien que le public ait reçu beaucoup plus d'inscriptions que le privé en 1996-97 (soit 195 497 contre 38 021), la hausse du nombre d'inscriptions est deux fois plus forte au privé qu'au public (+0,56 % contre +0,29 %).

Ces statistiques ont été compilées par le démographe Albert Côté, dont le rapport a été déposé lundi au Conseil scolaire de l'île de Montréal.

L'étude de M. Côté révèle aussi que la proportion d'élèves inscrits dans les écoles privées a augmenté de près de 5 % depuis 1980-81. Ces institutions accueilleraient alors 31 671 des 276 016 élèves montréalais (contre 38 021 sur 233 518 aujourd'hui).

L'école publique a parallèlement vécu une véritable hémorragie, perdant jusqu'à 50 078 élèves. Les données de 1996-97 confirment toutefois le revirement amorcé l'an dernier.

Selon le démographe du Conseil scolaire, c'est la dénatalité qui empêche les écoles publiques de remplir leurs classes. Un phénomène qui n'embarrasse guère leurs rivales, puisqu'elles ont l'habitude de sélectionner leur clientèle à partir d'imposantes listes d'attente. Autrement dit, même si moins de jeunes se pressent à leurs portes, elles disposent toujours d'un bassin de candidats assez important pour « faire le plein » (quitte à accepter des élèves moins forts qu'avant).

En fait, l'intérêt pour le secteur privé semble même avoir été assez fort pour assurer son expansion. Entre 1980 et 1996, le nombre d'élèves fréquentant ce genre d'établissements a ainsi grimpé de 20,05 % (plus 1,1 % par an en moyenne), tandis que les écoles publiques perdaient 19,99 % de leur clientèle (moins 1,4 % par an).

Notons que depuis 1980, les écoles privées ont réalisé leurs gains les plus significatifs auprès des écoliers du primaire (plus 32,4 %), alors que le secteur public a surtout perdu des candidats au secondaire (moins 35,7 %). En 1996-97, c'est toutefois au préscolaire que le privé a le plus empiété sur le terrain du public (plus 3,6 %), ce dernier ne subissant des pertes qu'auprès des adolescents (moins 2,1 %).

Mais le bât ne blesse pas partout de la même manière. Cette année, c'est la Commission scolaire de Verdun qui a perdu la plus grande proportion d'élèves au profit du privé (soit 4,6 %). Habituellement, ce sont pourtant Baldwin-Cartier et Harwood (Lakeshore) qui remportent la palme en la matière, avec 119 % et 87 % d'inscriptions perdues depuis 17 ans. Cette dernière commission, qui accuse une perte de 3 % cette année, est d'ailleurs la seule à n'avoir connu aucun recul des inscriptions au privé depuis 1990.

À l'inverse, au cours des 17 dernières années, Sault-Saint-Louis (qui couvre les villes de Lachine, LaSalle et Saint-Pierre) parvenait à en récupérer 21 % (dont 5,2 % cette année seulement).

Une « victoire » importante si l'on considère ce qui attend les écoles au tournant du siècle. Car le nombre d'élèves de l'école publique a diminué de 10 % au cours de la dernière décennie, et au début des années 1970.



Fido se rapproche encore un peu plus de vous. Le voilà maintenant présent dans toutes les succursales La Cabine téléphonique de la région du Grand Montréal. Une nouvelle niche où nos conseillers spécialement formés se feront un plaisir de vous informer sur les mérites du Service FidoSM.

**LA
CABINE
TÉLÉPHONIQUE**

Nouvelles niches, même prix! Fido vous propose un prix de lancement garanti pour deux ans si vous vous en prévaluez dès maintenant: 400 minutes par mois, quelle que soit l'heure, pour seulement 40 \$. Et au-delà de ce généreux laps de temps, la minute est calculée au tarif exceptionnel de 0,20 \$.

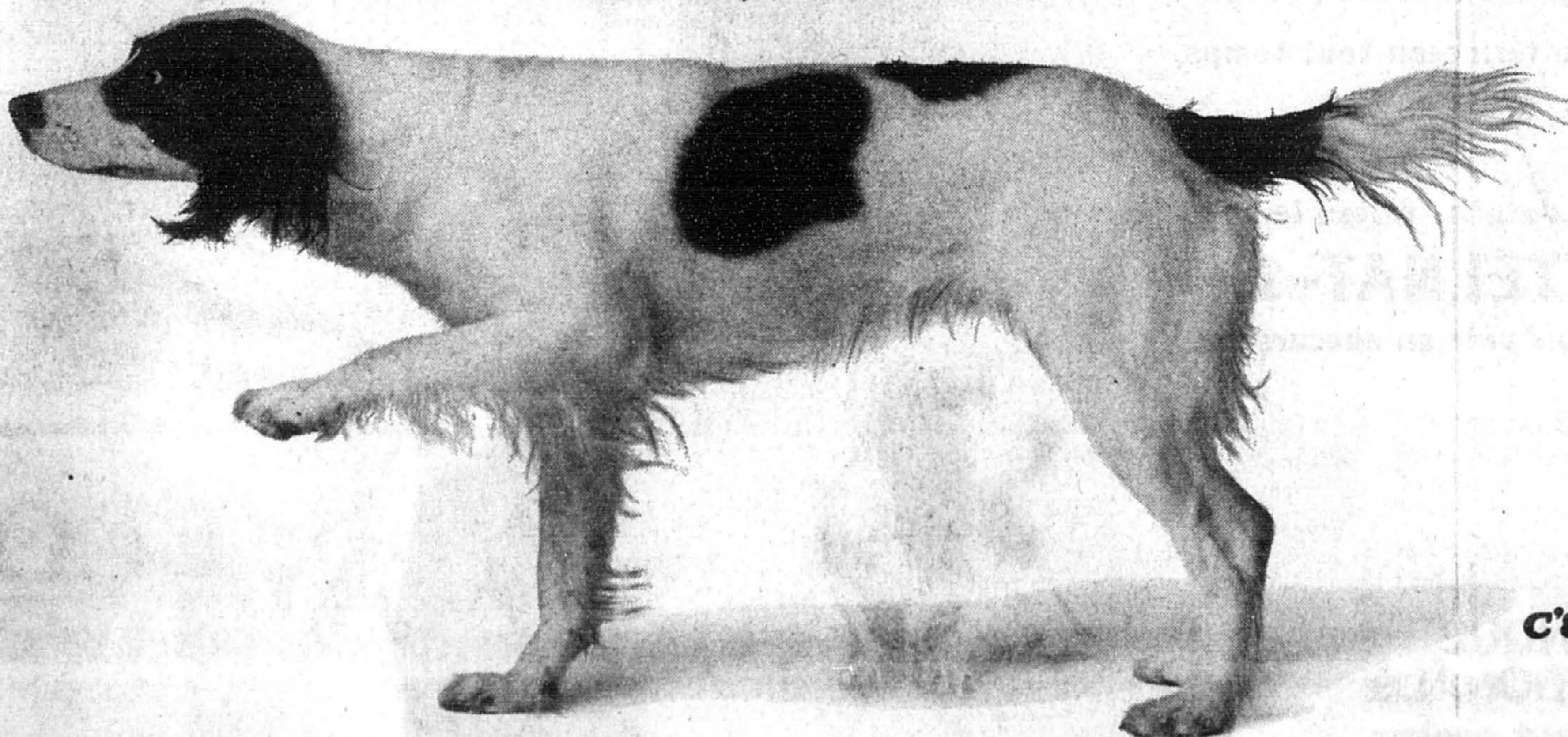
400 minutes
40\$ par mois

Ce n'est pas tout. Avec Fido, la facturation est honnête. Tout temps d'antenne est calculé à la seconde près. Pas un mot de plus, pas un cent de plus. Imaginez les économies!

Pour connaître les prix de la carte à puce, du permis SCP, des Services personnalisés et des appels interurbains, communiquez avec notre Service à la clientèle ou passez au point de vente de votre choix.

Appelez-le par son nom.
925-FIDO
www.fido.ca

FIDO SE POINTE À LA CABINE TÉLÉPHONIQUE.



**fi
do**

**C'EST VOUS
LE MAÎTRE.**

OÙ NICHE FIDO?

• Magasin Fido:
1004, rue Sainte-Catherine Ouest

• Comptoir Fido du Carrefour Angrignon
• Comptoir Fido du Carrefour Laval
• Comptoir Fido du Centre Rockland
• Comptoirs Fido des Ailes de la mode

• Comptoirs Fido des succursales
Bureau en gros de la région
du Grand Montréal

BUREAU
EN GROS

AILES
LES AILES DE LA MODE

Si vous croyez qu'un politicien doit être un beau parleur, alors Gilles Duceppe n'est pas un vrai politicien.

Avec l'argent de la grosse machine fédérale, certains tentent de vous faire du charme.

Gilles Duceppe, lui, est un homme franc, fidèle au quartier qu'il représente, fidèle à la souveraineté.

Aujourd'hui, Gilles Duceppe vous demande de rester fidèles à vos convictions et de voter pour le Québec. De voter pour le Bloc Québécois.



Autorisé par Lorraine Codin, agente principale du Bloc Québécois, agissant au nom de tous les agents officiels du Bloc Québécois.

Parole de Québécois!

BLOC
QUÉBÉCOIS

FORMATION INTENSIVE - ADMISSION DIRECTEMENT AU CÉGEP

Communication

Pour celles et ceux qui terminent un D.E.C., C.E.C ou A.E.C.
Formation admissible aux prêts et bourses

organisationnelle

Fonctions:

Rédaction et graphisme (communiqués, rapports, articles...)
Recherche (sondage, plan de communications...)
Production (journaux, dépliants, vidéo...)
Organisation (colloques, relations de presse...)

Durée:

Un an de formation technique à temps plein,
incluant un stage de fin d'études, menant à
une attestation d'études collégiales (A.E.C.)

Débouchés:

Communications internes
Relations de presse
Journalisme institutionnel



CÉGEP
ANDRÉ-LAURENDEAU
(à deux pas du parc Angrignon)

Début de la session le 2 septembre 1997 - Séance d'information le 18 juin.
Confirmer votre présence auprès de Anne Gourde, 364-3320, poste 135.

De grosses sommes en caution pour la « filière montréalaise »

YVES BOISVERT

Le ministère public a accepté de rendre leur liberté provisoirement aux sept importants blanchisseurs d'argent arrêtés cette semaine dans le cadre du projet Cerveille de la GRC, mais moyennant de fortes cautions.

Par exemple, Morris Mayers, 48 ans, de Dollard-des-Ormeaux, la tête dirigeante de ce réseau aux ramifications internationales, devra déposer 50 000 \$ en liquide et une hypothèque judiciaire de 150 000 \$. Le temps de passer devant le notaire, l'homme ne pourra recouvrer sa liberté avant la semaine prochaine.

Deux autres prévenus, Pierrot Amzallag, 40 ans, de Saint-Laurent, et Shimon Ben David, 40 ans, également de Saint-Laurent, devront fournir une hypothèque de 100 000 \$ et un dépôt comptant de 50 000 \$. Quatre autres accusés dans cette affaire de blanchiment de 7,2 millions de profits de la drogue ont aussi été mis en liberté provisoirement contre le dépôt de sommes moins importantes. Un huitième individu, Ronald Buckles, du quartier NDG, à Montréal, est recherché par la police. Tous reviendront en Cour le 18 juin pour connaître la preuve du ministère public contre eux.

Le juge Gilbert Morier, de la Cour du Québec, a aussi imposé comme conditions à tous de ne pas sortir du pays, de ne pas utiliser de téléphone cellulaire, de téléavertisseur ou même de téléphone public (sauf urgence médicale) et de ne pas communiquer avec leurs présumés complices.

Quant aux quatre de ce réseau qui sont accusés de trafic de stupéfiants, Irwin Lev, Joe DiSalvo, Shams Ul-Haq Farooq et John Trimarchi, le ministère public s'oppose à leur remise en liberté, et un juge décidera le 12 juin s'ils demeurent détenus en attendant leur procès.

Les accusés du meurtre du dentiste de Lyster comparaissent

CHRISTIANE DESJARDINS

Six accusés, dont quatre sont restés en détention, ont comparu hier au palais de justice de Victoriaville-Arthabaska pour le meurtre du dentiste Paul Dubé, 71 ans, survenu le 28 décembre 1996.

Micheline Dubois, 27 ans, Chantal Roux, 24 ans, et Jonathan Mercier, 21 ans, sont accusés de meurtre non prémédité, complot et vol qualifié. Sylvain Roy, 28 ans, est accusé de complicité après le fait. Ils resteront en détention et reviendront au tribunal pour leur enquête préliminaire le 26 juin.

Maryse Labonté, 25 ans, et Normand Boucher, 57 ans, sont accusés de complot en vue d'un vol qualifié, le 17 décembre. Ils ont obtenu leur liberté sous cautionnement.

Tous les accusés sont originaires de Victoriaville, sauf Boucher, qui demeure à Lyster, soit dans le même village que la victime, une communauté de 1900 habitants. Il connaissait Paul Dubé. C'est d'ailleurs lui qui aurait indiqué aux autres qu'il y avait un bon coup à faire avec M. Dubé, qu'on disait riche.

Selon Daniel Lamirande, porte-parole de la Sûreté du Québec à Trois-Rivières, toute l'affaire aurait débuté le 17 décembre. Ce soir-là, les trois femmes accusées se seraient rendues chez M. Dubé dans l'intention de le voler. Elles ont prétexté une panne et M. Dubois les a laissées entrer. Mais elles ont eu peur de passer à l'acte et sont reparties sans rien faire.

Le 28 décembre, Micheline Dubois, Chantal Roux et Jonathan Mercier se rendent chez M. Dubé, avec cette fois la ferme intention de le voler.

En ouvrant la porte, l'homme est assailli sauvagement et assommé à coups de marteau. Selon la police, c'est Mercier qui a frappé la victime. Ensuite, les trois intrus fouillent rapidement la maison, puis repartent bredouilles.

Réveillée par des bruits suspects, l'épouse de la victime, Suzanne Gagnon, découvre son mari inanimé et gisant dans son sang au bas de l'escalier.

L'escouade des crimes majeurs du district de Trois-Rivières a finalement mené son enquête à terme en cinq mois.

Pierre Dubé, fils de la victime, ne savait pas encore les noms des suspects quand *La Presse* l'a joint, hier. Nous les lui avons appris. Tous ces noms ne lui disaient rien, sauf un... « Pas le Boucher de Lyster ! » s'est-il exclamé.

Louez une Saturn.
Vous serez traité comme un propriétaire,
pas comme un locataire.



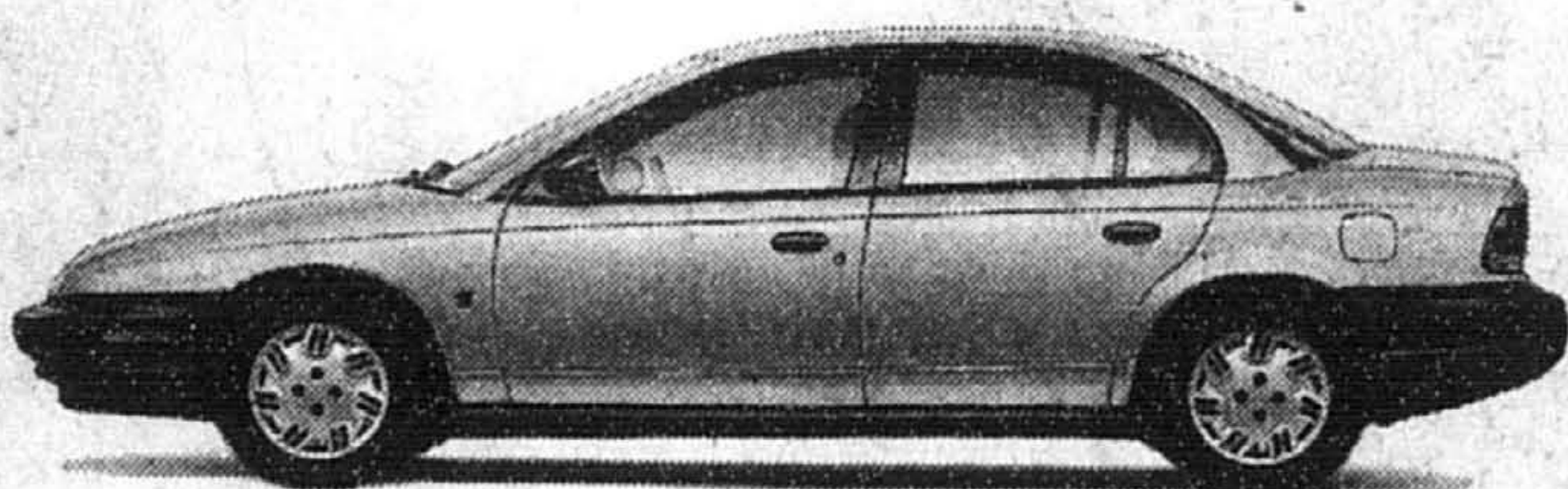
Pour faire tout autrement

Saturn SL1 1997
249 \$/mois*

Transmission automatique

0 \$ COMPTANT/BAIL 36 MOIS

15 948 \$†



Chez Saturn, vous avez le choix parmi une famille de véhicules fiables et abordables. Mais le plus beau, c'est que nous vous réservons le même traitement, peu importe que vous choisissiez de louer ou d'acheter votre nouvelle Saturn.

Chez nous, pas de favoritisme: tout le monde reçoit le même service courtois, humain et sympathique.

Vos paiements mensuels	Votre versement initial ou échange équivalent
188 \$	2 000 \$
218 \$	1 000 \$
249 \$	0 \$

* Ces mensualités, basées sur une Saturn SL1 1997 automatique et calculées sur un bail de 36 mois, comprennent le transport (455 \$). Par contre, l'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du contrat, un premier versement (249 \$) plus taxes ainsi qu'un dépôt de garantie de 300 \$ vous seront demandés. Par ailleurs, vous n'aurez pas de versement initial à payer. Pendant la durée du bail, le kilométrage qui vous est alloué est de 60 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 8 ¢ (basé sur un programme de bas kilométrage). Voyez votre détaillant Saturn pour un plan de location qui tienne compte d'un versement initial et des mensualités convenant à votre budget.

† PDSF. Les détaillants peuvent fixer un prix moindre.

Saturn Saab Isuzu de Blainville
249, boul. Seigneurie Ouest
Blainville
437-6317

Saturn Saab Isuzu de Brossard
5950, boul. Marie-Victorin
Brossard
672-2500

Gravel Saturn Saab Isuzu
1, Place Ville-Marie, # 11 180
Montréal
861-2000
(Coin Cathcart et McGill College)

West Island Saturn Saab Isuzu
10 333, boul. Gouin Ouest
Roxboro
684-3161

Bourassa Saturn Saab Isuzu
1615, boul. St-Martin Est
Laval
385-9191

Décarie Saturn Saab Isuzu
6100, boul. Décarie
Montréal
342-2222
(Coin Van Horne)

Saturn Saab Isuzu
de Terrebonne
705, boul. des Seigneurs
Terrebonne
964-1374

Mondial Saturn Saab Isuzu
9415, Papineau
Montréal
385-7222
www.autolinq.com/mondial

Ne cherchez plus!

C'est la clé...

Bois Franc
à Ville Saint-Laurent

Dernière chance
de profiter du programme de
CRÉDIT DE TAXES



LOGGIAS SUR LA PLACE



MAISONS DE VILLE DES HARFANGS



CONDOMINIUMS ALEXIS-NIHON



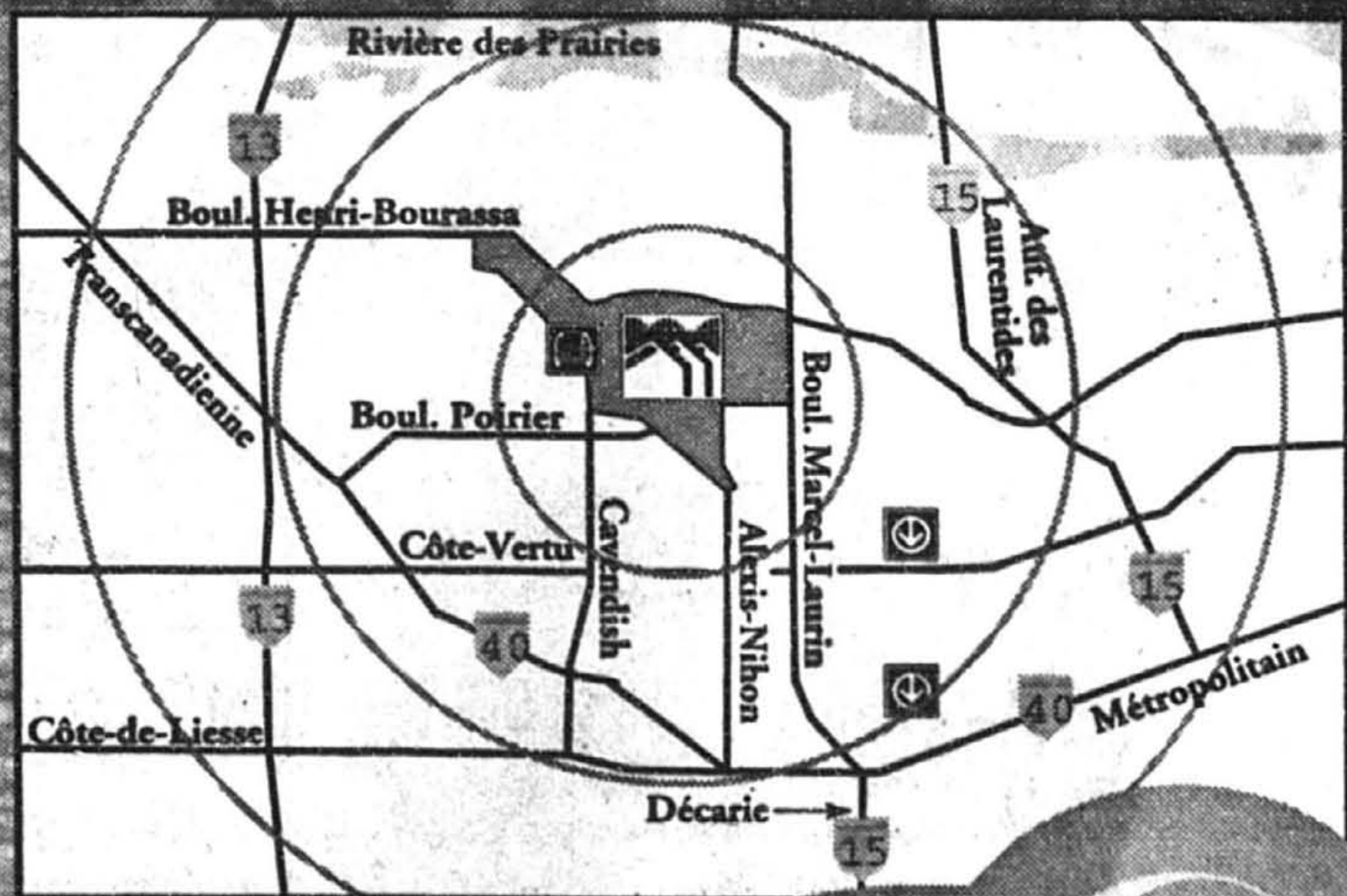
VILLAGE RENAISSANCE



SEMI-DÉTACHÉS & LE CHÂTELET



BOIS-FRANC-SUR-LE-LAC



Des habitations de 70 000\$ à 250 000\$

Les prix incluent la TVQ et la TPS et sont sujets à changement sans préavis.

Crédit de taxes municipales de 3000\$ selon les conditions du règlement n° 1157-1 de Ville Saint-Laurent

Info Bois-Franc

2700, boul. Poirier, Ville Saint-Laurent

Entrée principale:

boul. Poirier via boul. Cavendish

TÉL. (514) 333-3066

Heures d'accueil

Lun. au jeu. : 12 h à 20 h

Vendredi : fermé

Sam. et dim. : 11 h à 17 h



Bombardier Inc.
Services Immobilières

Promoteur du plan directeur

Venez nous voir
ça pourrait
vous rapporter
gros!



Sauver

Les notaires du Québec n'ont plus la même notion du temps et ils en sont bien heureux.

Un réseau Internet privé sécuritaire, conçu sur mesure par Bell

leur permet d'échanger plus efficacement entre eux

et d'accéder rapidement à de l'information indispensable :

publications de la Chambre des notaires

sites à contenu juridique, centre de documentation

En fait, ils sauvent du temps. Pas étonnant qu'en

matière de nouvelles technologies

tant de gens d'affaires sélectionnent Bell.

www.bell.ca/selectionner



Actualités

MONDE

400 minutes
40\$ par mois
Temps d'antenne local facturé à la seconde.

fi do

925-FIDO

Les accidentés du travail, ces parias

La Fondation pour l'aide aux travailleurs accidentés est leur dernier recours

MARC THIBODEAU

Le 13 décembre 1995 constitue, pour Antonio Béliveau, le premier jour d'un long calvaire. Alors qu'il descendait l'échelle fixée à l'arrière de son camion-citerne, ce conducteur d'expérience de 62 ans a perdu pied, son genou gauche venant heurter violemment une marche en fer.

Contraint de quitter le travail, il entreprend une douloureuse physiothérapie, qui ne donne guère, du moins selon sa propre appréciation, les résultats escomptés.

Contre toute attente, M. Béliveau est contraint en mai 1996 de retourner au travail, un emploi de bureau lui ayant été trouvé au sein de son entreprise. « La douleur au genou me gardait encore éveillé la nuit. Et je ne pouvais descendre ou monter l'escalier qu'en m'assoissant sur les marches », a-t-il expliqué cette semaine à *La Presse*.

Le résident de Saint-Bruno, qui n'est pas syndiqué, tombe en dépression dans cet environnement peu familial et se voit de nouveau obligé de quitter le travail. Il est toutefois privé de traitement, la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST) refusant d'en payer les coûts parce qu'elle nie, même si son propre médecin affirme le contraire, qu'il existe un lien entre la dépression de M. Béliveau et sa blessure.

« J'ai fait appel à un avocat, mais ça n'allait nulle part et ça coûtait cher, a-t-il expliqué. C'est mon fils qui m'a finalement parlé de la Fondation pour l'aide aux travailleurs accidentés » (FATA).

Cet organisme à but non lucratif, installé dans une école désaffectée de la CECM, dans le nord de Montréal, se consacre depuis maintenant 15 ans à la défense des travailleurs accidentés.

Bon an mal an, près d'un millier de travailleurs confient leur cause à la FATA, qui s'occupe de faire valoir leurs droits devant la CSST et les instances d'appel qui la chapeautent. Et 5000 demandes d'information y sont traitées.

À l'instar de M. Béliveau, qui, grâce à la fondation, a finalement eu gain de cause, la quasi-totalité de ces personnes ne sont pas liées à un syndicat et doivent, faute de ressources, se démener seules dans

un engrenage « médico-juridique » des plus intimidants.

« La plupart ont une profonde méconnaissance de la loi, de leurs droits et des démarches qu'ils peuvent entreprendre », explique François Massie, conseiller à la FATA, qui compte une quinzaine d'employés permanents.

« Beaucoup viennent nous voir après s'être présentés sans aide en appel, où ils ne pèsent pas lourd face aux avocats et médecins experts mobilisés par leur employeur ou la CSST. »

C'est précisément pour éviter un tel déséquilibre que Michel Chartrand a eu l'idée de mettre sur pied la FATA en 1983, alors qu'il oeuvrait à la CSN.

« Je voyais que les travailleurs accidentés, en particulier les grands blessés, étaient mal défendus. Il fallait combler ce vide », explique le fougueux syndicaliste, qui célèbre la semaine dernière son 80^e anniversaire.

C'est finalement avec l'aide du docteur Roch Banville, omnipraticien de Sept-Îles qui connaissait bien le sort des travailleurs des industries lourdes parce qu'il les avait soignés pendant près de 25 ans, et l'appui d'autres militants, dont Émile Boudreau, alors de la FTQ, que la FATA a pris forme, en dehors du cadre syndical.

« On voulait que ce soit un organisme indépendant spécialisé, libre de toute attache, qui soit accessible gratuitement pour tous les travailleurs — syndiqués ou non — et financé par le mouvement ouvrier », se rappelle M. Boudreau, aujourd'hui à la retraite.

Cet objectif de gratuité a toutefois dû être abandonné, faute de ressources. « Je tenais tellement à ce que ce soit gratuit que j'ai réussi à créer, en quatre ans, un déficit de 150 000 \$ », se rappelle Michel Chartrand.

Aujourd'hui, les travailleurs qui

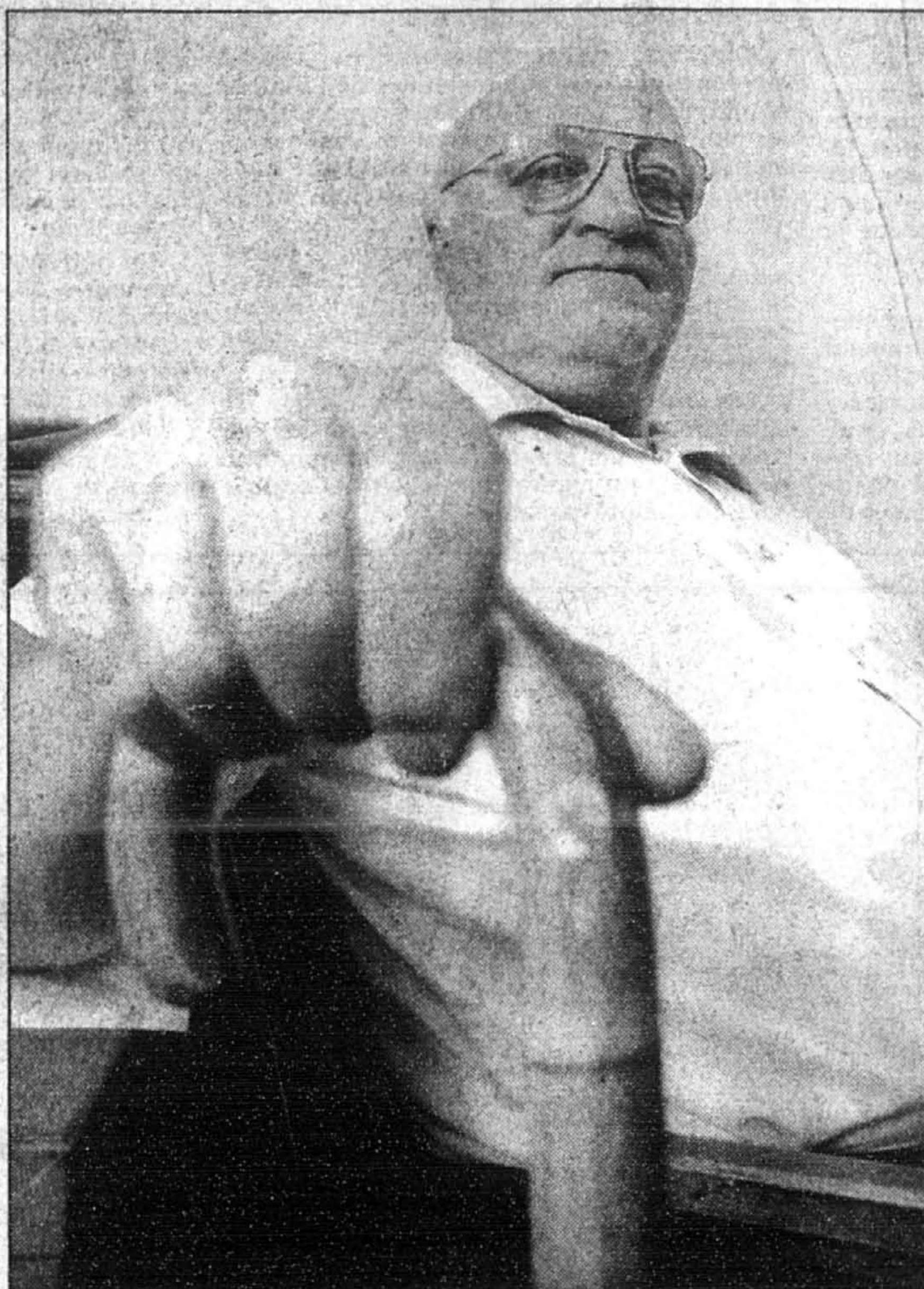


PHOTO ROBERT SKINNER. La Presse

Antonio Béliveau, qui s'était blessé en chutant d'une échelle fixée à l'arrière de son camion-citerne, a finalement obtenu gain de cause à la CSST avec l'aide de la FATA.

sont représentés par la FATA doivent déboursier près de 400 \$, une somme jugée « dérisoire » par rapport à ce que réclament normalement les avocats pour de telles causes.

Les difficultés initiales de l'organisme, ajoute M. Boudreau, étaient dues notamment aux réserves de

certaines centrales syndicales, qui n'ont pas fourni l'appui financier désiré. « La FTQ, en particulier, n'était pas très chaude à l'idée », affirme-t-il.

Le quart du budget de 750 000 \$ de l'organisation provient de 400 syndicats membres, de la CEQ et de la CSN, qui a fourni plus de 1,2

million à la FATA depuis sa création, le reste du budget provenant essentiellement des montants versés par ses « clients ». La FTQ ne contribue pas, même si certains des syndicats qu'elle chapeaute le font.

En rétrospective, M. Boudreau estime que la création de la FATA a eu l'effet d'un « électrochoc » sur les centrales syndicales. « Elles ont rapidement multiplié les initiatives afin d'accroître et de structurer les services offerts à leurs membres en matière de santé et de sécurité au travail », explique l'ancien syndicaliste.

Bien qu'il soit d'avis que sa centrale produisait déjà à l'époque les services requis à ses membres, Charles Prévost, coordonnateur du service santé, sécurité et environnement de la CSN, estime que la FATA a eu un impact « très positif » en venant en aide aux personnes qui ne pouvaient compter sur l'appui des syndicats.

Aujourd'hui, près de 15 % des personnes défendues par l'organisme proviennent des centrales syndicales. « On se ramasse souvent avec les cas les plus difficiles, dont personne ne veut plus », note le docteur Roch Banville, qui agit en quelque sorte à titre de médecin expert pour les travailleurs accidentés.

Il est grand temps, dit-il, que le Québec se dote d'un organisme paragouvernemental pouvant venir en aide à toutes les victimes de lésions professionnelles.

En attendant cette « improbable » initiative, poursuit le praticien, la FATA — qui a élargi sa gamme de services récemment afin de prêter main-forte notamment aux accidentés de l'automobile et aux bénéficiaires de l'aide sociale — continuera, contre vents et marées, à fournir aux travailleurs accidentés les services auxquels ils ont droit.

Un effort grandement apprécié par Antonio Béliveau. « Si la FATA n'avait pas été là, j'aurais sans doute abandonné », dit-il.

À boulets rouges sur la CSST et les médecins

MARC THIBODEAU

« C'est la fraude du siècle. En comparaison, l'histoire de Bre-X, c'est un vulgaire vol à l'étalage. »

Le docteur Roch Banville, médecin à la Fondation pour l'aide aux travailleurs accidentés (FATA), ne mâche pas ses mots lorsque vient le temps de donner son appréciation du travail réalisé par la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST).

L'organisme, dit-il, prive les travailleurs accidentés des compensations auxquelles ils ont droit en favorisant une approche de « confrontation médicale » qui, trop souvent, se termine en faveur de l'employeur. Comme par hasard, dit-il, ce sont les cas les plus lourds — et les plus coûteux — qui sont « systématiquement » contestés.

« La preuve qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond, c'est que la FATA gagne près de 75 % des causes qu'elle prend en main. Ça, c'est un vrai scandale. Si le système fonctionnait normalement, ce pourcentage serait de 4 ou 5 % », avance cet énergique praticien de 66 ans, qui a quitté Sept-Îles en 1983 afin de fonder l'organisme à but non lucratif avec d'autres militants, dont Michel Chartrand.

Des travailleurs qui devraient normalement recevoir compensation de la CSST, et qui sont bel et bien souffrants, doivent du coup se tourner vers la Régie de l'assurance-maladie du Québec, l'aide sociale ou l'assurance-chômage. « C'est

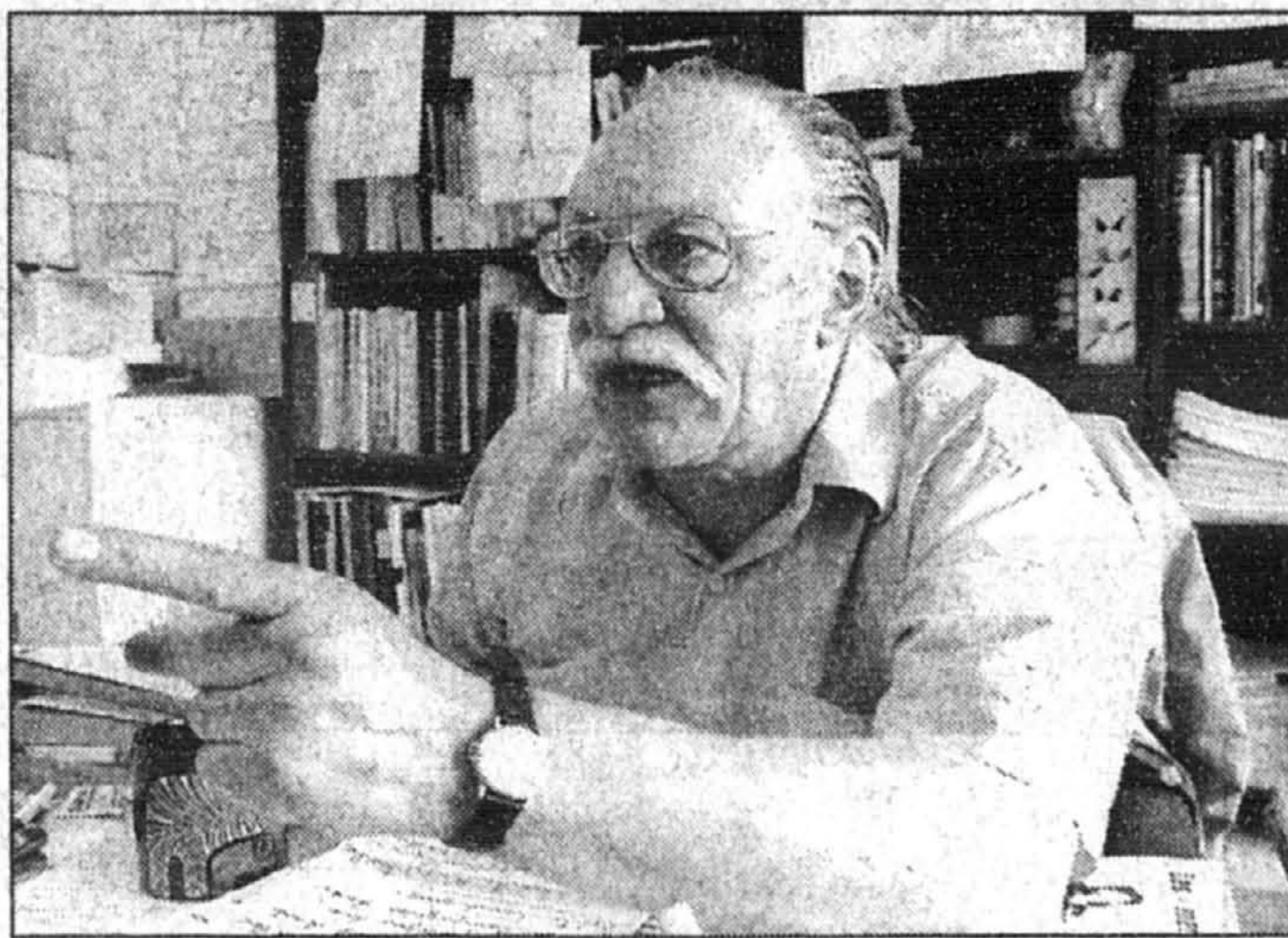


PHOTO ROBERT SKINNER. La Presse

Le docteur Roch Banville, militant de la première heure à la FATA, déplore l'apathie des médecins traitants face à la CSST.

frauduleux. La société doit payer des travailleurs qui devraient être pris en charge par leurs employeurs, via les cotisations versées à la CSST », dit-il.

Le pire, poursuit le docteur Banville, c'est que plusieurs médecins à la CSST collaborent avec « le système » en livrant, sans même voir le patient, des diagnostics erronés qui condamnent certains travailleurs à retourner au travail malgré leurs graves problèmes de santé. « C'est criminel », dit-il.

Le docteur Banville s'insurge

également contre l'apathie des médecins traitants, qui voient leurs diagnostics renversés ou contestés par les médecins de la CSST ou du Bureau d'évaluation médicale (BEM), la « mafia » appelée à trancher lorsqu'il y a contestation.

« Les médecins traitants baissent les bras plutôt que de se révolter contre ce qui constitue une véritable mise en tutelle, note-t-il. Il m'arrive fréquemment de recevoir l'appel de médecins respectés qui me demandent de prendre en charge l'un de leurs patients parce

qu'ils ont la CSST sur le dos. Pour s'éviter des tracasseries, certains médecins choisissent tout simplement de ne pas s'occuper des travailleurs accidentés. »

La situation est d'autant plus déplorable, poursuit le médecin, que les fédérations médicales et le Collège des médecins ne font « strictement rien » pour la corriger.

Le fonctionnement des tribunaux administratifs, qui chapeautent le BEM et la CSST, ne trouve pas non plus grâce à ses yeux. Ceux-ci, affirme-t-il, ne font que reprendre les préjugés existants dans la société envers les travailleurs accidentés.

« En Cour criminelle, l'accusé est présumé innocent. Et il demeure innocent tant que le contraire n'est pas prouvé. Pour un travailleur accidenté, c'est le contraire », tonne le médecin.

Le projet de loi 79, mis de l'avant par le ministre du Travail, Matthias Rioux, afin notamment de « déjudiciariser » la CSST en éliminant une instance d'appel, ne résoudra pas le problème, poursuit le médecin. « Ça va l'empirer », dit-il.

« La Commission des accidents du travail (organisme ayant précédé la CSST) a été créée en 1931 à la demande des magnats de l'industrie, qui cherchaient à minimiser les coûts exorbitants d'indemnisation. »

Le nouveau projet de loi, conclut-il, va dans le même sens. « Il n'existe pas de véritable volonté de la part du gouvernement de venir en aide aux travailleurs. La réforme du ministre Rioux, c'est de la merde ! »

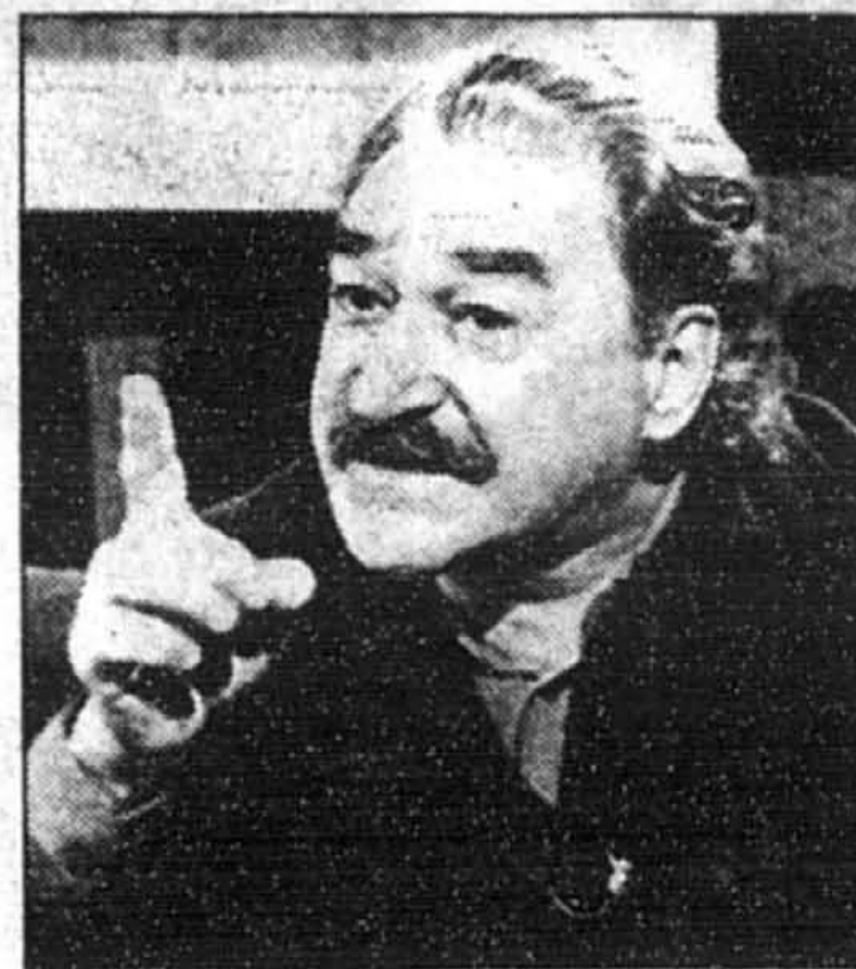


PHOTO La Presse

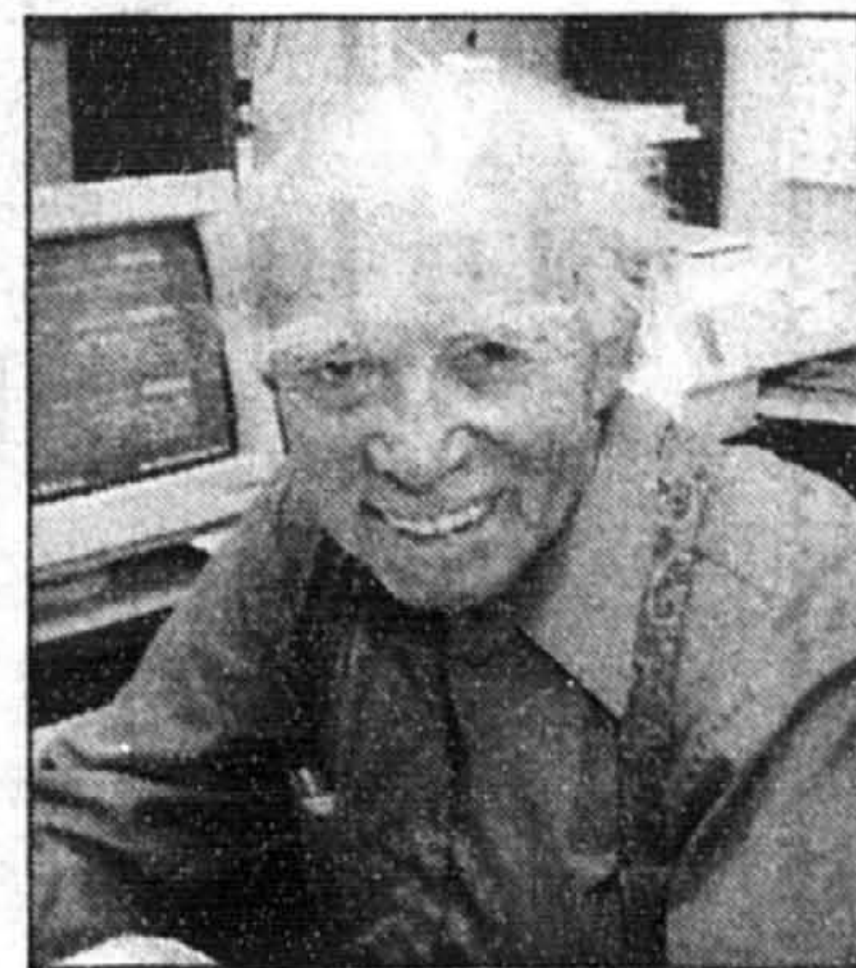


PHOTO REMI LEMÉE. La Presse

Michel Chartrand (en haut), de la CSN, et Émile Boudreau, de la FTQ, ont été, avec le docteur Roch Banville, les principaux instigateurs de la FATA.

Cartier

Montre Tank® Française®
Or massif 18 carats.
Mouvement automatique.
Nouvelle collection.

CHÂTEAU D'IVOIRE
Depuis 1978

2020 rue de la Montagne, Montréal • (514) 845-6651

Médicaments : les fonctionnaires fédéraux auront la même protection que tous les autres Québécois

LILIANNE LACROIX

Les fonctionnaires fédéraux et leur famille résidant au Québec pourront dorénavant bénéficier d'une protection comparable à celle des autres Québécois pour les médicaments prescrits admissibles.

Une entente a en effet été conclue entre le secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et la Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ) assurant à tout fonctionnaire ou pensionné ainsi qu'à sa famille les mêmes avantages qu'aux autres Québécois et notamment le plafond annuel de 750 \$. Environ 150 000 personnes au Québec sont touchées par cette décision, soit les fonctionnaires fédéraux actifs et retraités, les membres des Forces armées et de la GRC ainsi que leurs conjoints et enfants. Entrant en vigueur le 1er juin, l'entente s'appliquera rétroactivement pour les six mois précédents.

Certaines maladies commandent une thérapie fort coûteuse. C'est le cas notamment du sida et de la fibrose kystique. Depuis l'entrée en vigueur du régime d'assurance-médicaments de la RAMQ, certains fonctionnaires fédéraux, qui n'avaient jamais rien déboursé car les médicaments étaient distribués par l'hôpital, se voyaient donc forcés de

payer des sommes fort élevées, allant jusqu'à 4000 \$ annuellement. Si le régime fédéral est plus généreux que le régime québécois sur le pourcentage de remboursement des médicaments (80 % contre 75 %), il n'établit toutefois pas de limite. La nouvelle entente est donc particulièrement avantageuse pour les personnes qui doivent s'astreindre ou dont un proche doit s'astreindre à une thérapie très coûteuse. C'est le gouvernement québécois qui comblera la différence.

Dans un feuillet d'informations envoyé aux fonctionnaires et pensionnés de l'État, le secrétariat du Conseil du Trésor précise que les moins de 65 ans recevront un remboursement de 80 % après l'application d'une franchise annuelle de 60 \$ par personne ou de 100 \$ par famille et confirme le plafond de 750 \$. Moyennant le paiement de la prime annuelle de 175 \$ prévue par la régime québécois, les adhérents bénéficieront d'un remboursement de 100 % des médicaments pour le reste de l'année.

Les plus de 65 ans peuvent choisir de s'inscrire auprès de la RAMQ, à un régime collectif comme celui de la fonction publique ou encore à un régime mixte, RAMQ-régime collectif complémentaire.

Les Affaires étrangères nient avoir refusé à Bouchard le droit de recevoir le président italien

GILLES NORMAND
du bureau de La Presse, QUÉBEC

Le ministère des Affaires étrangères du Canada nie avoir refusé au premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, de recevoir à Montréal le président de l'Italie à l'occasion d'une visite officielle au Canada, durant la troisième semaine de juin.

La veille, le ministre des Relations internationales du Québec, Sylvain Simard, accusait le cabinet de Jean Chrétien d'avoir donné ordre au service du protocole de ne pas laisser M. Bouchard donner un dîner officiel au distingué visiteur, le président Oscar Luigi Scalfaro, que celui-ci serait reçu à Montréal par le ministre fédéral du Travail, Alfonso Gagliano.

Un porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Jhanjeev Chowdhury, a communiqué avec *La Presse* pour dire qu'une offre de rencontre avec le président de la république italienne avait été proposée au premier ministre du Québec, dans une lettre en date du 28 mai.

« Le déjeuner offert par M. Gagliano au président italien a été offert bien avant que M. Bouchard fasse son offre de le rencontrer.

Et M. Bouchard voulait recevoir M. Scalfaro au même moment que M. Gagliano », a expliqué le porte-parole fédéral, ajoutant que le président Scalfaro doit retourner dans son pays le jour même de ce déjeuner, soit le 23 juin.

Le président de l'Italie passera quelques jours au Canada, à cette occasion. Il se rendra à Terre-Neuve, Toronto et Ottawa, avant de s'arrêter à Montréal « pour un très bref séjour », a indiqué le porte-parole. « Cette affaire a été traitée exactement comme pour l'Ontario », précise-t-il.

M. Chowdhury soutient par ailleurs que la note de service envoyée en décembre aux diplomates étrangers en poste à Ottawa, pour les aviser de ne pas faire des affaires directement avec les gouvernements provinciaux, mais de passer par le gouvernement canadien, « ne comportait aucune intention, ni tacite ni expresse, de limiter les contacts étrangers avec les provinces ».

« C'était une note pour rappeler aux pays qu'ils sont tenus par la Convention de Genève d'aviser le gouvernement fédéral avant de s'adresser aux provinces », a précisé le porte-parole, soutenant que cet avis n'avait aucun lien avec quelque plan B que ce soit.

**C'est
sur mon
chemin**

Le lundi 2 juin, c'est le jour du scrutin.

Pour savoir où et quand aller voter, vous n'avez qu'à consulter l'avis de confirmation d'inscription que vous a fait parvenir Élections Canada. Si vous n'avez pas reçu cet avis, appelez Élections Canada ou votre directeur du scrutin.

Si vous n'êtes pas inscrit sur la liste électorale, vous pourrez vous inscrire le 2 juin et voter en présentant des preuves d'identité portant vos nom, adresse et signature.

Pour obtenir plus de renseignements, appelez Élections Canada au
1-800-INFO-VOTE (1-800-463-6868)
ATS/ATM : 1-800-361-8935
Internet : <http://www.elections.ca>

*Voter
c'est
s'exprimer*

Élections
CanadaÉlections
Canada

Si vous connaissez quelqu'un dans votre entourage qui a de la difficulté à lire, faites-lui part du contenu de cette annonce.

Élections Canada est l'organisme non partisan chargé de la conduite des élections et des référendums fédéraux.

ÇA FAIT 30 ANS

QU'ON REFUSE DE BAISSER LES BRAS.



Depuis notre première victoire en Formule 1 au Grand Prix de Hollande du 4 juin 1967, où Jim Clark filait vers la victoire au volant de sa Lotus n°49 à moteur Ford-Cosworth, nous n'avons jamais cessé de remporter des courses. Nous détenons le record du plus grand nombre de victoires en Formule 1 avec 174, sans compter nos 13 titres de champion du monde avec des coureurs tels Jackie Stewart, Graham Hill, Mario Andretti, Emerson Fittipaldi et Michael Schumacher. Et ce n'est pas au Grand Prix du Canada ce 15 juin 1997 que nous allons commencer à ralentir. Pour sa première visite en sol canadien, l'équipe Stewart-Ford n'a qu'une seule idée en tête: perpétuer ce passé victorieux. Mais l'implication de Ford dans le sport automobile dépasse la Formule 1. De tous les grands constructeurs, nous sommes les seuls à être présents dans les quatre disciplines suivantes:



le Championnat du Monde FIA de Formule 1, la Série Mondiale CART PPG Indycar, le Championnat du Monde FIA des rallyes et la Winston Cup Nascar. Des voitures propulsées par Ford ont déjà remporté chacun de ces championnats. Mais dites-vous bien une chose: Tous les enseignements que nous retirons de la compétition de haut niveau, nous les appliquons aux véhicules de la gamme Ford. Ce qui fait qu'en bout de ligne, toutes ces victoires, vous les goûtez aussi.



DES IDÉES QUI FONT DU CHEMIN

1 800 561-FORD www.ford.ca

Plus braves que les Braves.



Le 4 juin, victoire garantie, sinon un billet gratuit!

Détrompez-vous! Ce n'est pas avec un calumet de la paix que les Expos vont accueillir les Braves d'Atlanta, le 4 juin, mais avec une victoire. Advenant un revers, vous recevrez un billet gratuit de même catégorie pour le match de votre choix de la toute première série inter-ligues au Stade opposant les Expos aux Tigers de Détroit.

Admission générale 5 \$, Terrasse 10 \$, Parterre 20 \$ et V.I.P. 30 \$.

Passez à la billetterie du Stade ou appelez Admission* au 790-1245 ou au 1 800 361-4595. Abonnés Bell Mobilité, composez le

EXPOS



Expos

Club de baseball Montréal inc.
www.montreal Expos.com

Les résidents de l'Î.-P.-É célèbrent l'ouverture du pont de la Confédération

Presse Canadienne
BORDEN-CARLETON, Î.-P.-É.

Le nouveau pont menant à l'île-du-Prince-Édouard est qualifié de merveille du monde moderne, mais si vous voulez savoir combien il a coûté, il faudra vous armer de patience.

Le pont de la Confédération de 13 km est ouvert à la circulation à partir d'aujourd'hui et les résidents de l'île s'apprentent à célébrer avec enthousiasme cet événement historique.

Les contribuables canadiens commenceront à en défrayer les coûts dès lundi. Le gouvernement fédéral a prévu d'acheter le pont à Strait Crossing Development Inc., entreprise de Calgary qui a dessiné et construit le pont dans le cadre d'un partenariat public et privé unique. Les versements seront répartis sur une période de 35 ans.

Le directeur de projets de Strait Crossing, Paul Giannelia, a déclaré hier, au cours d'une conférence de presse, que le coût total du pont ne regarde pas la population.

Les Canadiens paieront l'équivalent d'une hypothèque en versant annuellement environ 42 millions. Au bout de 35 ans, les contribuables auront payé au moins 1 milliard.

L'entreprise dit qu'elle réalisera ses profits sur le péage. Les automobilistes devront payer 35 \$ pour traverser le pont, alors que les propriétaires de véhicules récréatifs devront débours 40 \$. Le tarif sera de 200 \$ pour les autobus, 14 \$ pour les motocyclettes et 50 \$ pour les semi-remorques.

« Avec le péage, nous payons nos factures et le reste est un profit sur notre investissement, dit M. Giannelia. Notre bénéfice dépend du nombre de gens qui empruntent le pont. »

Strait Crossing et Ottawa ont eu du mal à s'entendre sur la question du péage. M. Giannelia dit que la compagnie souhaitait initialement obtenir des tarifs plus élevés, et qu'elle a accepté finalement une réduction, à condition que ceux-ci puissent être augmentés annuellement jusqu'aux trois quarts du taux d'inflation.

Lorsque le projet fut lancé en 1993, on évaluait les coûts de construction à environ 840 millions. La compagnie refuse d'en révéler les coûts véritables.

Les détails concernant le financement ne semblaient toutefois pas préoccuper outre mesure les personnalités publiques et les citoyens qui participaient hier au début des fêtes d'inauguration.



Le pont de la Confédération présentait l'aspect d'une véritable rivière humaine, hier, lorsque environ 20 000 personnes sont parties des rives du Nouveau-Brunswick et de l'île-du-Prince-Édouard pour franchir le spectaculaire ouvrage. C'était la seule occasion où les piétons étaient autorisés à traverser le pont, l'un des plus longs au monde.

PHOTO FC

Prolongation pour un temps limité



Les Canapésopes® : chez Cuir Center, nous appelons Canapésopes nos canapés panoramiques exclusifs. Symbole du confort moderne et du «cocooning», le Canapésope est l'endroit où l'on vient se reposer, se ressourcer... et regarder la télévision.

Le Canapésope Ninja (L.262 x l.215 x h.85 x p.90). Cuir Samara vachette pleine fleur pigmentée, tanné aux sels de chrome. Nombreux coloris au choix. Structure mixte bois massif renforcé par panneaux de particules. Assise mousse polyuréthane haute résilience, densité 30 kg/m³ (portance 3,2 k.Pa), dossier mousse polyether densité 19 kg/m³ (portance 1,3 k.Pa). Suspension par ressorts métalliques ondules. Existe en canapé 3 places fixe ou lit, 2 places, fauteuil et pouf. Autres compositions d'angle et dimensions possibles. Série limitée : dans la limite des stocks de cuir disponibles, le Canapésope Ninja ne coûte que 4 995 \$. T.P.S. incluse livré et installé, Montréal Métropolitain. Facilités de paiement.

Montréal
1425, Boul. René-Lévesque Ouest. H3G 1T7
Tél. : (514) 871-9144

2512059 M

Centre de formation continue de l'École Polytechnique

Un programme de certificats axés sur la formation pratique

La formation continue constitue une condition essentielle de succès dans un milieu industriel en constante évolution.

Depuis plus de 40 ans, le Centre de formation continue de l'École Polytechnique de Montréal offre les programmes les mieux adaptés aux besoins en perfectionnement des ingénieurs, gestionnaires, technologues, autres professionnels et diplômés de niveau collégial.

Visiez haut...
visez juste,

Optez dès maintenant pour le programme de formation continue qui répond le mieux aux besoins de l'industrie.

Dispensés par une équipe de professeurs constamment à l'affût des changements technologiques, de concert avec les meilleurs professionnels de l'industrie, ces cours du soir peuvent être suivis à titre d'étudiant libre ou encore déboucher sur l'obtention d'un baccalauréat par cumul. Ils vous permettent surtout d'obtenir des outils de travail concrets garants d'une formation qui se veut avant tout rigoureuse, réaliste et pratique.

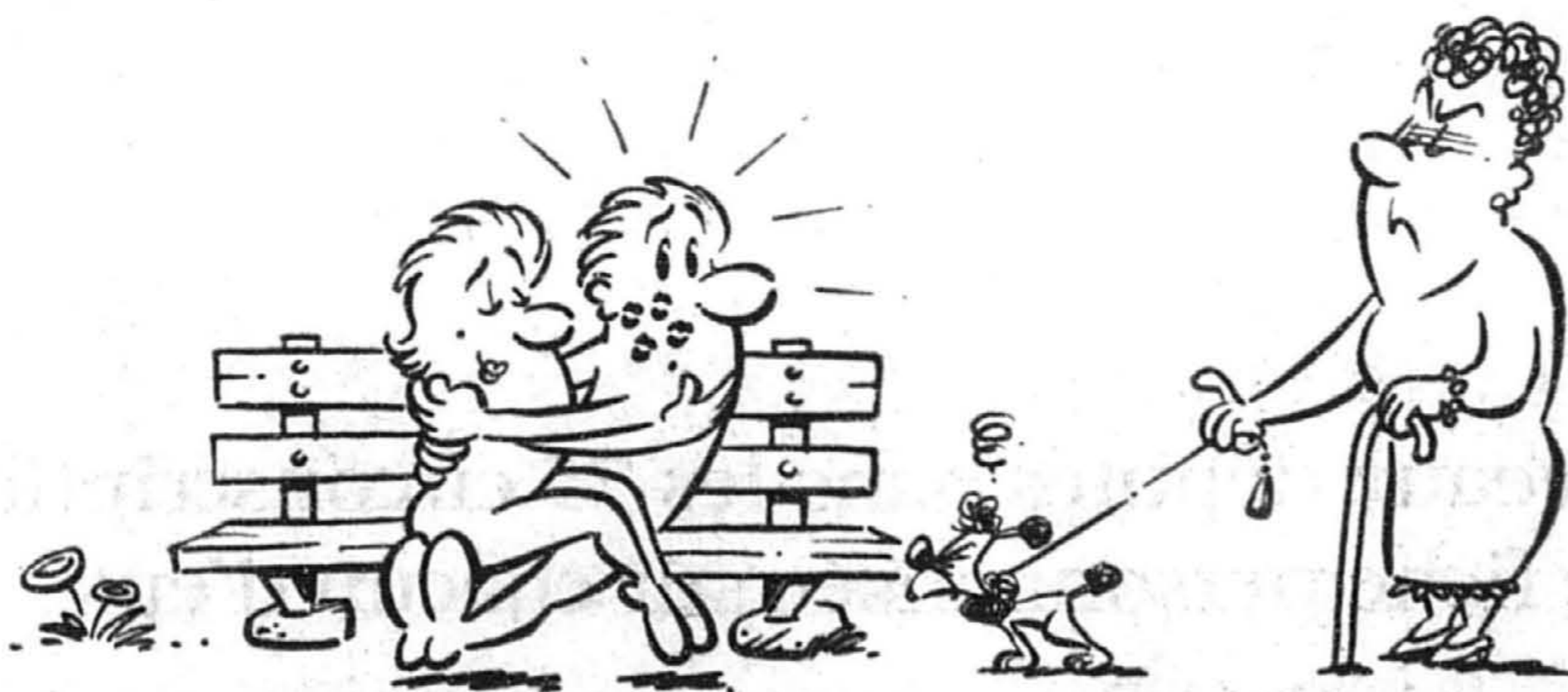
- Certificat en aéronautique
- Certificat en aéronautique avancée
- Certificat en commande de procédés industriels
- Certificat en design de fabrication
- Certificat en électricité du bâtiment
- Certificat en mécanique du bâtiment
- Certificat en technologies du bâtiment
- Certificat en géomatique
- Certificat en gestion de la prévention des incendies
- Certificat en technologie en prévention des incendies
- Certificat de technologies avancées en prévention des incendies
- Certificat en sciences appliquées à la protection de l'environnement

ÉCOLE
POLYTECHNIQUE
MONTRÉAL

Pour informations
Centre de formation continue
École Polytechnique de Montréal
Téléphone : (514) 340-4700
Télécopieur : (514) 340-4169
Web : www.polymtl.ca

Courrier électronique :
Sepep.Certificat@Courrier.PolyMtl.CA
Périodes d'admission
Session hiver : OCTOBRE-NOVEMBRE
Session automne : MAI-JUIN

240748



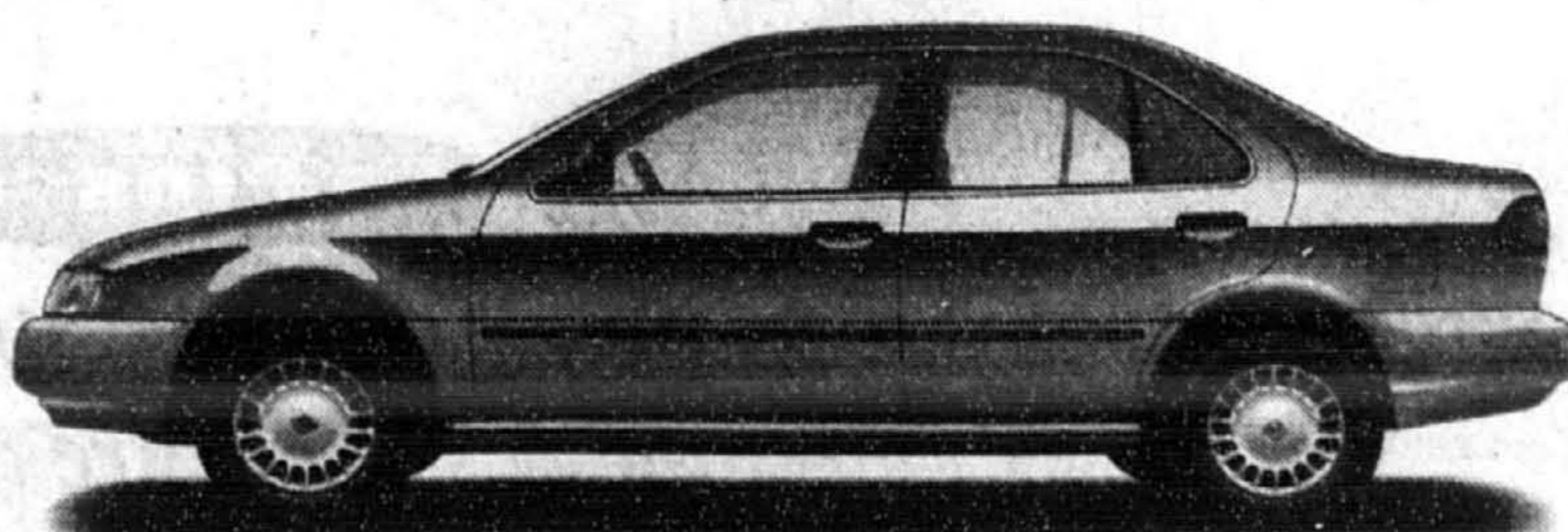
Des fois l'été, on est mieux en dedans.

3,8%

Taux de financement
exceptionnel sur tous les modèles
Sentra 4 portes 1997.

Votre sympathique
concessionnaire

NISSAN



Sentra 4 portes 1997

Les gens avisés lisent toujours les petits caractères et bouclent leur ceinture. *Offre valable pour un temps limité et sur une quantité limitée. Financement de 3,8% jusqu'à 48 mois disponible auprès de Nissan Canada Finance Inc. sous réserve d'approbation du crédit. Exemple : 10000 \$ à 3,8% d'intérêt annuel équivaut à 224,90 \$ par mois sur 48 mois. Coût total de l'emprunt : 795,20 \$ pour un total de 10 795,20 \$. Pour toute information, composez le 1 800 387-0122 (entre 8 h et 19 h).

250860

Élections

Tout sur les élections fédérales avec

La Presse

Plus de 30 journalistes assignés à la soirée des élections: reporters, chroniqueurs, analystes, éditorialistes, columnists

Lundi 2 juin

- Les dernières 24 heures de la campagne électorale
- Une page à conserver pour y écrire vos propres prédictions. Un espace sera prévu pour y écrire les résultats de la soirée

Mardi 3 juin

- Un cahier spécial de 20 pages grand format
- Tous les résultats au Québec et au Canada
- Entrevues, témoignages, réactions des gagnants et des perdants
- Carte couleur sur les résultats des 75 comtés du Québec

Mercredi 4 juin

- Qui sont les nouveaux députés dans les 75 circonscriptions du Québec? Une fiche personnalisée sur chacun d'eux
- Quelles seront les priorités du nouveau gouvernement?
- Que faudra-t-il attendre de la nouvelle opposition officielle?

Avec **La Presse**

vous serez mieux informé que quiconque sur l'issue du scrutin de lundi et ses conséquences sur notre avenir collectif, à l'aube de l'an 2000.

Protéger le français en brisant les ghettos ethniques

FRANÇOIS BERGER

C'est en diversifiant encore plus son immigration que le Québec peut le mieux protéger la langue française et assurer une meilleure intégration des immigrants à la société francophone, suggère une étude du ministère québécois des Relations avec les citoyens et de l'Immigration.

Intitulée *Immigration et langue* et datée de janvier dernier, l'étude note que là où il n'y pas de ghetto ethnique, la cohabitation est facilitée entre les immigrants et les Québécois francophones. Dans les quartiers de Montréal et de la banlieue où la multiethnicité est en hausse, c'est-à-dire où aucun groupe ethnique particulier ne domine et où les origines des habitants sont très diverses, l'usage du français est plus courant comme langue commune et les immigrants acceptent mieux les valeurs de la société québécoise, dit le document.

Ce n'était pas le cas dans les quartiers à forte concentration ethnique d'autrefois, selon l'étude qui cite le cas des immigrants italiens, qui ont formé un ghetto et ont adopté en majorité la langue anglaise. Les immigrants grecs et portugais se sont retrouvés dans une situation similaire.

Jusqu'au milieu des années 70, il est arrivé qu'un unique groupe ethnique (les Italiens) forme à lui seul le tiers de tous les immigrants dits allophones (de langue maternelle autre que française ou anglaise). Aujourd'hui, le groupe le plus nombreux chez les immigrants récents est celui des Arabes (16 % de tous les immigrants allophones) suivi des hispanophones (près de 16 % également) et des Chinois (10 %).

Les immigrants arrivés au cours des vingt dernières années « ont tendance à se disperser sur l'ensemble du territoire (de la région de Montréal) » dit l'étude en soulignant « la

formation de plus en plus nombreuse de quartiers multiethniques ». On donne les exemples des quartiers montréalais Mile-End, Côte-des-Neiges, Parc-Extension et Petite-Bourgogne, et de quartiers de banlieue à Saint-Laurent et Brossard.

Cette multiethnicité pourrait, suggère le document, « compenser la faible présence des francophones dans certains quartiers ». C'est-à-dire que la diversité ethnique aurait pour effet d'unir les immigrants autour de la langue commune, nécessité oblige, même si les francophones ne forment pas la majorité dans certains quartiers.

L'étude indique que les immigrants les plus récents (arrivés après 1976) ont adopté en majorité le français comme langue d'usage, contrairement à leurs prédécesseurs qui se sont plutôt anglicisés. Ce revirement, s'il a été favorisé par la diversité plus grande des origines ethniques, est en fait surtout attribuable à la loi 101 qui depuis 20 ans oblige

les enfants immigrants à fréquenter l'école en français, relève le document.

L'étude note d'autre part que le caractère confessionnel du système scolaire freine l'intégration des immigrants à la société québécoise. « Les enfants d'immigrants alimentent de plus en plus les écoles protestantes francophones », écrit l'auteur en se demandant si cela ne gêne pas l'intégration des immigrants à la communauté francophone, qui fréquente surtout l'école catholique.

« Il ne suffit pas à un jeune immigrant de savoir parler français pour être intégré à la communauté francophone; il faut qu'il ait des contacts avec cette communauté par le biais de ses professeurs et de ses amis », précise le document.

L'étude signale aussi que la moitié des jeunes allophones choisissent de fréquenter un cégep ou une université de langue anglaise, bien qu'ils aient fait leurs études primaires et secondaires en français.

Le français ne nuit pas aux investissements, dit Landry

Le ministre dénonce les libéraux et certains médias anglophones

Presse Canadienne QUÉBEC

C'est « tirer dans le dos de l'économie du Québec » de laisser croire que l'utilisation de la langue française au Québec nuit aux investissements, a soutenu hier le vice-premier ministre du Québec, Bernard Landry.

Ce dernier a accusé l'opposition libérale et certains médias d'information anglophones de jouer ce jeu, notamment le *Financial Post* de Toronto, qu'il a décrit comme « un des organes les plus rétrogrades et les plus anti-québécois de l'histoire du Canada ».

Le 19 mai dernier, ce journal avait rapporté que lors d'une rencontre avec des industriels allemands, ces derniers auraient été offensés de ce qu'un fonctionnaire québécois se soit exprimé en français devant eux. Cet « accroc » de parler français aurait nui aux perspectives allemandes d'investir au Québec, selon le *Financial Post*. Ce point de vue

qui a été repris dans deux quotidiens anglophones, *The Globe and Mail* et *The Gazette*, a raconté le député péquiste de Marguerite-d'Youville, François Beaulne, qui a soulevé la question hier à l'Assemblée nationale.

M. Landry a rendu publique une lettre transmise par Uwe Harnack, président de la Chambre canadienne-allemande de commerce, qui affirme au contraire que « les entreprises allemandes investissent dans de nombreuses régions du globe, quelle que soit la langue qui est parlée dans le pays ».

Le chef de l'opposition libérale, Daniel Johnson, a soutenu pour sa part que le fait d'avoir parlé en français devant des investisseurs allemands a été interprété comme « un geste inamical ».

La délégation allemande composée de 15 hommes d'affaires est venue en Ontario et au Québec pour une mission de trois jours au début de mai, à l'instigation de la Fédération des industries allemandes.

Nettoyage de fournaies et de conduits

Offre pour la maison au complet valable une semaine seulement!

\$199 maison au complet*

Inclus : conduits principaux, nombre illimité de bouches; nettoyage de fournaie, ventilateur compris.

Avantages :

- Le nettoyage de conduits contribue à soulager les symptômes d'allergie, l'asthme et les problèmes respiratoires en éliminant les irritants en suspension dans l'air, comme la saleté, la poussière, les fragments de poil ou de plumes et le pollen.

Méthode :

- Nos appareils industriels brevetés aspirent la poussière des conduits et des bouches d'aération et les nettoient à fond.
- Nous utilisons de puissants filtres HEPA qui emprisonnent des particules aussi minuscules que le 1/300^e d'un cheveu humain et filtrent à 99,97 % la poussière et la saleté.



services à domicile



APPELEZ DU LUNDI AU SAMEDI, DE 8 H À 18 H
 Montréal (514) 339-5420
 Sherbrooke (819) 820-1417
 Drummondville/Victoriaville . . (819) 474-8007
 Trois-Rivières (819) 378-8480

*Pour systèmes de chauffage simples. Frais additionnels pour serpentins de climatiseur et portes d'accès, s'il y a lieu. Services résidentiels seulement. Offre valable jusqu'au 31 mai 1997.

© Copyright 1997 Compagnie de la Baie d'Hudson

UNE SEMAINE SEULEMENT!

JUSQU'À
40 %
 DE RABAIS
 SUR NETTOYAGE DE MOQUETTES

Notre service 4 étoiles : une garantie de satisfaction à coup sûr!

- Nos puissants appareils à la vapeur nettoient vos moquettes à fond et leur rendent toute leur fraîcheur.
- Nos spécialistes apportent un soin particulier au nettoyage des taches rebelles et des endroits plus passants.
- Nous déplaçons et remettons en place la plupart des meubles pour pouvoir nettoyer dans tous les coins.
- Nous vous fixons un rendez-vous qui vous convient. Nous travaillons même le samedi et le dimanche.

Nous vous recommandons la MÉTHODE DE NETTOYAGE DE LUXE EN 2 ÉTAPES pour les moquettes qui n'ont pas été nettoyées professionnellement depuis au moins 12 mois. Seulement 10 \$ de plus par pièce.

20 %
 DE RABAIS
 SUR NETTOYAGE DE MEUBLES

Nos méthodes de nettoyage sont adaptées à chaque tissu, pour de meilleurs résultats. Frais supplémentaires pour le nettoyage à sec, les coussins non attenants, le coton haïtien et les meubles modulaires.

40 %
 DE RABAIS
 SUR NETTOYAGE DE CONDUITS DE VENTILATION PRINCIPAUX

Nous améliorons le rendement des fournaies et contribuons à soulager les symptômes d'allergie, l'asthme et les problèmes respiratoires en éliminant les irritants en suspension dans l'air, comme la saleté, la poussière, les fragments de poil ou de plumes et le pollen.



Copyright 1997 Compagnie de la Baie d'Hudson



29 \$
 2 PIÈCES ET UN VESTIBULE nettoyés à la vapeur
 Notre prix ord. : 51 \$

49 \$
 4 PIÈCES ET UN VESTIBULE nettoyés à la vapeur
 Notre prix ord. : 67 \$

59 \$
 5 PIÈCES ET UN VESTIBULE nettoyés à la vapeur
 Notre prix ord. : 80 \$



55,20 \$
 CANAPÉ ET FAUTEUIL nettoyés à la vapeur
 Notre prix ord. : 69 \$

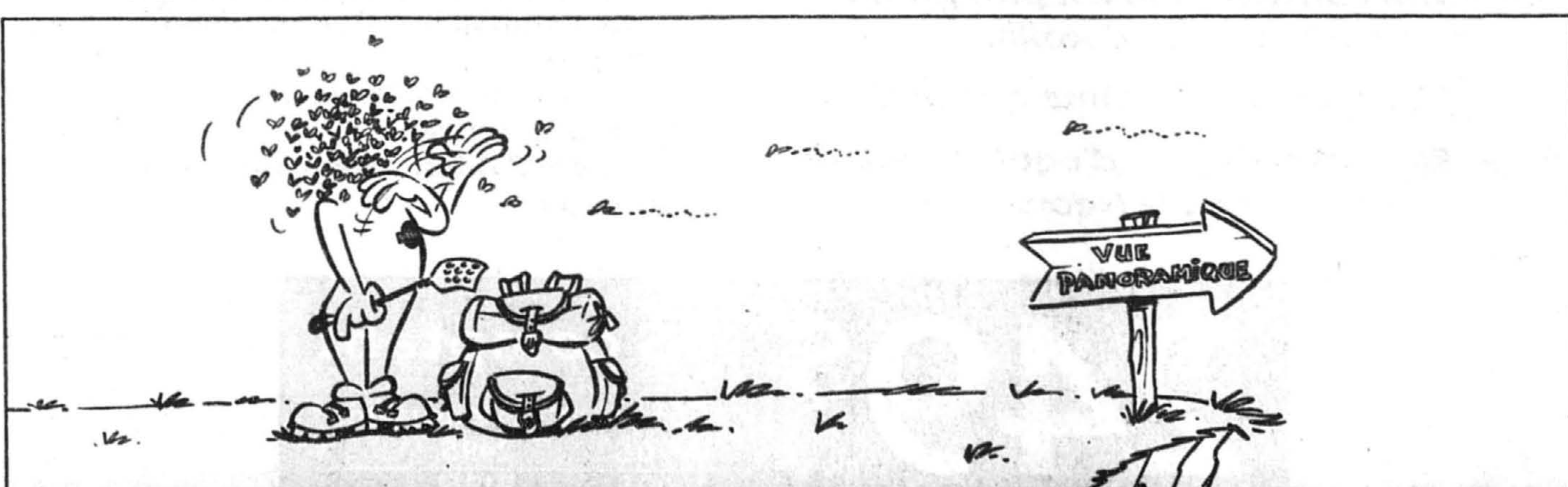


23,40 \$
 PAR CONDUIT PRINCIPAL
 Notre prix ord. : 39 \$ plus 6,99 \$ par conduit

APPELEZ DU LUNDI AU SAMEDI ENTRE 8 H ET 18 H

Montréal (514) 339-5420
 Sherbrooke (819) 820-1417
 Trois-Rivières . . . (819) 378-8480
 Drummondville/
 Victoriaville (819) 474-8007

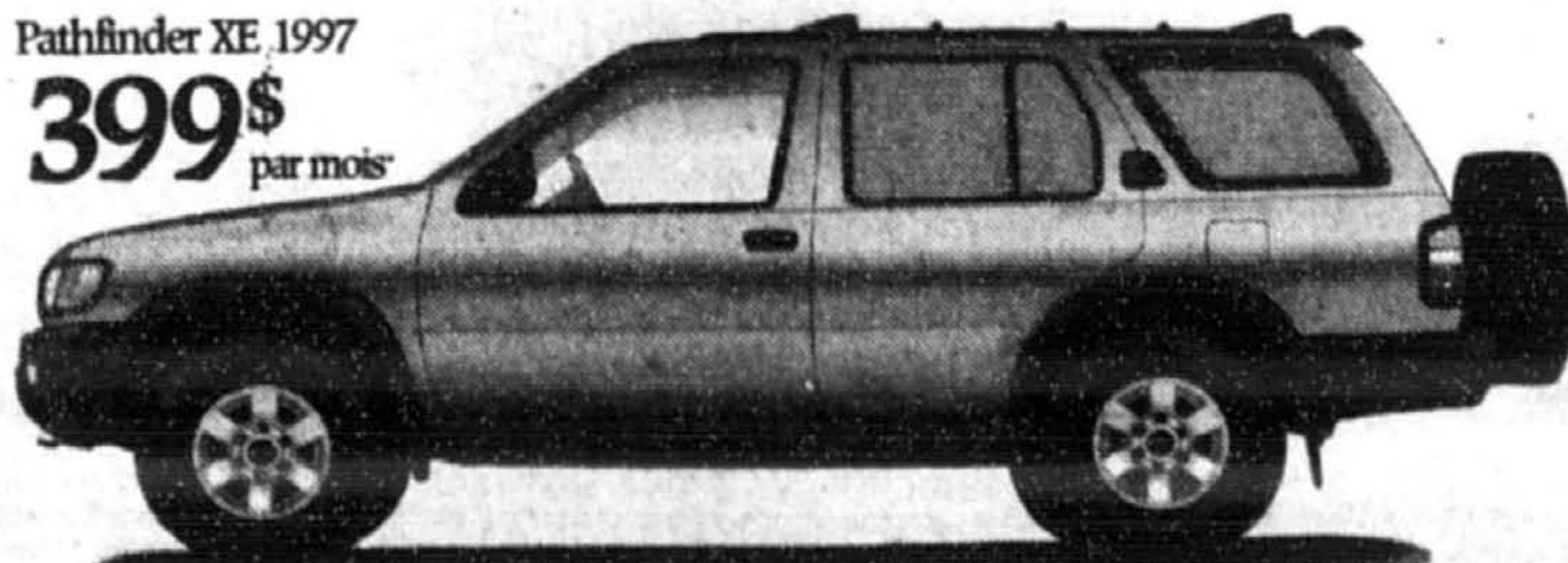
Traitement de protection des fibres offert moyennant des frais additionnels. Renseignez-vous sur notre troussage de détachage "Stain-shedder". Le vestibule est limité à 10 pieds linéaires et doit être alternant. Service de camion-usine moyennant 5 \$ additionnels par pièce. Les pièces de plus de 200 pieds carrés comptent pour 2 pièces ou plus. Les offres expirent le 7 juin 1997.



Des fois l'été, on est mieux en dedans.

acompte	Mensualité
0\$	539\$
1995\$	449\$
2995\$	399\$

Pathfinder XE 1997
399\$ par mois



Location de 24 mois. Boîte automatique, V6 de 3.3 l, climatiseur, antivol, télécommande verrouillage/déverrouillage des portes, freins ABS, transport et préparation inclus.



Les gens avisés lisent toujours les petits caractères et bouclent leur ceinture. *Location de 24 mois, basée sur un taux d'intérêt de 6,8 %, pour un Pathfinder XE 1997 avec boîte automatique et ensemble commandes électriques et agrément. Taxes, immatriculation et assurances en sus. Acompte de 2995 \$ ou échange équivalent, premier versement et dépôt de garantie de 475 \$ requis à la livraison. Limite de 40 000 km. Frais de 8 cents du kilomètre excédentaire. Sur approbation de crédit par NCFI. Pour toute information, composez le 1 800 387-0122 (entre 8 h et 19 h).

**Aussi spacieuse soit-elle,
il y a une chose que
vous devrez laisser derrière vous...**



... la compétition.

C'est pas juste une 4 portes. C'est une Sunfire 4 portes.

*Son coffre arrière est plus grand
que celui de la Corolla.*

Elle est plus puissante que la Civic.

*Elle possède plus d'équipement de
sécurité que la Neon.*

Ce n'est pas tout! Elle possède aussi:

- la boîte automatique électronique à 4 vitesses
- la radiocassette AM-FM stéréo
- la traction asservie
- les sacs gonflables, côtés conducteur et passager

249\$
/mois*
Location 36 mois

0\$ comptant

Comptant**	Mensualités
0\$	249\$
1200\$	219\$
2200\$	189\$



LA PASSION DE CONDUIRE.

L'Association marketing des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec. *Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules de base neufs 1997 en stock comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Location pour fins personnelles seulement. Photo à titre indicatif. Paiements mensuels basés sur un bail de 36 mois avec ou sans versement initial (ou échange équivalent) (voir tableau). Sujet à l'approbation du crédit. ** Première mensualité et dépôt remboursable de 300\$ exigés à la livraison. Préparation incluse. Transport (620\$), immatriculation, assurances et taxes en sus. Frais de 8¢ du kilomètre après 60 000 km. †L'Assistance Routière et la Garantie GM TOTAL™ sont offertes sur tous les véhicules GM neufs pour une durée de 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. †† Rabais aux diplômés taxable et accordé selon les critères établis par le manufacturier. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.



La condamnation de Martin Labelle confirmée en appel

YVES BOISVERT

La Cour d'appel du Québec, dans un jugement unanime, a confirmé en tous points la condamnation pour trois meurtres prémédités de Martin Labelle, mais a réduit sa période d'inadmissibilité à une libération conditionnelle.

Le 10 mai 1992, dans la nuit, Labelle, qui n'a alors que 14 ans, abat à coups de carabine ses parents puis son grand frère. Il planifiait le meurtre de ses parents depuis plu-

sieurs mois et en avait parlé à des amis, qui ne le prenaient pas au sérieux. Labelle disait que ses parents étaient « toujours sur son dos » et lui « tapaient sur les nerfs ». Arrêté immédiatement, il n'a manifesté aucun remords et a au contraire paru soulagé.

Au procès, l'adolescent a plaidé la folie. Les psychiatres se sont opposés. Le jury a retenu la thèse du psychiatre du ministère public, selon qui Labelle souffre de graves troubles de la personnalité de type

narcissique, mais pas au point de perdre le contact avec la réalité. Il savait ce qu'il faisait.

Le 7 décembre 1994, le jeune homme a été condamné pour meurtre prémédité de ses parents et meurtre non prémédité de son frère (rien n'indiquant qu'il avait à l'avance prévu l'abattre dans son scénario).

Le juge Michel Proulx, de la Cour d'appel (avec qui sont d'accord les juges Pierre Michaud et Michel Robert), a passé en revue

le procès présidé par le juge Jerry Zigman, de la Cour supérieure, et n'y voit aucune faille notable. Il voit même dans le verdict la preuve que le jury a fort bien compris les directives et la différence entre un meurtre prémédité (au premier degré) et non prémédité (au second degré).

La condamnation à l'emprisonnement à vie est maintenue. Mais comme, depuis le procès, la loi a été modifiée de façon à fixer au maximum à sept ans la période d'inadmissibilité à une libération

conditionnelle d'un mineur jugé chez les adultes pour meurtre, la Cour est obligée de faire bénéficier Labelle de cette mesure. La Cour annule donc l'ordonnance de maintenir la détention pour au moins dix ans. Et, comme dans les circonstances, le traitement psychiatrique prendra fin en 1998, et qu'après Labelle devrait se rendre en pénitencier, le juge Proulx fixe à six ans la période d'inadmissibilité. Labelle pourrait donc recouvrer partiellement sa liberté l'an prochain à la fin de son traitement.

McDonald's renonce à servir ses clients en 55 secondes

Associated Press
NEW YORK

Satisfait ou remboursé. Après les Big Mac à 55 cents, McDonald's comptait garantir à ses clients américains un service en 55 secondes. Mais les franchisés de la chaîne de fast-foods ont refusé en bloc cette « innovation », qui les aurait contraint à des courses encore plus effrénées entre le comptoir et la cuisine de leurs restaurants, a rapporté hier le Wall Street Journal.

La proposition était simple : si la commande n'était pas préparée dans les 55 secondes réglementaires, le client recevait des coupons pour obtenir des sandwiches gratuits.

Mais les franchisés se sont prononcés par référendum contre cette idée, qui aurait écorné leurs bénéfices et risqué de les brouiller avec certains de leurs clients.

S'inclinant démocratiquement devant la décision de la majorité, Robert Doran, le vice-président de McDonald's, a annoncé l'abandon de cette idée. « Aucune campagne de marketing ne peut marcher si les forces vives d'un système sont clairement contre elles », a-t-il constaté avec philosophie.

Pour McDonald's, le coup est rude. La campagne de publicité nationale était déjà prête.

Obtenez jusqu'à 60\$ de remise

sur un ensemble de 4 pneus Goodyear

Faites vite!

Ces remises sont offertes du 19 mai au 7 juin!

REMISE DE 15\$ par pneu

EAGLE AQUATRED

Pneu haute performance doté d'Aquacanaux jumelés.

WRANGLER AQUATRED

La technologie Aquacanal pour camionnettes et 4 x 4.

AQUATRED II

Notre meilleur toutes saisons doté d'un Aquacanal.

EAGLE GA

Pneu de performance à roulement doux.

EAGLE RS-A

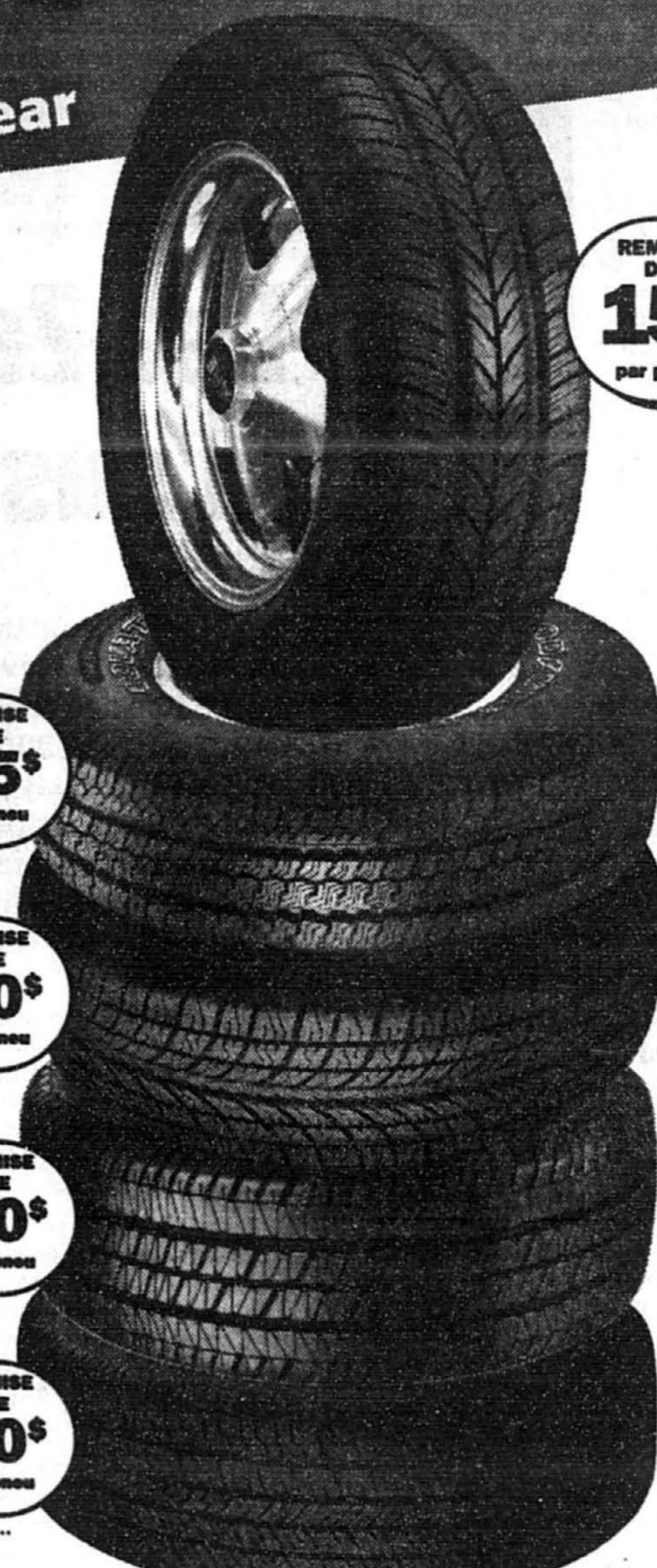
Radial toutes saisons de performance supérieure.

REMISE DE 15\$ par pneu

REMISE DE 10\$ par pneu

REMISE DE 10\$ par pneu

REMISE DE 10\$ par pneu



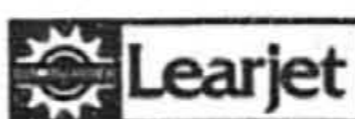
un LEARJET pour un mois

PARTICIPEZ ET COUREZ LA CHANCE DE GAGNER UN LEARJET POUR UN MOIS ET 15 NUITÉES DANS UN HÔTEL SHERATON IIT. Aucun achat requis. Tous les détails chez les marchands participants. La promotion LEARJET se termine le 31 décembre 1997.

MECHANTE LIBERTÉ

DOUBLEZ vos milles Air Miles à l'achat des pneus suivants:

Tous les pneus de performance EAGLE, INFINITRED, AQUATRED II, INTREPID, WRANGLER AT/S



GOODYEAR

Collectionnez des milles aériens Air Miles à l'achat de pneus Goodyear et de services automobiles. Les prix peuvent varier sans préavis. Chez les détaillants participants.

MONTRÉAL

Pneus Touchette
8910, boul. St-Laurent
Montréal - 381-1846

Gordon's Goodyear
2125, boul. Cavendish
Montréal - 481-7771

Centre Goodyear
9170, rue Sherbrooke Est
Montréal - 352-2662

Service de Pneus Salois
9970, rue des Récollets
Montréal-Nord - 321-7511

Centre Goodyear
9255, rue Lacordaire
St-Léonard - 325-3280

Centre Goodyear
11, boul. de Maisonneuve Est
Montréal - 849-8031

Bonne Route
5750, Côte-de-Liesse
Montréal - 731-6471

Bonne Route
2615, rue Ontario Est
Montréal - 527-8364

Bonne Route
5135, rue Papineau
Montréal - 527-9854

Bonne Route
10220, boul. St-Laurent
Montréal - 381-2591

Centre Goodyear
1755, rue Grenet
St-Laurent - 748-0103

Centre Goodyear
1250, boul. Labelle
Laval - 688-3575

Bonne Route
580, boul. St-Martin Ouest
Laval - 668-2400

Les Pneus Bernard
733, boul. Laurier
St-Hilaire - 467-3688
3350, boul. Laurier
St-Hyacinthe - 773-1313

Goodyear Service de Pneus Autocam
2775, route Marie-Victorin
Tracy - 743-2711

Pneus Ovila Bernard
1015, rue Principale
Granby - 378-7968

Goodyear Longueuil
85, boul. Ste-Foy
Longueuil - 679-5250

Centre Goodyear Gabriel Langlois Inc.
5280, Route 132
Ste-Catherine - 635-1869

Goodyear Châteauguay
104, boul. d'Anjou
Châteauguay - 691-3807

Les Pneus Mont-Bruno
610, boul. Clairevue Ouest
St-Bruno - 461-0373

Les Pneus Robert Bernard
965, boul. Périgny
Chambly - 658-1342

Centre du Pneu Radial La Prairie Inc.
430, boul. Taschereau
La Prairie - 659-1994

VALLEYFIELD

Centre Goodyear
3000, boul. Mgr Langlois
Valleyfield - 377-3313

SHERBROOKE

Centre Goodyear
(819) 346-5283
(819) 569-9288

Ligne rencontre

CKOI La Presse
96.9 FM



une façon
EXCITANTE
de rencontrer
les gens de 18-34.

GRATUIT

Annnonce vocale
Publication dans le cahier
Sortir de La Presse
chaque jeudi

Pour les femmes
le service tête-à-tête
est toujours sans frais

appelez
285-CKOI
2 5 6 4

HEURES JOYEUSES
De 20h00 à 22h00
les hommes utilisent
gratuitement
les 5 premières minutes
du tête-à-tête chaque jour.
Pour un temps limité.

RÉPONDEZ

aux annonces publiées
dans le cahier Sortir
de La Presse

écoutez les centaines
de profils personnels
se trouvant au

1 900 870-CKOI
2 5 6 4

Pour laisser un message dans une autre boîte
vocale ou pour écouter vos messages en attente,
des frais de 1,98\$ la minute seront portés à votre
compte de téléphone.

NOTE: Ce service est offert 24 heures sur 24
et s'adresse aux 18 ans et plus

Monde

L'EXPRESS
INTERNATIONAL



POLOGNE

Walesa journaliste

L'ancien président polonais Lech Walesa a fait vendre ses débuts de commentateur politique en expliquant pourquoi il avait voté « non » au référendum constitutionnel, dans les colonnes de l'hebdomadaire *Gazeta Gdanska*. « Je ne me prends pas pour un professeur de droit constitutionnel, observe l'ancien syndicaliste. Mais je sais ce que pense Lech Walesa; dans ce domaine je fais autorité au niveau mondial. Je me suis toujours considéré comme partisan d'un système présidentiel », poursuit-il pour justifier son opposition à la nouvelle Constitution. « Or, celle-ci confirme un régime parlementaire. » Par ailleurs, Lech Walesa révèle s'être « effondré » en apprenant que le nombre des « oui » et celui des « non » étaient presque égaux. Mais c'est le chiffre des abstentions qui a été « le plus tragique », écrit-il.



Lech
Walesa

d'après AFP

SYRIE

Casques bleus

Deux casques bleus autrichiens ont été tués par balles hier dans des circonstances encore inconnues alors qu'ils patrouillaient sur le plateau du Golan occupé par Israël, a annoncé un porte-parole de l'ONU. « Une enquête est en cours pour déterminer la cause » de la fusillade, a expliqué un porte-parole des observateurs de l'ONU. Environ 1000 soldats originaires d'Autriche, du Canada, du Japon et de Pologne sont déployés depuis 1973 sur le plateau du Golan, pour contrôler l'application du cessez-le-feu signé par Israël et la Syrie.

d'après AP

IRAN

Khatami averti

L'aile dure du régime iranien a averti hier le président élu Mohammad Khatami qu'il ne devait pas s'éloigner des principes de la Révolution islamique de 1979 avec une politique trop modérée. L'influent religieux fondamentaliste Ahmad Janati a appelé Khatami, élu le 23 mai à la présidence, à être attentif « d'abord à Dieu, puis au Guide (de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei) et enfin aux demandes des électeurs ». « Ceux-ci ont des exigences diverses qui doivent être satisfaites dans les limites de l'islam et de la révolution », a déclaré le religieux dans son sermon du vendredi à la mosquée de l'Université de Téhéran. Khatami avait fait de la liberté individuelle, de l'État de droit et d'une ouverture vers l'étranger les principaux thèmes de sa campagne électorale.

d'après AFP

CUBA

Mise en garde

Cuba a entrepris d'alerter les pays de l'Union européenne (UE) sur des projets de loi américains visant à durcir la loi Helms-Burton et qui sont en contradiction avec l'accord conclu au mois d'avril entre Washington et Bruxelles. Le ministre cubain des Relations extérieures a convoqué pour jeudi et vendredi les ambassadeurs des quinze pour les informer de la préoccupation de La Havane, a indiqué hier Ricardo Alarcon, président de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire (ANPP, parlement) au cours d'une conférence de presse organisée spécialement. Cuba alertera également l'ONU contre ces projets législatifs.

d'après AFP

Algérie: la terreur hante le scrutin

L'État veut prouver que la page du « terrorisme » est tournée

BOUBKER BELKADI

de l'Agence France-Presse, ALGER

Le pouvoir algérien, en organisant des élections législatives, le 5 juin prochain, veut démontrer à l'opinion internationale que la page noire du « terrorisme » est en passe d'être tournée.

Lors d'un discours à Ghardaïa (sud), début mai, avant l'ouverture de la campagne électorale, le président Liamine Zéroual a réaffirmé que « le terrorisme a perdu la bataille » en Algérie et que les élections législatives allaient ramener la stabilité et la paix.

Il a également assuré que toutes les mesures seraient prises pour un déroulement du scrutin dans le calme et la sécurité des électeurs et des candidats.

Le jour même du massacre de 93 personnes à Bougara (25 km au

sud-ouest d'Alger), le 22 avril dernier, le chef du gouvernement Ahmed Ouyahia avait déclaré qu'il ne subsistait en Algérie que « des résidus du terrorisme ». Selon lui, les « terroristes » — terme désignant les islamistes armés — traqués par les services de sécurité, n'avaient plus comme recours qu'une fuite en avant dans l'horreur pour affirmer leur existence.

Depuis le début de la campagne électorale, le 15 mai, aucun incident n'a été signalé lors des dizaines de meetings organisés par la

quarantaine de partis en lice.

Seul attentat directement lié à cette élection, l'attaque à la voiture piégée, le 23 mai à Tlemcen (ouest), contre un hôtel abritant des membres d'une commission de surveillance des élections. Cette attaque, survenue en même temps qu'un autre attentat dans un quartier populaire de cette ville, avait fait sept morts, selon un bilan officiel.

Voulant montrer au monde entier sa volonté d'asseoir la démocratie en Algérie et sa capacité à contrôler la situation, le gouvernement a fait appel aux observateurs internationaux de l'ONU, de la Ligue arabe et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) pour superviser les législatives.

Les autorités veulent pour preuve de cette « fin du terrorisme », le regain d'intérêt manifesté par les

investisseurs étrangers, dans les domaines pétrolier, minier, pharmaceutique et même touristique, et font état de la signature de nombreux contrats de partenariat.

Autre signe d'un possible changement d'attitude de l'opinion internationale, la prise de position de pays occidentaux contre les islamistes algériens réfugiés sur leurs territoires et accusés d'être les artisans de la violence en Algérie et dans des pays européens.

L'Algérie qui défend, depuis plusieurs années, la thèse selon laquelle le « terrorisme » est un phénomène international, non spécifique à l'Algérie, s'est félicité de cette position, la considérant comme une reconnaissance de la justesse de sa lutte contre les islamistes armés.

Des Zaïrois dénoncent à Montréal la suspension des droits sous Kabila

GILLES PAQUIN

Révoltés de voir Laurent-Désiré Kabila suivre les traces de l'ancien dictateur du Zaïre, quelque 200 ressortissants de ce pays ont dénoncé hier la suspension des droits démocratiques décrétée mardi par le nouveau régime.

Les manifestants qui scandaient des slogans anti-Kabila ont emprunté les rues du centre-ville pour se rendre devant les consulats des États-Unis et d'Afrique du Sud afin de réclamer la suspension des relations avec Kinshasa.

Parmi la foule se trouvaient des étudiants, des réfugiés et des représentants de différentes formations d'opposition maintenant interdites au Congo, dont l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) d'Étienne Tshisekedi.

Selon Kadari Mwene-Kabyana de l'UDPS, ces deux gouvernements et celui du Canada doivent exercer des pressions sur les nouvelles autorités du pays pour qu'elles rétablissent les libertés et les institutions démocratiques.

« Nous déplorons le silence des gouvernements du Canada, des États-Unis et d'Afrique du Sud devant les violations massives et quotidiennes des droits humains au Congo (ex-Zaïre) », écrit-il dans un communiqué transmis aux diplomates.

Le texte accuse Ottawa, Washington et Pretoria de se faire complices de ces violations en reconnaissant le régime de facto de Kabila. Kabila fait exactement ce qu'a fait Mobutu en 1965, ajoutent



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

Quelque 200 résidents zaïrois sont descendus dans la rue hier à Montréal pour manifester leur opposition au régime du président Kabila.

ses auteurs, il suspend les libertés et reporte les élections à plus tard.

Selon Tshibuy Mulay Diany, la paix sociale au Congo passe par le respect des résolutions adoptées lors de la conférence nationale tenue à Kinshasa en vue d'élaborer une nouvelle constitution.

« Mobutu n'a jamais respecté ces résolutions et Kabila s'approprié à faire de même. Les deux hommes mènent le même combat », dit Mwene-Kabyana.

Selon les manifestants, le gouvernement de Kabila compte plusieurs ministres d'origine rwandaise dont le numéro deux du régime Deogratias Bugera, le ministre des Affaires étrangères et le ministre de l'Éducation.

Des partisans de Tshisekedi ont également défilés hier dans les rues de Kinshasa en accusant Kabila de vendre son pays aux étrangers. Les militaires qui avaient dispersé la

foule avec violence mercredi ne sont pas intervenus cette fois même si les manifestations sont interdites.

Partis de la gare centrale, le cortège des manifestants a rallié le centre-ville derrière une banderole sur laquelle on pouvait lire : « Tshisekedi est notre homme. » Une référence au chef de file de l'opposition radicale, tenu à l'écart par le nouveau pouvoir.

REPÈRES / France

Devant un choix de société

MICHEL CONRATH

de l'Agence France-Presse, PARIS

Les Français sont appelés à faire demain un choix de société entre un socialisme renoué incarné par Lionel Jospin et un libéralisme tempéré de préoccupations sociales présenté in extremis avant le deuxième tour des élections législatives par le nouveau chef de file de la droite, Philippe Séguin.

Une victoire de la gauche pronostiquée par les derniers sondages se traduirait par une forme de « cohabitation » politique inédite, avec un président de droite et un chef du gouvernement de gauche.

« La gauche sent le parfum d'une victoire dont elle hésite à préparer la fête », titrait hier le quotidien *Le Monde*.

Jospin a affirmé que la France

était « au bord d'un événement qui va stupéfier l'Europe », lors d'un dernier grand meeting jeudi soir. « C'est le cours, l'équilibre de l'Europe qui va être modifié si nous l'emportons, après la victoire de nos amis travaillistes britanniques », a-t-il estimé.

Pour tenter de remonter leur handicap, les dirigeants de la majorité sortante ont proposé un nouveau « pacte de confiance » aux Français, fustigeant la gauche et son programme dirigiste.

Après leur sévère échec du 1er tour et le « hara-kiri » immédiat du Premier ministre gaulliste Alain Juppé, les dirigeants de la droite ont confié leurs chances à un tandem inattendu.

Sous l'impulsion du président Jacques Chirac, ils ont intronisé nouveau chef de campagne le « gaulliste social » et « euro-prudent » Philippe Séguin, le désignant à l'opinion comme le futur

Premier ministre en cas de victoire. Il est flanqué d'un « ultra-libéral », l'ancien ministre des Finances Alain Madelin, un « mariage de la carpe et du lapin » selon l'opposition.

Président de l'Assemblée nationale sortante, Séguin (54 ans) offre une image à l'opposé de celle de l'impopulaire Juppé. Ce bon vivant né en Tunisie, au large sourire mais aux colères célèbres, plaide pour une troisième voie entre libéralisme et socialisme. Selon lui, « les Français veulent une priorité absolue à la lutte contre le chômage », « une Europe démocratique qui ait l'emploi au cœur ».

Le pari de Chirac pour se doter d'une majorité stable de droite pendant les cinq prochaines années avait viré au cauchemar au soir du 25 mai, la coalition sortante RPR-UDF accusant quatre points de retard sur la gauche avec seulement 36,1 % des suffrages exprimés.

À l'inverse, la gauche a regagné neuf points (40,2 %) par rapport à ses résultats calamiteux de 1993. Confiant dans ses chances de victoire, M. Jospin prépare déjà la constitution d'un gouvernement qui sera, a-t-il dit, « ramassé », ce qui est « gage d'efficacité et de cohérence » selon lui.

Le PCF a indiqué qu'en cas de victoire de la gauche, il déciderait par une « large consultation » de ses militants lundi de participer au nouveau gouvernement ou de seulement le soutenir.

La droite devra subir le handicap de 75 élections triangulaires avec la gauche et le Front national (FN, extrême droite) de Jean-Marie Le Pen, qui risquent de lui coûter une cinquantaine de sièges.

Le second tour devrait aussi voir l'élection des premiers députés écologistes français, conséquence d'un accord conclu entre les Verts et le PS.

ON REDOUBLE D'EFFORTS
MERCI
DE REDOUBLER DE PATIENCE

Pour mieux traverser l'été

Un cahier spécial sur les
travaux routiers à ne pas
manquer samedi prochain
dans

La Presse

Monde

Les étrangers sont sur leur départ en Sierra Leone

Associated Press
FREETOWN

Tandis que 843 ressortissants étrangers étaient évacués de Sierra Leone par des hélicoptères américains, l'ambassade des États-Unis à Freetown a cessé hier ses activités en raison de la « grave détérioration de la situation ».

Qualifiant cette fermeture de « mesure temporaire », la chargée d'affaires Ann Wright a déclaré qu'elle espérait voir « la situation s'améliorer en matière de sécurité pour que nous puissions revenir dans un pays où règnent le calme et la paix ».

Les 10 hélicoptères des marines avaient atterri en début de matinée à Freetown pour procéder à l'évacuation des 200 à 300 ressortissants américains présents dans la capitale sierra-léonaise, quatre jours après le coup d'État militaire qui a renversé le régime du président Ahmed Tejan Kabbah.

En fait, les militaires américains ont également transféré vers le navire amphibie « USS Kearsarge », qui mouille à environ 20 milles (32km) au large de la Sierra Leone, des ressortissants d'autres nationalités. Des centaines d'autres, massés devant l'hôtel de front de mer de Freetown où avaient lieu les évacuations, n'ont pas eu cette chance et devront patienter.

« Nous sommes désolés de n'avoir pu accepter à bord tous les candidats au départ », a concédé

M^{me} Wright avant de prendre place dans le dernier hélicoptère à destination de l'« USS Kearsarge ». « Nous espérons que nous avons pu récupérer ceux qui n'ont plus de moyens de subsistance ici », a-t-elle ajouté.

Des quelque 80 Français sur place, 40 ont déjà été évacués, a de son côté assuré le Quai d'Orsay.

Les hélicoptères américains avaient atterri en dépit de l'annonce par les rebelles de la fermeture des frontières et l'interdiction de survol de l'espace aérien. Les vols intérieurs ont été également interdits. Michael Byers a précisé qu'aucune résistance à l'évacuation des étrangers n'avait été signalée.

Tôt vendredi, un avion transportant 396 étrangers évacués de Sierra Leone avait atterri sur l'aéroport de Gatwick, à Londres. Le Boeing 747 était affrété par le Foreign Office. Parmi les passagers se trouvaient 200 Britanniques. Les autres étaient Australiens, Canadiens et d'autres nationalités.

La quasi-totalité des organisations humanitaires ont quitté les lieux.



Un enfant en larmes descend d'un hélicoptère dans les bras d'un marin américain lors d'une opération d'évacuation des populations étrangères en Sierra Leone.

Manifestations contre l'ETA

Plusieurs milliers d'Espagnols ont manifesté hier dans tout le pays pour exiger la libération des deux otages séquestrés par l'organisation indépendantiste basque ETA depuis respectivement 500 et 200 jours.

Il s'agit de José Antonio Ortega Lara, un gardien de prison de 39 ans, et Cosme Delclaux, un avocat basque de 34 ans, enlevés par l'ETA les 17 janvier et 12 novembre 1996. Quelque 3000 personnes ont défilé devant le ministère de l'Économie à Madrid.



HIER À BOISCHATEL. DEMAIN À BROMONT.

Et toujours, un bon lit douillet à la fin de la journée ! Après un 18 trous éprouvant, il n'y a rien de mieux qu'une chambre confortable, tranquille et bien située pour récupérer et ainsi, mieux performer le lendemain. C'est exactement ce que nous avons à offrir.

Dans tous nos établissements, vous retrouverez toujours la même formule.

Confort, calme, qualité et accueil chaleureux. Satisfaction garantie. Rien de plus, rien de moins !

Pas étonnant que des milliers de Québécois séjournent chaque été dans nos 40 établissements répartis à la grandeur du Québec. Après tout, nous sommes le plus grand réseau hôtelier au pays !

Peu importe vos projets de loisirs ou de vacances cet été, réservez votre chambre ou votre suite avant de partir !

Le réseau de tout repos



Téléphonez dès maintenant au
1 800 BO-REVES
(1 800 267-3837)
Tarifs spéciaux pour groupes

Dès le 1^{er} juin 1997, vous pourriez GAGNER une Ford Windstar ! Tous les détails à la réception des établissements participants.



31 MAI - 1^{er} JUIN
ÉVÈNEMENT

ecco

À ne pas manquer



*CADEAU
À L'ACHAT
D'UNE PAIRE
HOMME
OU FEMME

PRÉSENCE
DU
CONSEILLER
TECHNIQUE

ecco
(jusqu'à épuisement
des stocks)

Accessoires
HAVANA DECOR
(514) 844-8550

(514) 842-3007



4062,
Saint-Denis
Montréal

BOUTIQUE
LE MARCHEUR
CHAUSSURES ET SANDALES DE MARCHÉ

PILE OU FACE

179\$* LOCATION
PROTEGE SE 1997
MAZDA

OU

13 685\$* ACHAT

LOCATION par mois/24 mois

Incluant entretien sans frais!

Pour un temps limité, vos concessionnaires Mazda vous proposent des offres imbattables sur la spacieuse Protégé SE 1997. Location ou achat, à vous de choisir... et de vous éclater!



Mazda Protégé Edition Spéciale 1997



Les concessionnaires Mazda du Québec



EMPORTE-MOI

Équipements illustrés offerts en option. *Modèles Protégé SE 1997, modèle D4XJ57AA10 seulement. Pour les deux offres: transport et préparation de 795 \$, immatriculation, assurances et taxes en sus. Pour la location: comptant initial de 1 500 \$, premier mois et dépôt de 250 \$ exigés, 20 000 km par an; frais de 8¢ le km additionnel. †Certains restrictions s'appliquent à l'offre d'entretien. Pour l'achat: le prix inclut le crédit équivalent de 1 000 \$ du client. Voyez votre concessionnaire participant. Certaines conditions s'appliquent.

Monde

Une « certaine clémence » est promise à Karadzic

Agence France-Presse
LA HAYE

L'ancien leader des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, pourrait bénéficier d'une « certaine clémence » s'il se livrait au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPI) et s'il acceptait de coopérer avec lui, a déclaré à l'AFP le procureur-adjoint du Tribunal Graham Blewitt (Australie).

Karadzic, qui fait l'objet d'un acte d'accusation pour génocide notamment lancé en 1995, pourrait bénéficier « d'une peine réduite » s'il se livrait au TPI et s'il fournissait « des informations concernant la responsabilité de personnes plus haut placées que lui » dans les atrocités commises, a indiqué le procureur-adjoint.

Il a rappelé qu'un Croate de Bosnie, Drazen Erdemovic, avait obtenu la « clémence » des juges en coopérant avec l'accusation et en donnant des précisions sur le rôle joué par Karadzic et Ratko Mladic, l'ancien chef des forces serbes de Bosnie, dans le massacre des Musulmans de l'enclave de Srebrenica.

Erdemovic avait été condamné à 10 ans de prison en première instance et il a entamé une procédure d'appel.

Karadzic, considéré par l'accusation comme « l'un des principaux artisans du nettoyage ethnique en Bosnie », avait récemment indiqué à la presse qu'il réfléchissait à la possibilité de se rendre à La Haye. Le leader déchu des Serbes de Bosnie, qui avait été forcé de quitter la présidence de la Republika Srpska en juillet 1996, est soupçonné d'être toujours très influent en coulisses et d'être notamment un des principaux blocages au retour de la paix et des réfugiés dans la région.

Estimant que les responsabilités des criminels à l'échelon local avaient été suffisamment étayées par le TPI, M. Blewitt a indiqué que le bureau du procureur pouvait « à présent s'orienter vers les responsabilités au niveau régional et national », précisant que Belgrade et Zagreb avaient des raisons de se faire des soucis. « Il se pourrait bien qu'au fil des preuves, nous remontions jusqu'à Milosevic », a-t-il déclaré.

Ancien procureur australien en charge du dossier de criminels nazis, M. Blewitt s'est dit « frustré » par le fait que les troupes de l'OTAN n'arrêtent pas les criminels de guerre, jugeant « déplorable » que le mandat de l'IFOR et de la SFOR n'ait pas été respecté. Ce mandat stipule que les troupes doivent arrêter les personnes recherchées par le TPI si elles les croisent sur leur chemin.

Selon le bureau du procureur, ce cas de figure s'est déjà produit plusieurs fois sans donner lieu à une arrestation. Une cinquantaine des 74 accusés du TPI, comme Karadzic et Mladic, vivent en Republika Srpska, l'entité serbe de Bosnie.

EN BREF

FRANCE

Le Pen lève le poing

Le chef du Front national (extrême droite), Jean-Marie Le Pen, a fait le coup de poing hier matin à Mantes-la-Jolie (ouest de Paris) alors qu'il était venu soutenir sa fille Marie-Caroline, candidate dans la 8^e circonscription. Le Pen s'en est pris à trois reprises aux quelque 200 manifestants anti-FN les décrivant comme des « agresseurs ». Il s'est ensuite réfugié dans un café avant de quitter les lieux sous des jets d'oeufs et de cailloux. Le service d'ordre et Le Pen ont également molesté la candidate socialiste Annette Peulvast-Bergeal.

d'après AFP

RUSSIE

Le gendre d'Eltine

Valeri Okoulov, gendre du président Boris Eltsine, a été confirmé hier à la tête d'Aeroflot, la première compagnie aérienne russe, lors d'un vote des actionnaires. M. Okoulov, 44 ans, ancien navigateur sur les vols intérieurs et internationaux d'Aeroflot, avait été nommé le mois dernier au poste de directeur général de la compagnie par Boris Eltsine en personne. Époux de Yelena, la fille aînée du chef du Kremlin, il était jusqu'alors vice-directeur général de la compagnie nationale russe, héritière du géant soviétique du même nom, partagé en quelque 500 entreprises différentes après l'effondrement de l'URSS.

d'après AP

CHINE

Contre le tabac

Les autorités chinoises ont interdit de fumer dans des lieux publics dans 71 villes et trois provinces, une mesure qui est déjà en vigueur à Pékin, Shanghai et d'autres métropoles. La mesure vise les transports publics, les écoles, les cinémas, les théâtres, les grands magasins, les musées et les stades. Elle entre en vigueur dans les provinces de Shanxi, Jilin, et Shandong.

d'après AFP

BIRMANIE

Droits de l'homme

L'Union européenne a dénoncé hier l'arrestation le 27 mai d'opposants au régime militaire au pouvoir en Birmanie, qualifiée de « nouvelle violation flagrante des libertés fondamentales et des droits de l'homme ». Dans un communiqué, l'Union européenne se déclare ainsi « profondément préoccupée par la détérioration constante de la situation politique en Birmanie ».

d'après AFP

Autorisation de décollage pour la SAAB 900 sur la piste No 20

C'est héréditaire : la SAAB 900 est issue d'une famille dont la réputation repose sur une solide expertise en aéronautique. C'est pourquoi la moindre de ses composantes est conçue en fonction de la sécurité de ses passagers. Sa technologie intelligente assure une puissance et une maniabilité exceptionnelles... pour un véhicule terrestre!

La SAAB 900 S 1997

29 900\$**

399\$/mois* - bail 36 mois

- Garantie 4 ans/80 000 km
- Climatisation sans CFC
- Vitres et portières à commande électrique
- Volant à réglage télescopique
- Sièges chauffants
- Rétroviseurs extérieurs chauffants
- Antivol avec télédéverrouillage
- Assistance routière



SAAB À contre-courant.

Transport, taxes et immatriculation en sus. * Paiements basés sur un bail de location de 36 mois selon le PDSF de la SAAB 900 S 1997. Versement initial de 3 927 \$ ou échange équivalent, premier versement de 399 \$ et dépôt en garantie remboursable de 475 \$ requis à la signature. Frais de 8 c par kilomètre applicables après 60 000 km. Sujet à l'approbation du crédit. Voyez votre détaillant SAAB pour un plan de location qui tienne compte du versement initial et des mensualités convenant à votre budget. ** PDSF. Le détaillant peut vendre à prix moindre.

Saturn Saab Isuzu de Blainville
249, boul. Seigneurie Ouest
Blainville
Tél.: 437-6317

Bourassa Saturn Saab Isuzu
1615, boul. St-Martin Est
Laval
Tél.: 385-9191

Saturn Saab Isuzu de Brossard
5950, boul. Marie-Victorin
Brossard
Tél.: 672-2500

Décarie Saturn Saab Isuzu
6100, boul. Décarie
Montréal
Tél.: 342-2222
(Coin Van Horne)

Gravel Saturn Saab Isuzu
1, place Ville-Marie, bureau 11 180
Montréal
Tél.: 861-2000
(Angle Cathcart et McGill College)

Saturn Saab Isuzu de Terrebonne
705, boul. Des Seigneurs
Terrebonne
Tél.: 964-1374

Mondial Saturn Saab Isuzu
9415, rue Papineau
Montréal
Tél.: 385-7222
www.autolinq.com/mondial

West Island Saturn Saab Isuzu
10 333, boul. Gouin Ouest
Roxboro
Tél.: 684-3161

C'est
la maison
qui vous
l'offre

1 1/2 %

REMISES EN ARGENT ET RÉDUCTIONS SUR NOUVEAUX PRÊTS HYPOTHÉCAIRES

Profitez-en! Un nouveau prêt hypothécaire dans une caisse Desjardins participante peut vous permettre d'obtenir des remises en argent et des réductions sur certains services financiers correspondant à 1 1/2 % de la valeur de votre hypothèque jusqu'à concurrence de 3000 \$. Pour connaître toutes les conditions, renseignez-vous dès aujourd'hui auprès de votre conseiller Desjardins.

Cette promotion est offerte par les caisses Desjardins participantes en collaboration avec l'Assurance vie Desjardins-Laurentienne, les Assurances générales des caisses Desjardins et VISA Desjardins.

Vous pouvez également vous prévaloir de cette offre auprès des agents et courtiers immobiliers participants.

En vigueur du 1^{er} janvier au 30 juin 1997.



Desjardins pour s'aider soi-même